

PROCHE-ORIENT

La vente d'avions-radars américains à l'Arabie Saoudite ferait partie d'un vaste plan stratégique dans le Golfe

Washington. — Moins d'une semaine après le vote du Sénat pour la vente de cinq avions-radars à l'Arabie Saoudite, on commence à discerner plus clairement la signification de ce marché et la nouvelle dimension de la politique américaine au Proche-Orient. Il semble, en effet, que les États-Unis aient une double ambition : installer un vaste système de défense dans le Golfe Persique et s'appuyer davantage sur l'Arabie Saoudite pour la défense de la région.

M. Ronald Reagan venait d'annoncer la vente de cinq avions-radars à l'Arabie Saoudite. Au-delà de la crédibilité de l'Arabie Saoudite, l'Arabie Saoudite lui apparaît comme un allié stratégique depuis la chute du chah d'Iran. C'est un principal fournisseur de pétrole. C'est un pays qui occupe une position stratégique fondamentale dans la crise libanaise et dans la crise irakienne. L'Arabie Saoudite est le seul pays à avoir pu empêcher l'Irak d'envahir le Koweït.

Mais les avions-radars ont une importance particulière. Ils constituent un élément d'un plan stratégique global dans le Golfe. On le voit à demi-mot lorsqu'on lit l'article de Washington Post du 11 novembre intitulé : "Le plan stratégique américain dans le Golfe".

Un intérêt subtil pour le vote du Sénat sur les avions-radars, l'administration Reagan a donné une réponse positive au plan Fahd. Il s'agit d'un "ensemble de mesures" qui visent à renforcer la sécurité dans la région, et qui sont des suggestions et des idées séparables de l'administration Reagan à l'Arabie Saoudite.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA LIGUE ARABE

M. Khlifi critique l'intention des pays européens de participer à la force de paix dans le Sinaï

Tunis. — M. Ghedli Khlifi, secrétaire général de la Ligue arabe, qui nous a reçu à son domicile, a déclaré que les pays européens ne devaient pas participer à la force de paix dans le Sinaï. Il a déclaré que les Arabes ne comprennent pas que les Européens, qui ont été les ennemis de l'Arabie, puissent maintenant participer à la force de paix dans le Sinaï.

Parlant du sommet arabe de Fes, M. Khlifi estime qu'il ne sera pas ajourné, mais qu'il sera reporté à l'été 1982. Il a déclaré que les Arabes ne comprennent pas que les Européens, qui ont été les ennemis de l'Arabie, puissent maintenant participer à la force de paix dans le Sinaï.

D'autre part, on indique dans les milieux diplomatiques que les

Etant essentiellement la réaffirmation des positions saoudiennes à l'égard du plan Fahd, les dirigeants américains ont pu en tirer un certain nombre de conclusions. Le plan Fahd, qui vise à renforcer la sécurité dans la région, est un plan qui vise à renforcer la sécurité dans la région.

M. Reagan doit tenir compte des protestations arabes et des pressions américaines. Le plan Fahd, qui vise à renforcer la sécurité dans la région, est un plan qui vise à renforcer la sécurité dans la région.

La mise en place de ce système est un processus complexe. Il s'agit d'un "ensemble de mesures" qui visent à renforcer la sécurité dans la région, et qui sont des suggestions et des idées séparables de l'administration Reagan à l'Arabie Saoudite.

Un intérêt subtil pour le vote du Sénat sur les avions-radars, l'administration Reagan a donné une réponse positive au plan Fahd.

Il s'agit d'un "ensemble de mesures" qui visent à renforcer la sécurité dans la région, et qui sont des suggestions et des idées séparables de l'administration Reagan à l'Arabie Saoudite.

En août, le département d'Etat considérait le plan Fahd comme

le premier ministre israélien, M. Begin, a lancé un appel aux pays européens pour qu'ils participent à la force de paix dans le Sinaï.

M. Begin a ajouté que les armes

Le premier ministre israélien, M. Begin, a lancé un appel aux pays européens pour qu'ils participent à la force de paix dans le Sinaï.

Le premier ministre israélien, M. Begin, a lancé un appel aux pays européens pour qu'ils participent à la force de paix dans le Sinaï.

On indique dans les milieux diplomatiques que les

On indique dans les milieux diplomatiques que les

On indique dans les milieux diplomatiques que les

On indique dans les milieux diplomatiques que les

Égypte

SIX CENT CINQUANTE EXTRÊMISTES RELIGIEUX ONT ÉTÉ ARRÊTÉS DEPUIS L'ASSASSINAT DU PRÉSIDENT SABATE

Le Caire (A.F.P.). — Six cent cinquante extrémistes religieux ont été arrêtés depuis l'assassinat du président Sabate. Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

Les arrestations ont été effectuées par la police égyptienne.

EUROPE

Pologne

A LA SUITE DE PROPOS VIRULENTS

Un dirigeant de Solidarité est inculpé d'outrage à la République populaire

De notre correspondant

Varsovie. — Responsable de Solidarité pour la région de Varsovie, M. Janusz Jurek a été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Pologne

A LA SUITE DE PROPOS VIRULENTS

Un dirigeant de Solidarité est inculpé d'outrage à la République populaire

De notre correspondant

Varsovie. — Responsable de Solidarité pour la région de Varsovie, M. Janusz Jurek a été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

Le procureur général a annoncé que M. Jurek avait été inculpé d'outrage à la République populaire à la suite de propos virulents.

هكذا الأصل

ROPE
A LA
Pologne
bigean de Solidarité en
droge à la République polonaise

ASIE

Singapour

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1968

Un opposant a été élu député

M. J.B. Jayaraman, président du Parti des travailleurs, a été élu député samedi 31 octobre aux élections législatives de Singapour. Il est le premier opposant à être élu député depuis 1968. Le Parti des travailleurs (PAP) a obtenu 75 députés sur 100. M. Jayaraman a été élu dans la circonscription de Tanjong Pagar. Il a été élu avec 11 000 voix, contre 10 000 pour le PAP. M. Jayaraman a été élu député dans la circonscription de Tanjong Pagar. Il a été élu avec 11 000 voix, contre 10 000 pour le PAP.

du candidat officiel et surprenant, il a été élu député. M. Jayaraman a été élu député dans la circonscription de Tanjong Pagar. Il a été élu avec 11 000 voix, contre 10 000 pour le PAP.

DANS UNE INTERVIEW AU « SPIEGEL »

M. Brejnev assure qu'un conflit nucléaire
« prendrait inévitablement un caractère mondial »

Dans un entretien accordé au « Spiegel » et publié ce lundi 2 novembre par l'hebdomadaire oco-allemand, M. Brejnev apporte plusieurs précisions sur l'attitude soviétique en matière d'armements nucléaires et sur le problème des euro-missiles. Il indique notamment que la doctrine militaire soviétique « exclut les guerres préventives et la notion de première frappe » et confirme que l'U.R.S.S. est prête à prendre des « mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires. M. Brejnev déclare que « d'autres formes de contrôle préventif sont développées si l'on parvient à la confiance en matière de réciprocité, mais que les moyens nationaux doivent avoir en toute circonstance la priorité ».

le désarmement en Europe doit comprendre « les files attenant à l'Europe, les espaces maritimes et océaniques ainsi que l'espace aérien correspondant ». Alors que M. Brejnev réaffirme son intention de discuter, dans le cadre des conversations euro-stratégiques, de tous les « systèmes avancés » américains, M. Engelbrecht, sous-secrétaire d'Etat américain, a affirmé au quotidien « la Suisse » que le but essentiel des Etats-Unis dans ces négociations sera de « réduire au minimum le plus les missiles de portée moyenne ». M. Brejnev a déclaré que « l'U.R.S.S. est prête à prendre des mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires.

De notre correspondant

Bonn. — Avant sa prochaine visite à Bonn et l'ouverture des négociations euro-américaines à Genève à la fin de ce mois, M. Brejnev a répondu aux questions qui lui ont été posées par le magazine Der Spiegel et a déclaré que l'U.R.S.S. est prête à prendre des « mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires.

d'affirmer tout d'abord que, en cas de neutralité des forces militaires en Europe occidentale, il pourrait être nécessaire de « porter des coups très forts » contre les bases de l'OTAN. Quant aux promesses et aux assurances, il est clair que l'U.R.S.S. ne peut pas se permettre de faire faillite à l'égard de ses alliés.

démocratie, seront envoyés à la fois à l'Est et à l'Ouest, dans les pays de l'OTAN, pour surveiller les troupes et les bases de l'OTAN. M. Brejnev a déclaré que « l'U.R.S.S. est prête à prendre des mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

DES TROIS IMPORTANTS QUANTITÉS D'ARMES, le plus important est celui des armes de guerre. M. Schmidt a déclaré que « l'Allemagne fédérale est prête à prendre des mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires.

El Salvador

MOR VIVERA Y DAMAS, ambassadeur de l'El Salvador, a déclaré que « l'El Salvador est prêt à prendre des mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires.

Haute-Volta

LE DROIT DE GREVE A ETE SUPPRIME, et jusqu'à nouvel ordre « par décision du Comité militaire de redressement pour la sécurité nationale (C.M.R.N.) », a déclaré le chef de l'Etat, le colonel Sankara Zéro, à une conférence de presse.

fonction publique et du travail. M. Zoufrane, a déclaré que « l'Algérie est prête à prendre des mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires.

Italie

M. MARCO PANNICOLA, élu élu, le dimanche 1er novembre, secrétaire général du parti radical, M. Pannicola a déclaré que « l'Italie est prête à prendre des mesures substantielles » sur son propre territoire en contrepartie d'un accord de contrôle préventif des armes nucléaires.

Turquie

LE PATRIARCHE ARMENIEN, Shnorh Kaloussian, a condamné les attentats commis par des extrémistes arméniens contre des diplomates turcs, au cours d'une messe à la mémoire de ces derniers, célébrée le dimanche 1er novembre, à Istanbul. « Ces attentats ne servent que les intérêts de ceux qui ont osé », a déclaré le chef de l'Eglise arménienne.

MIEUX ET PLUS L'ETAT DU MONDE 1981
56 F, 512 pages, toutes les clés pour déchiffrer le monde.
• Un livre indispensable, facile à consulter
• 134 tableaux statistiques
• 110 bibliographies thématiques
• 41 cartes
• 574 adresses utiles
François Maspéro Format de poche, relié.

CRÉATEURS D'ENTREPRISE
EXPORTATEURS, INVESTISSEURS
VOTRE SIÈGE A PARIS
Londres, Jérusalem
de 150 F à 350 F par mois
Contribution des Sociétés
GELICA 50 rue de la Harpe
75002 Paris
TEL : 206-41-12

Atelier de poterie
le feu et le cuir
accueille en groupe
les amateurs de 3 à 85 ans
5, rue LACROIXE, PARIS-20
Téléphone (01 47) 707-55-57

J5 VOTRE ASSOCIE EST ECONOMIQUE
Le nouveau J5, 1000 ou 1300, comprend bien des problèmes. C'est pourquoi il est très économique à l'achat et vous offre une des meilleures rentabilités au m² et au kg transporté. Prenez pour associé un diplômé d'économie.
J5 PEUGEOT

Sensationnel...
LE DERNIER
braun
"2000 UNIVERSAL"
SECTEUR ET ACCUS
SAFETY FIL
et tous les RABORS électriques
EN VENTE CHEZ
les spécialistes de la
DIDIER-NEVEUR
RÉPARATIONS IMMÉDIATES
Pneus démontés - Accessoires
Service après-vente soigné
38, rue MARBEUF - TEL : 251-20-10
Sous le pont de la Bastille

TWA vers et à l'intérieur des U.S.A.
New York: vol quotidien - 2 690F*
Liaison sans escale de Paris en 747. Ce vol continue sans escale jusqu'à Los Angeles.
TWA dessert également plus de 50 villes à l'intérieur des Etats-Unis.
Vous plaire, ça nous plaît
*Tarif Loisirs aller/retour

Allégements fiscaux pour les bas salaires

M. Alain Juppé, secrétaire général du Club 89, membre du comité central du R.P.R., hôte du « Grand jury R.T.L. - le Monde » dimanche 1^{er} novembre, a notamment déclaré : « Si nous

M. Alain Juppé, secrétaire général du Club 89, membre du comité central du R.P.R., hôte du « Grand jury R.T.L. - le Monde » dimanche 1^{er} novembre, a notamment déclaré : « Si nous

Il a ensuite noté que l'imp-
sur la fortune est devenu « une
disperie », car il ne réalise pas
la justice fiscale et que ses me-
dailles s'écroulent, en fait, sur
tous les seuls biens immobiliers
et l'outil de travail.

M. Juppé a trouvé normal qu'

« L'important pour l'opposition est de donner le sentiment qu'elle existe, qu'elle travaille, qu'elle réfléchit, qu'elle ne laisse pas le champ totalement libre à la majorité en matière de politique économique. On doit se demander si la majorité n'a pas le droit de se consacrer à des problèmes plus à des postes-clés de la haute administration et de laisser à l'opposition le soin de réfléchir à l'égard du pouvoir en place. Mais, à propos des changements intervenus dans l'administration, je déclare : « Je trouve tout à fait inadmissible que pendant vingt-trois ans certains ont joué à professeurs de morale et de vertu alors que d'autres ont été accusés de trahison. Je ne suis pas sûr que nous soyons parvenus à un consensus sur ce point. »

Pour M. Juppé, l'opposition doit venir du Parlement, des députés, des sénateurs, des politiques élus au sein par le moyen d'associations, de groupements, de clubs divers, afin de présenter un « contre-pouvoir culturel », une « contre-démocratie » à celle de M. Chirac estime que les thèmes de celui-ci a développés au cours de sa campagne présidentielle et

encore plus contestable que celle qu'il voulait contester. »

A propos de la présence de M. Juppé à la cérémonie de la remise du pouvoir, M. Juppé a estimé que le P.S. fait preuve d'« égérie » en faisant de sa présence l'élément qui fait le pont entre le parti communiste et le pouvoir. Cela est tout à fait grave pour l'avenir, qu'il s'agisse de la fonction publique, du

« M. Michel Noir, député R.P.R. du Rhône, estime qu'une interview au Point, qui n'a peut-être servi qu'à réconcilier entre Chirac et Giscard, ou peut-être à faire passer un message idéologique, lui est parvenue au seuil de la rupture ».

Un débat contradictoire entre MM. Duverger et Edgar Faure sur « Socialisme et Liberté »

[illegible]

totalitaire et non à la socialisation des moyens de production. Le second a admis que le socialisme n'est pas contraire à la liberté individuelle, mais qu'il est contraire aux libertés des capitalistes et des bourgeois. Les marxistes en devenant dogmatiques ont oboli la liberté, car ils ont voulu proposer tout à la fois une métaphysique, une explication téléologique et une théorie économique. Or, selon le sénateur du Doubs, seule la reconnaissance de l'existence

LE CALENDRIER

DE LA DISCUSSION BUDGÉTAIRE

La discussion de la douzième partie (épisodes) du projet de loi de finances pour 1982 (examen des dépenses sociales) sera ouverte à l'Assemblée communale le jeudi 5 novembre, pour s'achever le vendredi 30 novembre à minuit (fin du détail constitutionnel).

CALENDRIER : 10 novembre : ouverture des débats, 11 novembre : 1^{er} jour de discussion, 12 novembre : 2^e jour de discussion, 13 novembre : 3^e jour de discussion, 14 novembre : 4^e jour de discussion, 15 novembre : 5^e jour de discussion, 16 novembre : 6^e jour de discussion, 17 novembre : 7^e jour de discussion, 18 novembre : 8^e jour de discussion, 19 novembre : 9^e jour de discussion, 20 novembre : 10^e jour de discussion, 21 novembre : 11^e jour de discussion, 22 novembre : 12^e jour de discussion, 23 novembre : 13^e jour de discussion, 24 novembre : 14^e jour de discussion, 25 novembre : 15^e jour de discussion, 26 novembre : 16^e jour de discussion, 27 novembre : 17^e jour de discussion, 28 novembre : 18^e jour de discussion, 29 novembre : 19^e jour de discussion, 30 novembre : 20^e jour de discussion, 1^{er} décembre : 21^e jour de discussion, 2^e décembre : 22^e jour de discussion, 3^e décembre : 23^e jour de discussion, 4^e décembre : 24^e jour de discussion, 5^e décembre : 25^e jour de discussion, 6^e décembre : 26^e jour de discussion, 7^e décembre : 27^e jour de discussion, 8^e décembre : 28^e jour de discussion, 9^e décembre : 29^e jour de discussion, 10^e décembre : 30^e jour de discussion, 11^e décembre : 31^e jour de discussion, 12^e décembre : 32^e jour de discussion, 13^e décembre : 33^e jour de discussion, 14^e décembre : 34^e jour de discussion, 15^e décembre : 35^e jour de discussion, 16^e décembre : 36^e jour de discussion, 17^e décembre : 37^e jour de discussion, 18^e décembre : 38^e jour de discussion, 19^e décembre : 39^e jour de discussion, 20^e décembre : 40^e jour de discussion, 21^e décembre : 41^e jour de discussion, 22^e décembre : 42^e jour de discussion, 23^e décembre : 43^e jour de discussion, 24^e décembre : 44^e jour de discussion, 25^e décembre : 45^e jour de discussion, 26^e décembre : 46^e jour de discussion, 27^e décembre : 47^e jour de discussion, 28^e décembre : 48^e jour de discussion, 29^e décembre : 49^e jour de discussion, 30^e décembre : 50^e jour de discussion, 31^e décembre : 51^e jour de discussion, 1^{er} janvier : 52^e jour de discussion, 2^e janvier : 53^e jour de discussion, 3^e janvier : 54^e jour de discussion, 4^e janvier : 55^e jour de discussion, 5^e janvier : 56^e jour de discussion, 6^e janvier : 57^e jour de discussion, 7^e janvier : 58^e jour de discussion, 8^e janvier : 59^e jour de discussion, 9^e janvier : 60^e jour de discussion, 10^e janvier : 61^e jour de discussion, 11^e janvier : 62^e jour de discussion, 12^e janvier : 63^e jour de discussion, 13^e janvier : 64^e jour de discussion, 14^e janvier : 65^e jour de discussion, 15^e janvier : 66^e jour de discussion, 16^e janvier : 67^e jour de discussion, 17^e janvier : 68^e jour de discussion, 18^e janvier : 69^e jour de discussion, 19^e janvier : 70^e jour de discussion, 20^e janvier : 71^e jour de discussion, 21^e janvier : 72^e jour de discussion, 22^e janvier : 73^e jour de discussion, 23^e janvier : 74^e jour de discussion, 24^e janvier : 75^e jour de discussion, 25^e janvier : 76^e jour de discussion, 26^e janvier : 77^e jour de discussion, 27^e janvier : 78^e jour de discussion, 28^e janvier : 79^e jour de discussion, 29^e janvier : 80^e jour de discussion, 30^e janvier : 81^e jour de discussion, 31^e janvier : 82^e jour de discussion, 1^{er} février : 83^e jour de discussion, 2^e février : 84^e jour de discussion, 3^e février : 85^e jour de discussion, 4^e février : 86^e jour de discussion, 5^e février : 87^e jour de discussion, 6^e février : 88^e jour de discussion, 7^e février : 89^e jour de discussion, 8^e février : 90^e jour de discussion, 9^e février : 91^e jour de discussion, 10^e février : 92^e jour de discussion, 11^e février : 93^e jour de discussion, 12^e février : 94^e jour de discussion, 13^e février : 95^e jour de discussion, 14^e février : 96^e jour de discussion, 15^e février : 97^e jour de discussion, 16^e février : 98^e jour de discussion, 17^e février : 99^e jour de discussion, 18^e février : 100^e jour de discussion, 19^e février : 101^e jour de discussion, 20^e février : 102^e jour de discussion, 21^e février : 103^e jour de discussion, 22^e février : 104^e jour de discussion, 23^e février : 105^e jour de discussion, 24^e février : 106^e jour de discussion, 25^e février : 107^e jour de discussion, 26^e février : 108^e jour de discussion, 27^e février : 109^e jour de discussion, 28^e février : 110^e jour de discussion, 29^e février : 111^e jour de discussion, 30^e février : 112^e jour de discussion, 31^e février : 113^e jour de discussion, 1^{er} mars : 114^e jour de discussion, 2^e mars : 115^e jour de discussion, 3^e mars : 116^e jour de discussion, 4^e mars : 117^e jour de discussion, 5^e mars : 118^e jour de discussion, 6^e mars : 119^e jour de discussion, 7^e mars : 120^e jour de discussion, 8^e mars : 121^e jour de discussion, 9^e mars : 122^e jour de discussion, 10^e mars : 123^e jour de discussion, 11^e mars : 124^e jour de discussion, 12^e mars : 125^e jour de discussion, 13^e mars : 126^e jour de discussion, 14^e mars : 127^e jour de discussion, 15^e mars : 128^e jour de discussion, 16^e mars : 129^e jour de discussion, 17^e mars : 130^e jour de discussion, 18^e mars : 131^e jour de discussion, 19^e mars : 132^e jour de discussion, 20^e mars : 133^e jour de discussion, 21^e mars : 134^e jour de discussion, 22^e mars : 135^e jour de discussion, 23^e mars : 136^e jour de discussion, 24^e mars : 137^e jour de discussion, 25^e mars : 138^e jour de discussion, 26^e mars : 139^e jour de discussion, 27^e mars : 140^e jour de discussion, 28^e mars : 141^e jour de discussion, 29^e mars : 142^e jour de discussion, 30^e mars : 143^e jour de discussion, 31^e mars : 144^e jour de discussion, 1^{er} avril : 145^e jour de discussion, 2^e avril : 146^e jour de discussion, 3^e avril : 147^e jour de discussion, 4^e avril : 148^e jour de discussion, 5^e avril : 149^e jour de discussion, 6^e avril : 150^e jour de discussion, 7^e avril : 151^e jour de discussion, 8^e avril : 152^e jour de discussion, 9^e avril : 153^e jour de discussion, 10^e avril : 154^e jour de discussion, 11^e avril : 155^e jour de discussion, 12^e avril : 156^e jour de discussion, 13^e avril : 157^e jour de discussion, 14^e avril : 158^e jour de discussion, 15^e avril : 159^e jour de discussion, 16^e avril : 160^e jour de discussion, 17^e avril : 161^e jour de discussion, 18^e avril : 162^e jour de discussion, 19^e avril : 163^e jour de discussion, 20^e avril : 164^e jour de discussion, 21^e avril : 165^e jour de discussion, 22^e avril : 166^e jour de discussion, 23^e avril : 167^e jour de discussion, 24^e avril : 168^e jour de discussion, 25^e avril : 169^e jour de discussion, 26^e avril : 170^e

ments et territoires d'outre-mer ;
VANDREY 6 : agriculture et
P.A.P.S.A. (pédagogie active des pres-
sions) ;
SANDREY 7 : postes et télécommuni-
cations, transports, Plan et amé-
nagement du territoire ;
LORDY 9 : mer, anciens comba-
tants ;
MAKDI 15 : éducation nationale
(musée), environnement, solidarité
nationale ;
SEKDI 18 : urbanisme et logement ;
d'occupation professionnelle, légion
d'honneur et ordre de la Libération,

LENDI 16 : 3 fonctions publiques, travail, décrets et services des boues.

SABEDI 16 : dérive (mita), budget, imprimerie nationale et taxes (surtout), services communs, administration et énergie.

LUNDI 16 : services économiques et financiers, comptes spéciaux du Trésor, monnaies et médailles, santé, culture, affaires indigènes.

MARDI 17 : intérieur, administration, culture, services du premier ministre, droits de la femme, représentation.

Le GUD (Groupement union dé-nésale), disons par ses dirigeants :

Ministère des services divers, secrétariat
 général de la défense nationale,
 ministères des techniques et social, journal
 officiel n° 1, relations avec le Parlement);
MERCIER 13 : services du premier
 ministre (mitis), commerce extérieur,
 relations extérieures, affaires euro-
 péennes;
JUDD 19 : recherche et technol-
 ogie, temps libre, tourisme, jeunesse
 et sports;
VENDREDY 20 : affaires non nota-
 tivement, seconde circulation, rattachement

10-10-68

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Michel Rocard fait l'éloge du dialogue social

M. Michel Rocard, qui était, dimanche 1^{er} novembre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1 a insisté sur la nécessité de promouvoir un dialogue social. « Un contrat social », entre l'Etat et les forces économiques et sociales du pays. La cohésion sociale est en effet, aux yeux du ministre du plan, la condition préalable à tout effort national pour sortir de la crise.

M. Michel Rocard indique tout d'abord qu'il préfère à la notion de « compromis » celle de « dialogue » ou de « contrat social ». Il souligne que la situation d'antagonisme entre un pouvoir économique et financier, d'une part, et un pouvoir politique, d'autre part, est une situation qui ne peut pas perdurer. Il faut donc envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social.

« De la même manière, dans le monde du travail, il faut envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social. Il faut donc envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social.

« De la même manière, dans le monde du travail, il faut envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social. Il faut donc envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social.

APRÈS LE CONGRÈS DU P.S.
Un article élogieux de la « Pravda »

Moscou. — Au lendemain du congrès du P.S., de l'adoption de la loi sur les nationalisations, de l'ouverture du dialogue social, et à quelques semaines de la réunion à Moscou de la grande commission franco-soviétique, la Pravda affirme, le lundi 2 novembre, que le dialogue social est une condition préalable à tout effort national pour sortir de la crise.

« De la même manière, dans le monde du travail, il faut envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social. Il faut donc envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social.

« De la même manière, dans le monde du travail, il faut envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social. Il faut donc envisager un dialogue social, un dialogue qui ne se limite pas à une négociation commerciale, mais qui vise à établir un véritable dialogue social.

UN MOUVEMENT POUR L'INDEPENDANCE DE LA REUNION A ETE CONSTITUE

(De notre correspondant)
« Saint-Denis de la Réunion. — Au cours d'une conférence de presse, des militants indépendantistes ont récemment fait connaître qu'ils s'étaient dotés d'une nouvelle structure : le Mouvement pour l'indépendance de la Réunion (M.I.R.). Les indépendantistes estiment que « le peuple réunionnais ne peut accéder à la responsabilité et à la souveraineté que par la voie de la lutte armée ».

LA « FORTUNE » DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Dans son numéro de novembre, le mensuel Mieux Vivre publie une enquête sur « l'argent des ministres ». Jean-Louis Savy note que « le salaire de l'argent des ministres » est en hausse.

LA « FORTUNE » DES MEMBRES DU GOUVERNEMENT

Dans son numéro de novembre, le mensuel Mieux Vivre publie une enquête sur « l'argent des ministres ». Jean-Louis Savy note que « le salaire de l'argent des ministres » est en hausse.

La détente intelligente et le chantier naval de De...
et la distraction sont aussi plaisants...
au Salon du Bricolage
Du 30 octobre au 11 novembre 1981.
LE SALON DU BRICOLAGE
CNIT - PARIS LA DEFENSE
de 10 h à 19 h. Nocturnes les 3, 6 et 10 novembre jusqu'à 22 h.

VOS BUREAUX AU «CENTRAL»
DE MARNE-LA-VALLÉE

C'est tout proche et c'est tout prêt...

Au «Central» de Marne-la-Vallée, en vente ou en location, le prix du m² est la moitié du prix moyen des bureaux de Paris intra-muros.

ET POURQUOI C'EST TOUT PROCHE :

- par le R.E.R. : l'Opéra à moins d'une demi-heure du «Central» (station Noisy-Mont d'Est);
- par l'autoroute A4 : la Concorde à Noisy-le-Grand sans feu rouge, sortie sur le «Central».

«C'EST TOUT PRÊT :

- des bureaux clairs, fonctionnels et spacieux, sur 5 étages au plus;
- un équipement complet avec restaurant, bar, piscine;
- un environnement de qualité : le Centre Commercial animé entre le «Central» et le R.E.R., un complexe socio-culturel, des logements et la campagne à votre porte.

«ET C'EST FACILE :

- une grande souplesse de l'Administration quant à la délivrance des agréments aux entreprises qui souhaitent s'installer à Marne-la-Vallée.

VOS BUREAUX AU «CENTRAL» :

- accès direct par l'autoroute, le R.E.R.,
- et le Centre Commercial,
- Parking sous les bureaux.

MAINTENANCE : MEUNIER PROMOTION Groupe BNP 10, place de la République - 75008 Paris (1) 296 15 63

COMMERCIALISATION : AUGUSTE THOUARD 12, rue d'Angoulême - 75008 Paris (1) 265 54 07 (S) 304 98 76

UN PANORAMA COMPLET
L'ETAT DU MONDE 1981

- Les grands événements
- Les 163 états
- Les questions stratégiques

Par 56 spécialistes, une approche pluridisciplinaire, combinant économie, géographie, stratégie, démographie et politique.

François Maspéro 56 F, 512 pages. Format de poche, relié.

J5 VOTRE ASSOCIE EST OUVERT A TOUT.

Le nouveau J5, 1000 ou 1300, a les idées larges : sa porte latérale coulissante est une des plus larges du marché : 1,037 m. Il a aussi le sens pratique : 1,312 m de large et 1,372 m de haut pour les portes arrière. Et de la hauteur : il peut absorber un choc de 6,50 m de chargement.

Le J5 est un associé qui voit grand.

J5 PEUGEOT

Créée en juillet 1942, l'Association française des sciences politiques, cent, trente-deux ans plus tard, son premier congrès. Sans doute jusqu'à un grand nombre de ses membres (comme à ses fondateurs) les sciences politiques publiées dans la *Revue française des sciences politiques* avaient rythmé la vie d'une association qui se réunissait pour discuter les problèmes présents dans le monde contemporain. Mais, comme l'a remarqué M. François de Launay, la création de ce congrès marque une date et le début d'une volonté. Il s'agit, tout d'abord, de réunir les membres de quatre « tables rondes » pour créer une occasion de rencontres entre les membres de l'Association et de leur permettre de se rencontrer, de travailler sur des thèmes différents et tout souvent controversés. Il s'agit aussi, par une telle occasion, de faire valoir et d'affirmer que la science politique existe dans l'Université et la re-

[illegible]

Loca et Jean-Louis Quermonde
— réunissent, en effet, des ensei-
gnants et des chercheurs, des prati-
ciens aussi d'origines diverses.

Cela assure, au moins en partie,
l'intérêt des discussions, meetings
qui rassemblent, à l'occasion, des
entre-personnes ayant des regards
différents et des interprétations
divergentes des concepts utilisés
(culturalisme, stalinisme, génocide,
etc.). Ces débats, qui ont lieu sous
débats, tiennent aussi à l'orientation
commune des quatre « tables ron-
des » : établir le bilan de la « révo-
lution culturelle » ; s'interroger
sur la réalité et la pertinence des
théories des modèles d'explication
du développement ; analyser les
et même parfois, dans le cas no-
tamment du stalinisme et des
relations internationales, sur les
implications politiques de l'analyse
scientifique.

COLETTE YSMAL
chargée de recherche
à la Fondation nationale
des sciences politiques

« Les premiers jours de Mitterrand »

Antique grand reporter à l'ORTF, d'en fit assez, avec beaucoup d'autres, en 1968. Maurice Séveno était, depuis 1972 et jusqu'à sa nomination comme directeur de l'information des FR3, délégué national du P.S. à l'audiovisuel.

Renouant avec le journalisme, il est tombé dans un livre intitulé *Les Premiers Jours de Mitterrand*, à retracer les principaux événements qui ont marqué l'accès au pouvoir du leader socialiste. L'ouvrage est divisé en deux parties, le récit de la journée du 11 mai.

Outre la chronologie qu'il comporte l'intérêt de cet ouvrage est de donner une vue d'ensemble des entretiens que l'auteur a eus avec quelques-uns des principaux personnages du nouvel Etat. Et qui prennent avec le temps, un

Pfister assure-t-il qu'« si
à part de limite pour un gou-
vernement soutenu par une
majorité ». Ainsi M. Michel
Rocard, qui se définit comme
« le ministre du po à gratter
souligne-t-il dans les 9 lignes
de son entretien avec Mauri-
ce Séverin, que si « dans le chan-
politique » il est « relativement
facile de connaître », « la
démocratie, elle est plus com-
pliquée ». Jean plus compliqué
Ainsi M. Oest-Pierre Chevènement
déclare-t-il qu'il guri dans
surtout « ce qui est de dire
prendre la politique « hardie
qu'il appelle de ses vœux.
Sous-titrée « l'état de grâce
la relation de Maurice Séverin
avec le journal », cet arti-
culisme, le 14 juillet.

L. M. C.

* Stock éditeur, 271 rue de la

DÉCENTRALISATION ET CLARIFICATION

A la suite des articles publiés les 28 et 29 octobre, M. Gérard Olivier a reçu un certain nombre de lettres. Elles ont trait pour la plupart à la réforme de la région selon laquelle le transfert de la région de la Seine-Saint-Denis à la Seine-et-Marne permettrait de renforcer la fonction préfectorale ; il nous paraît de publier les réactions qui ont été formulées.

L'image d'une réforme peut être assez importante que la réforme qu'elle implique. C'est pourquoi, tout d'abord, la réforme décentralisatrice porte une image trop répugnante à nos yeux. Elle nous fait penser à la réforme de la région parisienne le corps préfectoral, l'élection des conseillers régionaux, le statut des fonctionnaires et des élus, les différents départements et les conseils généraux. En vérité, la réforme décentralisatrice n'est pas une réforme consensuelle dans leur fonction respective. Elle est une réforme de décapage de la gestion départementale : la déclassification en cours de route, la suppression des conseils généraux ; elle ne permet pas plus de faire passer les préfets à la retraite, d'augmenter les commissions départementales, l'administration, ou qu'elle ne permette de supprimer les préfets et de créer par conséquent des préfets en train de s'éteindre, qui traitent des questions d'administration sans compétence.

L-M C

* Stock 441499 373 pages

COLETTE YSMAL,
chargée de recherche
à la Fondation nationale
des sciences politiques



Garantie O.R. La transparence.

[illegible]

* sous réserve d'acceptation du dossier.

* sous réserve d'acceptation du docteur

OCCASION RENAULT

Renault engage son nom.

هكذا من الأصل

POINT DE VUE

[illegible]

marqu

PARIS

pgu

À
bénéficiaire

l'autre de c
E
arrivèrent

Partout, en

PO
votre agent
Réservation

100 km

...dane cha

cur

location

1

J

1



149-150 4th St. NW

1

1

POLITIQUE

POINT DE VUE « Le fonctionnaire sous un régime vraiment républicain »

par JEAN-PIERRE SOISSON (*)

« L ne faut pas dire « Des idées Robespierre à la Convention, mais dire Robespierre et la Convention. » Et Paul Quilès, devant le congrès de Valence, de lancer sous les applaudissements un appel vibrant à la « déflation » et à l'épuration politique, citant même les préfets, les recteurs, les dirigeants d'entreprises publiques, parmi les brochantes obèses du parti socialiste.

Dans la mesure où elle s'applique prioritairement à l'administration plus encore qu'à la presse ou au monde économique, l'« épuration » a une résonance moderne. Elle est à rapprocher des campagnes de répression Joseph McCarthy à l'époque où le Congrès américain votait la loi « sur les activités antiaméricaines ». Quelle étrange parenté d'esprit entre cette déclaration de 1952 du sénateur du Wisconsin : « Il y a quel quel problème véritable pour l'agriculture, l'ouvrier et l'homme d'affaires, le problème du communisme dans l'appareil gouvernemental », et les propos de nombreux intervenants au congrès de Valence dénonçant les « saboteurs » et les « infiltrations » dont le fonctionnaire français serait le siège.

Ce qui inquiète est que de tels

discours doivent être rapprochés de tels concepts, qui traduisent une remise en cause de la conception républicaine traditionnelle des rapports entre la politique et l'administration.

A l'image de ce qui s'est passé dans les moyens d'information, le changement dans la haute fonction publique consisterait avant tout, depuis cinq mois, dans l'élimination des hommes. Celle-ci est poursuivie au mépris des règles traditionnelles qui garantissent l'indépendance du pouvoir exécutif de la majorité élue, mais aussi la neutralité et l'impartialité de l'administration.

Ces règles, quelles sont-elles ? D'abord, la pratique selon laquelle chaque ministre est entouré d'un cabinet, qui disparaît avec lui et qui transmet à l'administration le volume du pouvoir politique sans se substituer à elle dans l'exécution des tâches. Ensuite, une séparation organisée par le décret du 21 mars 1959, entre des « emplois supérieurs », et autres postes, dont les titulaires restent en place au-delà des changements politiques.

Ces principes sont aujourd'hui transgressés dans leur forme comme

dans leur esprit. J'en prendrai trois exemples.

La première dans un seul mouvement de plus de la moitié des recteurs en poste, parmi lesquels des hommes dont ni la capacité, ni l'impartialité dans l'exercice de leur fonction, ne pouvaient être contestées, traduit, outre le fait que le ministre de l'éducation nationale a adossé d'entrée de jeu son autorité au profit des syndicats d'enseignants, une politisation ouverte et déléguée de ce corps.

Deuxième exemple : celui du corps diplomatique. La nomination d'un chef d'entreprise ou d'un journaliste à un poste d'ambassadeur n'est pas chose critiqueable en soi. D'autres pays le pratiquent. Elle devient éminemment douteuse lorsque, pratiquée brutalement et à grande échelle, elle désorganise le fonctionnement d'un corps en réduisant le nombre de postes de responsabilité offerts. Elle devient inadmissible lorsqu'elle se traduit par l'attribution d'un haut fonctionnaire à peine installé au poste de quelque chose dont les seuls mérites sont d'ordre politique.

Troisième exemple : les administrations centrales. On n'y compte plus

les démissions forcées, les mutations brutales, les rétrogradations injustifiées, les fonctionnaires marginalisés ou laissés sans poste, les contraintes licencieuses. On assiste à un gigantesque glissement de talents et de hommes votés.

Le problème du remplacement de certains fonctionnaires s'est posé après la chute du Second Empire. Gambetta, qui avait conduit la résistance contre ce régime, l'avait résumé par une question qui mériterait d'être posée à nouveau aujourd'hui : « Croyez-vous que la France ait un corps d'administration en réserve ? »

Il convient d'ajouter que dans les fonctionnaires qui restent sont le plus souvent placés sous le contrôle de cabinets pléthoriques, dans la composition desquels on ne recherche plus — comme dans le passé — un certain équilibre entre l'engagement politique naturel et la compétence technique indispensable. Il résulte de tout cela une immense saignée dont ceux qui sont exécutés à l'administration ont dû se rendre compte. Les cabinets désaffectés les services, sans pour autant

duir en clair, que l'on commencerait sa carrière dans l'appareil d'un parti pour la poursuivre comme préfet, recteur, ambassadeur ou directeur d'administration centrale. Les perspectives de réforme de l'Ecole nationale d'administration, affichées par le ministre de la fonction publique, sont particulièrement cohérentes avec une telle orientation.

On se dirige ainsi, non pas vers une politisation occasionnelle, mais vers une infiltration organisée et institutionnalisée de la haute administration par les partis dominants.

Voilà pessimisme des choses, dramatisation excessive, pessimisme réaliste. Tel n'est pas le cas. L'opposition a relevé, au cours du débat parlementaire sur les réformes, que le rapprochement de deux articles du projet de loi permettait, par un artifice de rédaction, d'aligner simultanément tous les dirigeants des banques nationales depuis 1965. Cette mesure, indignée dans son objectif et censurée dans son procédé, montre que l'épuration n'est pas seulement dans le discours mais dans les faits.

Quel recul pour notre démocratie : quelle rupture avec la tradition républicaine ?

A la limite et nécessairement, primauté du politique sur l'administratif, on substitue une « dramatique » confusion des deux, où l'on utilise la formule de Gambetta selon laquelle : « On gouverne avec son parti, on administre avec des capacités. »

Lorsqu'on attend le président de l'Assemblée nationale — dont la fonction devrait être pourtant apolitique de mesure et de tolérance — demandant que l'on applique des sanctions « aux membres de la

haute fonction publique qui ne sont pas de sa tendance, on se dit que la logique d'un tel raisonnement est le rétablissement du serment de fidélité envers l'Etat et la personne de son chef. Le président de la République, dont l'engagement politique a coïncidé avec la Résistance, condamne sévèrement, pour ce qui la concerne, une telle déviation. Il est temps, sans doute, qu'il s'engage à la faire cesser.

Il est temps aussi de redécouvrir ce que Jeanne d'Arc appelait « le régime du fonctionnaire sous un régime vraiment républicain ». Elle s'enfonçait simplement : le fonctionnaire, quel que soit son rang, est « le serviteur de la souveraineté nationale ». Il doit exécuter pleinement sa volonté, qu'il en partage ou non l'inspiration. Mais il a droit aussi au respect le plus total de sa liberté de pensée. Il doit demeurer à l'abri de l'extrême du pouvoir politique. Nos dirigeants devraient tenir ce que Jeanne d'Arc avait en 1905 dans la Revue socialiste : « Le fonctionnaire, dans l'exercice de sa fonction, doit être d'une absolue impartialité, hors de sa fonction, il peut incliner ou se porter, même avec une autorité propre, du côté où son esprit voit le vrai, où ses conclusions vont le plus vite. Il peut considérer comme légitime un ordre social où les privilèges valent la formule suprême du droit : il peut considérer et combattre comme des idées dangereuses les programmes socialistes d'une partie du peuple. Comme fonctionnaire, il ne relève que de la nation ; comme homme, il ne relève que de sa conscience. »

Le Super Service Europcar
marque deux nouveaux points.

PARIS 48, rue de Berni, (1) 563.04.27, à deux pas des Champs-Élysées, en plein cœur du Paris des affaires et du tourisme.

LYON 16, place Jules-Ferry (Gare des Brotteaux) - (7) 824.79.87, pour vous accueillir dès votre descente du TGV.

A l'occasion de cette double ouverture, Europcar vous fera bénéficier de 100 km gratuits sur votre première location, dans l'une et l'autre de ces stations jusqu'au 31/12/1981.

Et, comme dans toutes les stations Europcar, vous y apprécierez notre Super Service. Premier loueur français, Europcar vous offre des voitures et une organisation qui fonctionnent bien. Partout, en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.

Pour réserver, appelez votre station Europcar la plus proche, votre agent de voyages, ou encore notre Central Réservations à Paris au 645.21.25.

100 km gratuits sur votre première location dans l'une et l'autre de ces stations jusqu'au 31/12/1981.

europcar
location de voitures

Avec 1250, au service de location et dans le Sud-Ouest, chez National Car Rental.

LE MONDE DANS VOTRE POCHE

- L'Amérique bascule
- Le retour du religieux
- Pologne, tout est possible
- L'Europe en otage

Et 102 autres articles sur les événements marquants de l'année et sur les pays et régions du monde.

LE MONDE 58 F, 512 pages. Format de poche, relié.

SCIENCES SOCIALES, RECHERCHE ACTIVE ET DÉBAT PUBLIC

Nous apprenons la tenue d'un grand colloque sur la recherche et la technologie, mais nous ignorons que les sciences sociales n'y jouent pas un rôle aussi important qu'on le dit.

Alors, nous nous sommes intéressés à ce colloque, nous avons cherché à en saisir l'esprit, nous avons cherché à en saisir les enjeux, nous avons cherché à en saisir les enjeux, nous avons cherché à en saisir les enjeux.

Le colloque a été organisé par le Centre de Recherches Sociologiques de l'Université de Paris. Il a réuni des chercheurs de renom, des chercheurs de renom, des chercheurs de renom.

Le colloque a été organisé par le Centre de Recherches Sociologiques de l'Université de Paris. Il a réuni des chercheurs de renom, des chercheurs de renom, des chercheurs de renom.

Le colloque a été organisé par le Centre de Recherches Sociologiques de l'Université de Paris. Il a réuni des chercheurs de renom, des chercheurs de renom, des chercheurs de renom.

J5 CHOISISSEZ VOTRE ASSOCIE.

Les associés J5, 1000 ou 1300, sont non seulement capables mais aussi dotés d'imagination. Ils sont capables de se transformer en fourgons grands volumes, berlines, maguins, bicyclettes, fourgonnettes, et en véhicules de loisir : vans, camping-car.

Le J5, un associé à géométrie variable.

*transformations par carrossiers, renseignez-vous chez votre concessionnaire.

J5 PEUGEOT

Amis mobilis J5 PEUGEOT fait confiance à J5

Fourgon standard, Cabriolet cabriolet, Berline, Cabriolet double cabriolet long, Fourgon rétro, Fourgon isolé, Pick-up, Camion 7 places.

EUROCAP : 4, rue de Castiglione, 75001 PARIS - Tél. : 280-30-64
et 6 BORDAUX - LILLE - LIMOGES - LYON - MULHOUSE - NANCY
NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN - TOULON - TOULOUSE

Résignation et méfiance

[illegible]

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions de « Courant du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de tant que des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Les obèques ont eu lieu dans l'intimité le jeudi 29 octobre, au cimetière du Thillot.

MADAME DESAULT
Mariages réunis depuis 40 ans
4, place de l'Opéra, 75002 PARIS
Tél. : 742.00.39

— L'Association des anciens élèves de Saint-Martin-de-France invite tous les anciens élèves et professeurs à se retrouver à l'école l'après-midi du 11 novembre à l'occasion de la Journée Saint-Vincent-de-Paul et de l'Assemblée générale de l'Association. Mises communautaires à 18 heures. Buffet amical.

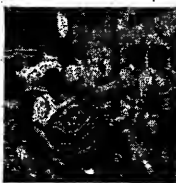


Voilà ce qui rend humaine une compagnie aérienne

**Avec Pakistan International Airlines,
on se sent déjà chez soi.**

Toutes les grandes compagnies aériennes se ressemblent à bien des égards. Professionnalisme, technologie, efficacité, fiabilité, elles ont en commun les mêmes soucis d'excellence. Peu de compagnies cependant y parviennent, faute de posséder la qualité la plus importante et la plus impalpable qui soit : la chaleur humaine. Voilà ce que vous offre Pakistan International Airlines... on s'y sent déjà chez soi.

A votre prochain voyage vers l'Amérique, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Afrique ou l'Asie, choisissez Pakistan International Airlines.



Voyagez en bonne compagnie

La police

Com
de la

**Voulez-vous
succéder avec eux**

D... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..
... ..

Recevez cette annonce à :
S.A.P.-Aube, 24 Bd Victor-Hugo
10000 Troyes.

CHER:

ALICE

LES PRINCIPES
L'ESPRIT ET LES MOYENS
D'ENTREPRENDRE

1

Quand Mobil écoule son pétrole mais aussi ses idées

Depuis 1973, l'image de marque des compagnies pétrolières s'est fortement dégradée. A chaque hausse du prix du pétrole, il est vrai, on a vu s'accroître les profits des compagnies. Pour tenter de redresser cette image, Mobil, troisième groupe mondial, s'est lancé dans une politique d'information aux adhérents. Désormais, les annonces ne servent plus tant à écouler des produits que des idées.

« **L'ARABIE SAOUDITE**, c'est infiniment plus que du pétrole : c'est le symbole du commerce pour l'Amérique, des emplois pour les Américains, un renforcement du dollar »... Ainsi que le controversait son plein sur la vente par les Etats-Unis d'armes AWACS à Riyad, Mobil Oil comme souvent, prenait position. Dans un éditorial publié par les huit plus grands quotidiens américains — par la prestigieuse « Op-Ed Page » (1) — la compagnie pétrolière faisait le parallèle des relations entre les deux pays.

« Plus de sept cents sociétés américaines commercent avec l'Arabie Saoudite ; les entreprises concernées sont réparties dans quarante-deux Etats. (...) Même si l'on exclut l'ARAMCO et les principales compagnies pétrolières les sociétés américaines détiennent actuellement beaucoup plus de 35 milliards de

dollars de contrats avec l'Arabie Saoudite. (...) Cela doit prouver à l'évidence que les Saoudiens n'ont pas seulement confiance dans la force et la capacité de la technologie américaine mais dans notre lien de dépendance comme ami et allié économique. »

Cette prise de position n'est pas complètement dénuée de sens. Moins bien implantée que les autres « majors » américaines dans le royaume wahabite, Mobil a depuis 1973 tenté de redresser sa situation auprès du premier exportateur mondial. Non seulement il est parvenu à accroître sa participation de 10 % à 15 % dans l'ARAMCO, le consortium de compagnies qui exploite le brut saoudien, mais il a appuyé le plan de développement du royaume plus agréablement qu'Exxon ou Shell. Pour 50 %, le

pétrole brut de la compagnie — soit un million de barils par jour — provient ainsi d'Arabie Saoudite. D'où les déclarations des responsables de Mobil comme M. Mc Donald, vice-président du groupe et membre du conseil d'administration de l'ARAMCO, ou de M. Murray, l'un des principaux dirigeants, sur la « stabilité » du royaume, son « libéralisme ». Le pouvoir est bien partagé et les règles de désignation du régime sont très faibles », souligne le premier homme de Mobil. L'esprit de l'éditorial, c'est donc son existence même qui surprend. Voilà pourtant dix ans que Mobil prend position publiquement dans le New York Times, le Washington Post, le Wall Street Journal, le Los Angeles Times, et bien d'autres publications.

« Faire l'information »

Les Français avaient d'ailleurs réagi, alors outre-Atlantique pour stimuler des sources d'information. En juillet 1980, sous le titre « The French Connection », les éditorialistes de Mobil écrivaient : « Nos frères gauchistes sont une fois de plus à l'ouest-garde énergétique. Dans un mouvement hardi pour réduire plus encore sa dépendance à l'égard du pétrole importé, la France se propose de quintupler sa consommation de charbon d'ici 1990. Une fois encore, les Etats-Unis sont à la traine même si ce pays est resté sur la plus large réserve de charbon du monde ». Une manière habile de jouer sur

le sentiment antirégime qui régnait alors outre-Atlantique pour stimuler des sources d'information. En juillet 1980, sous le titre « The French Connection », les éditorialistes de Mobil écrivaient : « Nos frères gauchistes sont une fois de plus à l'ouest-garde énergétique. Dans un mouvement hardi pour réduire plus encore sa dépendance à l'égard du pétrole importé, la France se propose de quintupler sa consommation de charbon d'ici 1990. Une fois encore, les Etats-Unis sont à la traine même si ce pays est resté sur la plus large réserve de charbon du monde ». Une manière habile de jouer sur

le sentiment antirégime qui régnait alors outre-Atlantique pour stimuler des sources d'information. En juillet 1980, sous le titre « The French Connection », les éditorialistes de Mobil écrivaient : « Nos frères gauchistes sont une fois de plus à l'ouest-garde énergétique. Dans un mouvement hardi pour réduire plus encore sa dépendance à l'égard du pétrole importé, la France se propose de quintupler sa consommation de charbon d'ici 1990. Une fois encore, les Etats-Unis sont à la traine même si ce pays est resté sur la plus large réserve de charbon du monde ». Une manière habile de jouer sur

Les virevoltants plateaux de Mobil pour la libre entreprise et, justes profits sont, il est vrai, dans le vent dominant qui souffle actuellement sur la Maison Blanche. Mais, chargée de modifier l'image des compagnies pétrolières, cette publicité d'un genre particulier — connue l'est aussi la diffusion à leurs frais des grands classiques du théâtre de langue anglaise sur la chaîne de télévision publique (Public Broadcasting Company, parfois rebaptisée de ce fait, Petroleum Broadcasting Company) — a-t-elle atteint des effets après dix ans d'effort ? « Nos éditoriaux du New York Times, reconnaît M. Olsen, sont destinés à 2-5 % de la population, aux leaders d'opinion ». Mais force est de reconnaître que ceux-ci n'ont pas eu une influence déterminante. Lors de la pénurie des carburants consécutive à la révolution iranienne en 1979, plus de 80 % des Américains ont estimé qu'il s'agissait d'une mauvaise affaire de compagnies pour accroître leurs profits. Et le jour même de l'éditorial sur l'Arabie Saoudite, et sur la même page, le titre conservateur Wall Street Journal reconnaissait que les principales compagnies pétrolières américaines ont trouvé moyen de garder la majeure partie du bénéfice de la baisse moyenne de 2 dollars par baril des prix sur le marché mondial ces derniers mois, ne transférant qu'une faible part de ce gain aux consommateurs. Déclarent, les compagnies pétrolières sont mal aimées.

BRUNO DETHOMAS.

LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Desserrer l'étau

(Suite de la page 19.)

Il est plus intelligent de définir sur certains produits des parts appréciables du marché mondial et d'orienter les investissements de façon que les biens offerts par les entreprises françaises aient au même rythme que les processus de production et les habitudes de consommation.

L'action publique sous cet angle doit revêtir une double dimension : d'une part, faciliter les choix stratégiques des entreprises françaises et parfois les accompagner des moyens financiers adéquats, notamment en jouant pleinement le rôle de propriétaire des moyens de production dans le cas du secteur nationalisé élargi, d'autre part, mener des politiques spécifiques ayant pour but de défendre l'indépendance économique nationale. A cet égard, les efforts en matière d'économie d'énergie constituent un défi majeur pour les années à venir. Une croissance saine est en effet le contraire d'une croissance dévorante. Une action en profondeur, tendant à la mutation des entreprises existantes et à la rénovation du patrimoine immobilier et à l'introduction des techniques en matière de logement, doit être entreprise avec persévérance, c'est-à-dire, notamment, en s'affranchissant des moyens financiers adéquats.

Adopter cette politique suppose que l'investissement soit encouragé. Mais celui-ci ne fera sentir ses effets en accroissant les forces de la France qu'à terme. Il n'est plus possible en attendant de gérer le chômage par le moyen. La se trouve la justification principale de la politique de partage du travail.

La seconde des justifications est d'ordre social, et c'est à celle-ci que le vouldrions maintenant nous attacher.

La France est un pays qui vit. L'abaissement de l'âge de la retraite, qui offre la facilité du remplacement possible par poste par poste, comporte des risques pour la fin du siècle. On ne peut pas, en effet, envisager de façon réaliste, à moins de miser sur une automatisation très rapide non seulement de l'industrie mais aussi des services ; un déséquilibre marqué entre population active et population inactive. Il y a sans doute un sort de tolérance quant aux prélèvements sur les revenus directs pour financer les transferts, et notamment les retraites, et notamment la responsabilité d'en tenir compte, même si celui-ci reste à débattre.

Ainsi le plan intérimaire met l'accent sur la réduction de la durée du travail hebdomadaire. Cette durée, si elle est bien réalisée, fera tomber un peu l'appréhension des chômeurs. Les modèles économiques parviennent à cette conclusion. Les salariés, en travaillant moins longtemps, bénéficieront d'une amélioration de leur situation. Cela implique qu'une certaine modification de la répartition salariale prévienne dans la période qui suit. D'autre part, les entreprises auront besoin d'investir dans le travail, au cas où, des solutions permettant de maintenir l'emploi d'entretien, de production, avec des horaires réduits, sans augmenter sensiblement le coût du travail. La durée de fonctionnement des machines, comme celle d'entretien, sont des facteurs essentiels pour le partage du travail hebdomadaire se traduisant en une amélioration importante. Le plus il faudrait procéder par grandes étapes : plutôt que d'appliquer de petites réductions successives de la durée hebdomadaire du travail, mieux vaudrait l'abaisser d'un seul coup sensiblement de façon à élargir, entreprises par entreprises, une répartition des salaires et des heures, sans privilégier, dans les modalités d'adaptation, la recherche de gains de productivité marginaux qui, en tout cas, se traduisent par une dégradation des conditions de travail. La véritable mutation souhaitable suppose que le mode de fonctionnement des entreprises soit réellement l'objet d'un examen en profondeur.

Les efforts assez également répartis que suppose le plan intérimaire s'inscrivent dans un projet de société, dont les contours principaux se précisent : par une extension de chaque de la négociation sociale, par une diffusion de l'information et par une pleine reconnaissance des différences et des conflits, les bases sont posées pour l'élaboration progressive d'un compromis social. Il ne s'agit pas, par un unanimité de façade ou par la multiplication d'accords boiteux, de faire transcrire un cap difficile à notre pays. Il faut, tout au contraire, construire patiemment une nouvelle donne qui permette la mobilisation de chacun au vu de la réalisation de l'ambition collective démocratiquement définie : actuellement, sans contestation possible, il s'agit de l'emploi.

DENIS PIET.

Y A-T-IL ENCORE DES PLACES REFUGE ? C'EST LE MOMENT DE RENCONTRER UN HOMME QUI A DU FLAIR.

Dans un monde qui change vite, où les événements économiques, politiques et monétaires ont des conséquences prévisibles mais aléatoires, où les habitudes sont remises en cause, a-t-on toujours le droit de croire aux valeurs refuge ? Si oui, quelles sont-elles ? Si non, que faire ? Au 4 Place de la Bourse à Paris, comme dans toutes les places boursières de France vous pouvez rencontrer un homme qui a

du flair : l'Agent de Change, un homme qui sur ce problème comme sur beaucoup d'autres vous donnera un conseil éclairé fondé sur une expérience irremplaçable en matière de placement, sur la parfaite connaissance des rouages de l'économie et des opportunités qu'elle offre. Un homme qui sait adapter son intuition à l'évolution des événements. Un homme d'action aussi qui sait réagir vite pour

prendre les décisions qui s'imposent. Un homme de confiance enfin qui saura vous informer, vous conseiller en toute liberté au mieux de vos objectifs et de vos moyens. Venez le voir.

Bureau d'Accueil des Agents de Change.
4, place de la Bourse, Paris 2^e
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30.



Les Agents de Change : pour vos placements plus que jamais les hommes de la situation.

Pour obtenir réponse à toutes vos questions, vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 39.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.95.

هكذا من الأصل

LA CROISSANCE DANS LE SUD-EST ASIATIQUE

SINGAPOUR : encouragement à la productivité

La volonté du gouvernement de Singapour de faire de la ville-Etat un centre régional pour les industries à technologie avancée se traduit par la mise en œuvre de politiques qui visent à encourager la productivité des entreprises.

Il s'agit de chercher midi à quatorze heures, à la limite, en punition d'années de la firme allemande Boell, qui faisait, dit-on, des produits de mauvaise qualité, à la fois pour des raisons de productivité et de qualité.

Obéissant à Lee Kuan Yew, le premier ministre de la ville-Etat, qui a été nommé par le Parlement, le gouvernement a mis l'accent sur la production, accroissant la productivité par l'innovation et la recherche.

Pour inciter les entreprises à s'engager résolument sur les chemins de la productivité et de la qualité, le gouvernement a mis en œuvre une politique de « correction » des salaires, qui a été retardée d'environ 10 à 15 % par rapport à la hausse des salaires dans les autres pays.

Le gouvernement a conduit simultanément une ambitieuse politique de qualification de la main-d'œuvre pour répondre aux besoins des industries de pointe.

Certaines entreprises pilotes — Philips, Tala, par exemple — ont été encouragées. Certaines ont été encouragées à l'Allemagne fédérale et surtout le Japon participent, sous le patronage du bureau du développement économique (E.D.E.), à des efforts nationaux.

La mise en œuvre de cet assouplissement a porté ses fruits puisque le taux national de productivité est en progression constante : + 14 % en 1978, + 5 % en 1980 et + 6,3 % pendant le premier semestre 1981.

Malgré l'expansion économique, il y a eu moins de créations d'emplois pendant les six premiers mois de cette année qu'il y en avait eu pendant la même période de l'année précédente : 20 000 au lieu de 24 000. On a enregistré, cependant, 3 000 créations de nouveaux emplois.

Le gouvernement a-t-il été trop vite en besogne ? Toujours est-il que les entreprises ont

travaillé plus vite et plus longtemps. Les entreprises ont travaillé plus vite et plus longtemps.

Une revalorisation des salaires jugée trop brutale et une inflation excessive sur le marché de l'emploi ont été évitées.

Beaucoup de petites et moyennes entreprises (P.M.E.), souvent de dimension familiale, ne sont pas concernées par cet appel à la valorisation de l'outil de travail dans la mesure où elles limitent leur horizon à l'Etat.

A l'occasion de la fête nationale, en août dernier, M. Lee Kuan Yew a vertueusement tenu à tirer profit des exemples allemand, américain et japonais.

Pour le premier ministre, les gens doivent mettre tout leur cœur et leur âme au service de leur entreprise, mais aussi leur cœur, si de son propre accord, ils veulent s'enrichir.

MALAISIE : la difficile... «malaisisation»

Le gouvernement de Kuala Lumpur cherche à prendre le contrôle du secteur industriel privé, au profit surtout de l'industrie malaise.

Plus de la moitié des 918 000 hectares d'huile de palme et de caoutchouc sont aux mains des Malaisiens.

Le gouvernement de Kuala Lumpur a réussi à prendre le contrôle de la société britannique Guthrie, qui possédait dans le pays 500 000 hectares de plantations.

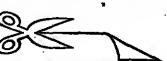
L'objectif du gouvernement de Kuala Lumpur est de rendre le pays maître de ses ressources naturelles. En réalité, l'O.P.A. sur Guthrie illustre le souci des autorités locales de contrôler la « nouvelle politique économique » (NPE).

Le rythme rapide de la croissance ne facilite pas non plus la redistribution des richesses au sein de la communauté malaise.

Pour l'instant, les autorités locales ne sont pas parvenues à faire passer le pays à l'étape suivante, à savoir la « malaisisation ».

ILS ONT CHOISI DE RÉUSSIR

Ne laissez pas passer l'atout de votre réussite.



Déjà, de nombreuses entreprises ont choisi le C.A.P.-Hubs comme partenaire officiel de leur développement industriel, comme l'interlocuteur responsable pour le financement.

Pour recevoir un dossier complet sur les capacités de l'Aube en faveur des entreprises, contactez votre représentant C.A.P.-Hubs, 24, bd Victor-Hugo 10000 Troyes.

Form for requesting information from AUBE, including fields for name, address, and company.



E?

LAIR.



la situation.

ACTUALITES

DSM : imagination féconde et procédés performants pour produire des engrais.

DSM : DES TERRES PLUS FERTILES

Si, globalement DSM s'est hissé en quelques années au 15^e rang de l'industrie chimique mondiale, dans certains secteurs de son activité, ce groupe se situe dans les tout premiers rangs : c'est le cas des engrais dont DSM est l'un des leaders mondiaux.

Précisons que, pour les engrais, au sein du groupe DSM, ce sont les unités de l'Europe, et plus particulièrement les unités de l'Allemagne, qui produisent les produits fertilisants du groupe DSM vendus par ICF.

Il s'y fabrique une grande variété de produits fertilisants : urée, acide uréique, nitrate d'ammonium, engrais liquides, engrais combinant azote et phosphates, etc. au total, une capacité de production de plus de 4 millions de tonnes/an.



Remarquable donc, la position de DSM dans le secteur des engrais. Directement et indirectement, le groupe concourt efficacement à la lutte contre la faim dans le monde.

CARTE D'IDENTITE DU GROUPE DSM

Table with 2 columns: Description and Details. Rows include: Origine, Produits chimiques, Produits pétroliers, Transformation, and En termes de chiffre d'affaires.

DSM EN FRANCE

Produit européen, DSM dispose en France de moyens de production, de stockage et d'assistance pour : les plastiques et produits chimiques.

DANS TOUTES LES LANGUES DU MONDE, DSM VEUT DIRE CHIMIE.

DSM

DSM

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

LES autorités pilotent actuellement toutes à vue, les chiffres mensuels de chômage, comme en France, tantôt sur ceux de l'inflation, comme aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Le seul pays à être sorti de cette hantise mensuelle, grâce à ses bons résultats, est le Japon. Il peut se permettre de regarder directement le long terme et penser surtout à investir. Probablement est-ce parce qu'il n'a jamais cessé de faire. Les autres pays pourraient bien s'en inspirer pour aborder les années 1982 et

1983, pour lesquelles nombre d'instituts de conjoncture, comme la Wharton Econometric Advisory Service ou la E.W.V.A. allemande annoncent une « certaine » reprise. Celle-ci ne sera véritablement bénéfique et durable que pour ceux qui auront su retrouver le chemin de l'investissement, en évitant le fest de paillasse d'une croissance alimentée uniquement par la consommation. Mais la tâche n'est pas facile, car, dans nos grands pays industrialisés, il se développe, à cet égard, un véritable malaise, et même dans l'un ou l'autre d'entre eux la menace d'un blocage. Il

y a d'abord le problème de la construction de logements qui est en recul partout, sous le poids des charges financières qui réduisent de plus en plus la demande solvable. Mais le plus important concerne les investissements industriels. En effet, même si la part de l'industrie diminue, celle-ci n'est restée pas morte, comme on se le dit, car le rééquipement extérieur, le verrou de la croissance et des emplois durables.

Le Japon est le seul pays où les dépenses d'équipement ont pu échapper au recul et même à la stagnation. Cependant, d'après l'agence de planification économique, le rythme s'est tassé de 35 % en 1980 à 10 % en 1981, mais avec une sélectivité de plus en plus grande sur les bons créateurs d'emplois. Cela permet à l'empire du Soleil-Levant de concilier la compétitivité de ses « exportations » officielles avec un fort emploi (1) dans les secteurs internes moins « productifs » mais protégés.

En Allemagne, les dépenses d'équipement se sont nettement

baissées des taux d'intérêt (et d'inflation), elle pèse en permanence sur les perspectives d'activité, notamment sur celles de l'important secteur des industries mécaniques et des exportations. M. Türl Wecker, président de la V.D.M.A. (organisation professionnelle de la mécanique), reconnaît que la forte croissance de ces dernières (dont 25 % vont en France et en Italie qui ont devancé) a été favorisée par le rééquipement du constructeur et la faiblesse de l'inflation allemande. Il est vrai qu'un train de bas prix français et italiens ont nouveau handicap pour être rapidement comblé.

Aux États-Unis, où les dépenses d'équipement ont stagné en 1980 et en 1981, les investisseurs sont déçus par les résultats décevants des perspectives d'activité et de taux d'intérêt. Tout d'abord la confiance dans le président Reagan les a rendus optimistes. Puis le vent a tourné. Puis le Business Council a adopté un ton plus rassurant et prévoit

ce sont bien à moyen terme les investissements qui posent le problème principal encore bien plus qu'ailleurs, compte tenu du virage économique projeté. Les dépenses d'équipement produites auront diminué en 1981 de plus de 4 %, et le gouvernement espère qu'elles reprendront en 1982 à plus de 5 %. Or, si la production remonte depuis peu, c'est uniquement grâce à la consommation et aux produits de base, alors que le secteur des biens d'équipement reste plongé dans un profond marasme. Finalement, on retrouve en France l'incidence de faibles marges, des taux d'intérêt élevés et des incertitudes économiques. Ces conditions sont aggravées par un déficit public en constante accélération qui risque de « pomper » les ressources d'un marché financier étroit en pesant encore plus sur les taux. Par ailleurs, la dévaluation du franc exerce les effets inverses de ceux de la réévaluation du deutschemark, vue plus haut : si elle favorise l'activité, elle menace, si l'on y

prend garde, d'aggraver l'inflation, le frein du blocage des prix ne pouvant que l'atténuer encore plus le marges des entreprises. Il est significatif de constater que, si les taux ont baissé, il n'en est pas de même pour les taux longs.

Cependant, les facteurs conjoncturels et de confiance jouent un rôle majeur, comme l'a souligné M. Georges Charvonnat, président des banques Lazard-Sonnet, fort bien placé pour juger du climat de l'industrie française. D'après lui, les dirigeants sont déçus par les résultats du gouvernement. Ce dernier devrait se rappeler que, en matière de gestion d'entreprise, comme de gestion nationale, il y a des « bons » valeurs partielles et qu'une politique sélective, même appliquée sur un grand élan, ne peut pas empêcher l'ensemble de la production de se dégrader. Faut-il en conclure, les faits viennent appuyer les analyses, malheureusement, en matière d'investissement, ne se voit-elle qu'un bout de non-bonne années ?

MAURICE BARRANGER

L'INFORMATIQUE: LES ETUDES DU PLEIN EMPLOI

1980 : 240 000 emplois
1985 : 350 000 emplois

FAITES CARRIÈRE DANS L'INFORMATIQUE!

AVEC OU SANS DIPLÔME, DEVEZ :

- OPÉRATEUR en 1 an (niveau d'entrée ; terminale)
- PROGRAMMEUR assistant de gestion en 1 an (niveau d'entrée ; Bac + 1 an)
- ANALYSTE assistant de gestion en 1 an ou 2 ans (niveau d'entrée ; Bac + 2 ans)



Je désire recevoir le dossier gratuit :
ANALYSTE ☐ PROGRAMMEUR ☐
OPÉRATEUR ☐

NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____

TÉL _____
ISTEC
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ
DIVISION DE L'ARCADÉ
107 RUE DE REVELLY 75012 PARIS. TÉL. : 340.56.46

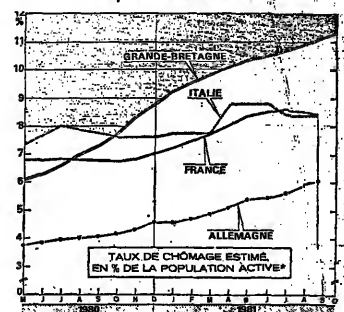
Le panorama des tensions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est révélateur par une équipe de conjoncturiers européens, avec la participation de Claude-François de la Roche-Beaucourt, directeur de la production industrielle, prix de la consommation, taux de chômage, équilibre des dépenses, croissance, qualité de production et investissement, degré de sensibilité au marché international.

affaiblir sur la période récente. M. Rodenbeck, président du S.D.I. (le patronat), a parlé de la situation financière difficile de nombreuses sociétés qui doivent se rabattre sur les ressources externes. Cela pose le problème de l'argent long, qui jusqu'à été très élevé. Le récent virage financier comportant à la fois une réduction des besoins publics et une réévaluation du deutschemark a ramené quelque espoir. Mais la Bundesbank reste prudente et le taux à long terme ne baisse qu'avec hésitation en dessous des 10 %. En effet, l'éventuelle ouverture à l'investissement constitue une hypothèque redoutable. Par ailleurs la dévaluation favorise une

	TAUX CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MANTIENS DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacité de production	Échanges	Qualité industrielle
ALLEMAGNE	+	+	+	+	+	+
FRANCE	+	+	+	+	+	+
ITALIE	+	+	+	+	+	+
GRANDE-BRETAGNE	+	+	+	+	+	+

(1) La sensibilité internationale, d'un pays à l'autre, plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

CHOMAGE : Montée en Allemagne et plafonnement en France



Entre août et septembre, le taux de chômage par rapport à la population active, après correction des variations saisonnières, a continué à augmenter, passant de 1,25 % à 1,40 % en Allemagne et de 1,15 % à 1,16 % en Grande-Bretagne. Il a légèrement diminué en France, de 1,15 % à 1,14 %, et en Italie, de 1,15 % à 1,14 %. Ce taux a été de 1,15 % en septembre 1980, de 1,14 % en août 1980, de 1,15 % en juillet 1980, de 1,15 % en juin 1980, de 1,15 % en mai 1980, de 1,15 % en avril 1980, de 1,15 % en mars 1980, de 1,15 % en février 1980, de 1,15 % en janvier 1980, de 1,15 % en décembre 1979, de 1,15 % en novembre 1979, de 1,15 % en octobre 1979, de 1,15 % en septembre 1979, de 1,15 % en août 1979, de 1,15 % en juillet 1979, de 1,15 % en juin 1979, de 1,15 % en mai 1979, de 1,15 % en avril 1979, de 1,15 % en mars 1979, de 1,15 % en février 1979, de 1,15 % en janvier 1979, de 1,15 % en décembre 1978, de 1,15 % en novembre 1978, de 1,15 % en octobre 1978, de 1,15 % en septembre 1978, de 1,15 % en août 1978, de 1,15 % en juillet 1978, de 1,15 % en juin 1978, de 1,15 % en mai 1978, de 1,15 % en avril 1978, de 1,15 % en mars 1978, de 1,15 % en février 1978, de 1,15 % en janvier 1978, de 1,15 % en décembre 1977, de 1,15 % en novembre 1977, de 1,15 % en octobre 1977, de 1,15 % en septembre 1977, de 1,15 % en août 1977, de 1,15 % en juillet 1977, de 1,15 % en juin 1977, de 1,15 % en mai 1977, de 1,15 % en avril 1977, de 1,15 % en mars 1977, de 1,15 % en février 1977, de 1,15 % en janvier 1977, de 1,15 % en décembre 1976, de 1,15 % en novembre 1976, de 1,15 % en octobre 1976, de 1,15 % en septembre 1976, de 1,15 % en août 1976, de 1,15 % en juillet 1976, de 1,15 % en juin 1976, de 1,15 % en mai 1976, de 1,15 % en avril 1976, de 1,15 % en mars 1976, de 1,15 % en février 1976, de 1,15 % en janvier 1976, de 1,15 % en décembre 1975, de 1,15 % en novembre 1975, de 1,15 % en octobre 1975, de 1,15 % en septembre 1975, de 1,15 % en août 1975, de 1,15 % en juillet 1975, de 1,15 % en juin 1975, de 1,15 % en mai 1975, de 1,15 % en avril 1975, de 1,15 % en mars 1975, de 1,15 % en février 1975, de 1,15 % en janvier 1975, de 1,15 % en décembre 1974, de 1,15 % en novembre 1974, de 1,15 % en octobre 1974, de 1,15 % en septembre 1974, de 1,15 % en août 1974, de 1,15 % en juillet 1974, de 1,15 % en juin 1974, de 1,15 % en mai 1974, de 1,15 % en avril 1974, de 1,15 % en mars 1974, de 1,15 % en février 1974, de 1,15 % en janvier 1974, de 1,15 % en décembre 1973, de 1,15 % en novembre 1973, de 1,15 % en octobre 1973, de 1,15 % en septembre 1973, de 1,15 % en août 1973, de 1,15 % en juillet 1973, de 1,15 % en juin 1973, de 1,15 % en mai 1973, de 1,15 % en avril 1973, de 1,15 % en mars 1973, de 1,15 % en février 1973, de 1,15 % en janvier 1973, de 1,15 % en décembre 1972, de 1,15 % en novembre 1972, de 1,15 % en octobre 1972, de 1,15 % en septembre 1972, de 1,15 % en août 1972, de 1,15 % en juillet 1972, de 1,15 % en juin 1972, de 1,15 % en mai 1972, de 1,15 % en avril 1972, de 1,15 % en mars 1972, de 1,15 % en février 1972, de 1,15 % en janvier 1972, de 1,15 % en décembre 1971, de 1,15 % en novembre 1971, de 1,15 % en octobre 1971, de 1,15 % en septembre 1971, de 1,15 % en août 1971, de 1,15 % en juillet 1971, de 1,15 % en juin 1971, de 1,15 % en mai 1971, de 1,15 % en avril 1971, de 1,15 % en mars 1971, de 1,15 % en février 1971, de 1,15 % en janvier 1971, de 1,15 % en décembre 1970, de 1,15 % en novembre 1970, de 1,15 % en octobre 1970, de 1,15 % en septembre 1970, de 1,15 % en août 1970, de 1,15 % en juillet 1970, de 1,15 % en juin 1970, de 1,15 % en mai 1970, de 1,15 % en avril 1970, de 1,15 % en mars 1970, de 1,15 % en février 1970, de 1,15 % en janvier 1970, de 1,15 % en décembre 1969, de 1,15 % en novembre 1969, de 1,15 % en octobre 1969, de 1,15 % en septembre 1969, de 1,15 % en août 1969, de 1,15 % en juillet 1969, de 1,15 % en juin 1969, de 1,15 % en mai 1969, de 1,15 % en avril 1969, de 1,15 % en mars 1969, de 1,15 % en février 1969, de 1,15 % en janvier 1969, de 1,15 % en décembre 1968, de 1,15 % en novembre 1968, de 1,15 % en octobre 1968, de 1,15 % en septembre 1968, de 1,15 % en août 1968, de 1,15 % en juillet 1968, de 1,15 % en juin 1968, de 1,15 % en mai 1968, de 1,15 % en avril 1968, de 1,15 % en mars 1968, de 1,15 % en février 1968, de 1,15 % en janvier 1968, de 1,15 % en décembre 1967, de 1,15 % en novembre 1967, de 1,15 % en octobre 1967, de 1,15 % en septembre 1967, de 1,15 % en août 1967, de 1,15 % en juillet 1967, de 1,15 % en juin 1967, de 1,15 % en mai 1967, de 1,15 % en avril 1967, de 1,15 % en mars 1967, de 1,15 % en février 1967, de 1,15 % en janvier 1967, de 1,15 % en décembre 1966, de 1,15 % en novembre 1966, de 1,15 % en octobre 1966, de 1,15 % en septembre 1966, de 1,15 % en août 1966, de 1,15 % en juillet 1966, de 1,15 % en juin 1966, de 1,15 % en mai 1966, de 1,15 % en avril 1966, de 1,15 % en mars 1966, de 1,15 % en février 1966, de 1,15 % en janvier 1966, de 1,15 % en décembre 1965, de 1,15 % en novembre 1965, de 1,15 % en octobre 1965, de 1,15 % en septembre 1965, de 1,15 % en août 1965, de 1,15 % en juillet 1965, de 1,15 % en juin 1965, de 1,15 % en mai 1965, de 1,15 % en avril 1965, de 1,15 % en mars 1965, de 1,15 % en février 1965, de 1,15 % en janvier 1965, de 1,15 % en décembre 1964, de 1,15 % en novembre 1964, de 1,15 % en octobre 1964, de 1,15 % en septembre 1964, de 1,15 % en août 1964, de 1,15 % en juillet 1964, de 1,15 % en juin 1964, de 1,15 % en mai 1964, de 1,15 % en avril 1964, de 1,15 % en mars 1964, de 1,15 % en février 1964, de 1,15 % en janvier 1964, de 1,15 % en décembre 1963, de 1,15 % en novembre 1963, de 1,15 % en octobre 1963, de 1,15 % en septembre 1963, de 1,15 % en août 1963, de 1,15 % en juillet 1963, de 1,15 % en juin 1963, de 1,15 % en mai 1963, de 1,15 % en avril 1963, de 1,15 % en mars 1963, de 1,15 % en février 1963, de 1,15 % en janvier 1963, de 1,15 % en décembre 1962, de 1,15 % en novembre 1962, de 1,15 % en octobre 1962, de 1,15 % en septembre 1962, de 1,15 % en août 1962, de 1,15 % en juillet 1962, de 1,15 % en juin 1962, de 1,15 % en mai 1962, de 1,15 % en avril 1962, de 1,15 % en mars 1962, de 1,15 % en février 1962, de 1,15 % en janvier 1962, de 1,15 % en décembre 1961, de 1,15 % en novembre 1961, de 1,15 % en octobre 1961, de 1,15 % en septembre 1961, de 1,15 % en août 1961, de 1,15 % en juillet 1961, de 1,15 % en juin 1961, de 1,15 % en mai 1961, de 1,15 % en avril 1961, de 1,15 % en mars 1961, de 1,15 % en février 1961, de 1,15 % en janvier 1961, de 1,15 % en décembre 1960, de 1,15 % en novembre 1960, de 1,15 % en octobre 1960, de 1,15 % en septembre 1960, de 1,15 % en août 1960, de 1,15 % en juillet 1960, de 1,15 % en juin 1960, de 1,15 % en mai 1960, de 1,15 % en avril 1960, de 1,15 % en mars 1960, de 1,15 % en février 1960, de 1,15 % en janvier 1960, de 1,15 % en décembre 1959, de 1,15 % en novembre 1959, de 1,15 % en octobre 1959, de 1,15 % en septembre 1959, de 1,15 % en août 1959, de 1,15 % en juillet 1959, de 1,15 % en juin 1959, de 1,15 % en mai 1959, de 1,15 % en avril 1959, de 1,15 % en mars 1959, de 1,15 % en février 1959, de 1,15 % en janvier 1959, de 1,15 % en décembre 1958, de 1,15 % en novembre 1958, de 1,15 % en octobre 1958, de 1,15 % en septembre 1958, de 1,15 % en août 1958, de 1,15 % en juillet 1958, de 1,15 % en juin 1958, de 1,15 % en mai 1958, de 1,15 % en avril 1958, de 1,15 % en mars 1958, de 1,15 % en février 1958, de 1,15 % en janvier 1958, de 1,15 % en décembre 1957, de 1,15 % en novembre 1957, de 1,15 % en octobre 1957, de 1,15 % en septembre 1957, de 1,15 % en août 1957, de 1,15 % en juillet 1957, de 1,15 % en juin 1957, de 1,15 % en mai 1957, de 1,15 % en avril 1957, de 1,15 % en mars 1957, de 1,15 % en février 1957, de 1,15 % en janvier 1957, de 1,15 % en décembre 1956, de 1,15 % en novembre 1956, de 1,15 % en octobre 1956, de 1,15 % en septembre 1956, de 1,15 % en août 1956, de 1,15 % en juillet 1956, de 1,15 % en juin 1956, de 1,15 % en mai 1956, de 1,15 % en avril 1956, de 1,15 % en mars 1956, de 1,15 % en février 1956, de 1,15 % en janvier 1956, de 1,15 % en décembre 1955, de 1,15 % en novembre 1955, de 1,15 % en octobre 1955, de 1,15 % en septembre 1955, de 1,15 % en août 1955, de 1,15 % en juillet 1955, de 1,15 % en juin 1955, de 1,15 % en mai 1955, de 1,15 % en avril 1955, de 1,15 % en mars 1955, de 1,15 % en février 1955, de 1,15 % en janvier 1955, de 1,15 % en décembre 1954, de 1,15 % en novembre 1954, de 1,15 % en octobre 1954, de 1,15 % en septembre 1954, de 1,15 % en août 1954, de 1,15 % en juillet 1954, de 1,15 % en juin 1954, de 1,15 % en mai 1954, de 1,15 % en avril 1954, de 1,15 % en mars 1954, de 1,15 % en février 1954, de 1,15 % en janvier 1954, de 1,15 % en décembre 1953, de 1,15 % en novembre 1953, de 1,15 % en octobre 1953, de 1,15 % en septembre 1953, de 1,15 % en août 1953, de 1,15 % en juillet 1953, de 1,15 % en juin 1953, de 1,15 % en mai 1953, de 1,15 % en avril 1953, de 1,15 % en mars 1953, de 1,15 % en février 1953, de 1,15 % en janvier 1953, de 1,15 % en décembre 1952, de 1,15 % en novembre 1952, de 1,15 % en octobre 1952, de 1,15 % en septembre 1952, de 1,15 % en août 1952, de 1,15 % en juillet 1952, de 1,15 % en juin 1952, de 1,15 % en mai 1952, de 1,15 % en avril 1952, de 1,15 % en mars 1952, de 1,15 % en février 1952, de 1,15 % en janvier 1952, de 1,15 % en décembre 1951, de 1,15 % en novembre 1951, de 1,15 % en octobre 1951, de 1,15 % en septembre 1951, de 1,15 % en août 1951, de 1,15 % en juillet 1951, de 1,15 % en juin 1951, de 1,15 % en mai 1951, de 1,15 % en avril 1951, de 1,15 % en mars 1951, de 1,15 % en février 1951, de 1,15 % en janvier 1951, de 1,15 % en décembre 1950, de 1,15 % en novembre 1950, de 1,15 % en octobre 1950, de 1,15 % en septembre 1950, de 1,15 % en août 1950, de 1,15 % en juillet 1950, de 1,15 % en juin 1950, de 1,15 % en mai 1950, de 1,15 % en avril 1950, de 1,15 % en mars 1950, de 1,15 % en février 1950, de 1,15 % en janvier 1950, de 1,15 % en décembre 1949, de 1,15 % en novembre 1949, de 1,15 % en octobre 1949, de 1,15 % en septembre 1949, de 1,15 % en août 1949, de 1,15 % en juillet 1949, de 1,15 % en juin 1949, de 1,15 % en mai 1949, de 1,15 % en avril 1949, de 1,15 % en mars 1949, de 1,15 % en février 1949, de 1,15 % en janvier 1949, de 1,15 % en décembre 1948, de 1,15 % en novembre 1948, de 1,15 % en octobre 1948, de 1,15 % en septembre 1948, de 1,15 % en août 1948, de 1,15 % en juillet 1948, de 1,15 % en juin 1948, de 1,15 % en mai 1948, de 1,15 % en avril 1948, de 1,15 % en mars 1948, de 1,15 % en février 1948, de 1,15 % en janvier 1948, de 1,15 % en décembre 1947, de 1,15 % en novembre 1947, de 1,15 % en octobre 1947, de 1,15 % en septembre 1947, de 1,15 % en août 1947, de 1,15 % en juillet 1947, de 1,15 % en juin 1947, de 1,15 % en mai 1947, de 1,15 % en avril 1947, de 1,15 % en mars 1947, de 1,15 % en février 1947, de 1,15 % en janvier 1947, de 1,15 % en décembre 1946, de 1,15 % en novembre 1946, de 1,15 % en octobre 1946, de 1,15 % en septembre 1946, de 1,15 % en août 1946, de 1,15 % en juillet 1946, de 1,15 % en juin 1946, de 1,15 % en mai 1946, de 1,15 % en avril 1946, de 1,15 % en mars 1946, de 1,15 % en février 1946, de 1,15 % en janvier 1946, de 1,15 % en décembre 1945, de 1,15 % en novembre 1945, de 1,15 % en octobre 1945, de 1,15 % en septembre 1945, de 1,15 % en août 1945, de 1,15 % en juillet 1945, de 1,15 % en juin 1945, de 1,15 % en mai 1945, de 1,15 % en avril 1945, de 1,15 % en mars 1945, de 1,15 % en février 1945, de 1,15 % en janvier 1945, de 1,15 % en décembre 1944, de 1,15 % en novembre 1944, de 1,15 % en octobre 1944, de 1,15 % en septembre 1944, de 1,15 % en août 1944, de 1,15 % en juillet 1944, de 1,15 % en juin 1944, de 1,15 % en mai 1944, de 1,15 % en avril 1944, de 1,15 % en mars 1944, de 1,15 % en février 1944, de 1,15 % en janvier 1944, de 1,15 % en décembre 1943, de 1,15 % en novembre 1943, de 1,15 % en octobre 1943, de 1,15 % en septembre 1943, de 1,15 % en août 1943, de 1,15 % en juillet 1943, de 1,15 % en juin 1943, de 1,15 % en mai 1943, de 1,15 % en avril 1943, de 1,15 % en mars 1943, de 1,15 % en février 1943, de 1,15 % en janvier 1943, de 1,15 % en décembre 1942, de 1,15 % en novembre 1942, de 1,15 % en octobre 1942, de 1,15 % en septembre 1942, de 1,15 % en août 1942, de 1,15 % en juillet 1942, de 1,15 % en juin 1942, de 1,15 % en mai 1942, de 1,15 % en avril 1942, de 1,15 % en mars 1942, de 1,15 % en février 1942, de 1,15 % en janvier 1942, de 1,15 % en décembre 1941, de 1,15 % en novembre 1941, de 1,15 % en octobre 1941, de 1,15 % en septembre 1941, de 1,15 % en août 1941, de 1,15 % en juillet 1941, de 1,15 % en juin 1941, de 1,15 % en mai 1941, de 1,15 % en avril 1941, de 1,15 % en mars 1941, de 1,15 % en février 1941, de 1,15 % en janvier 1941, de 1,15 % en décembre 1940, de 1,15 % en novembre 1940, de 1,15 % en octobre 1940, de 1,15 % en septembre 1940, de 1,15 % en août 1940, de 1,15 % en juillet 1940, de 1,15 % en juin 1940, de 1,15 % en mai 1940, de 1,15 % en avril 1940, de 1,15 % en mars 1940, de 1,15 % en février 1940, de 1,15 % en janvier 1940, de 1,15 % en décembre 1939, de 1,15 % en novembre 1939, de 1,15 % en octobre 1939, de 1,15 % en septembre 1939, de 1,15 % en août 1939, de 1,15 % en juillet 1939, de 1,15 % en juin 1939, de 1,15 % en mai 1939, de 1,15 % en avril 1939, de 1,15 % en mars 1939, de 1,15 % en février 1939, de 1,15 % en janvier 1939, de 1,15 % en décembre 1938, de 1,15 % en novembre 1938, de 1,15 % en octobre 1938, de 1,15 % en septembre 1938, de 1,15 % en août 1938, de 1,15 % en juillet 1938, de 1,15 % en juin 1938, de 1,15 % en mai 1938, de 1,15 % en avril 1938, de 1,15 % en mars 1938, de 1,15 % en février 1938, de 1,15 % en janvier 1938, de 1,15 % en décembre 1937, de 1,15 % en novembre 1937, de 1,15 % en octobre 1937, de 1,15 % en septembre 1937, de 1,15 % en août 1937, de 1,15 % en juillet 1937, de 1,15 % en juin 1937, de 1,15 % en mai 1937, de 1,15 % en avril 1937, de 1,15 % en mars 1937, de 1,15 % en février 1937, de 1,15 % en janvier 1937, de 1,15 % en décembre 1936, de 1,15 % en novembre 1936, de 1,15 % en octobre 1936, de 1,15 % en septembre 1936, de 1,15 % en août 1936, de 1,15 % en juillet 1936, de 1,15 % en juin 1936, de 1,15 % en mai 1936, de 1,15 % en avril 1936, de 1,15 % en mars 1936, de 1,15 % en février 1936, de 1,15 % en janvier 1936, de 1,15 % en décembre 1935, de 1,15 % en novembre 1935, de 1,15 % en octobre 1935, de 1,15 % en septembre 1935, de 1,15 % en août 1935, de 1,15 % en juillet 1935, de 1,15 % en juin 1935, de 1,15 % en mai 1935, de 1,15 % en avril 1935, de 1,15 % en mars 1935, de 1,15 % en février 1935, de 1,15 % en janvier 1935, de 1,15 % en décembre 1934, de 1,15 % en novembre 1934, de 1,15 % en octobre 1934, de 1,15 % en septembre 1934, de 1,15 % en août 1934, de 1,15 % en juillet 1934, de 1,15 % en juin 1934, de 1,15 % en mai 1934, de 1,15 % en avril 1934, de 1,15 % en mars 1934, de 1,15 % en février 1934, de 1,15 % en janvier 1934, de 1,15 % en décembre 1933, de 1,15 % en novembre 1933, de 1,15 % en octobre 1933, de 1,15 % en septembre 1933, de 1,15 % en août 1933, de 1,15 % en juillet 1933, de 1,15 % en juin 1933, de 1,15 % en mai 1933, de 1,15 % en avril 1933, de 1,15 % en mars 1933, de 1,15 % en février 1933, de 1,15 % en janvier 1933, de 1,15 % en décembre 1932, de 1,15 % en novembre 1932, de 1,15 % en octobre 1932, de 1,15 % en septembre 1932, de 1,15 % en août 1932, de 1,15 % en juillet 1932, de 1,15 % en juin 1932, de 1,15 % en mai 1932, de 1,15 % en avril 1932, de 1,15 % en mars 1932, de 1,15 % en février 1932, de 1,15 % en janvier 1932, de 1,15 % en décembre 1931, de 1,15 % en novembre 1931, de 1,15 % en octobre 1931, de 1,15 % en septembre 1931, de 1,15 % en août 1931, de 1,15 % en juillet 1931, de 1,15 % en juin 1931, de 1,15 % en mai 1931, de 1,15 % en avril 1931, de 1,15 % en mars 1931, de 1

BIBLIOGRAPHIE

* Editions Seghers. Collection
Les voyages de l'homme - 100 pages

49 RUE HERICART 75015 PARIS Tél: 578.12.92

La mission du Port Autonome de Paris est simple : vous faciliter le transport fluvial, un moyen de transport économique, fiable, ponctuel.

Pour cela, nous vous louons des terrains ou des entrepôts en bord de voie d'eau, nous aménageons, desservons "fer et route".

Sur votre demande, nous étudions le transport par voie d'eau, nous vous le recommandons. Nous vous renseignons sur les possibilités du transport par voie d'eau et les équipements qu'il peut vous faire réaliser.

En un mot, nous recherchons le meilleur circuit pour acheminer vos marchandises à bon port.

Appelez le Port Autonome de Paris.

Il a des solutions toutes neuves et toutes prêtes à vous proposer.

2

Monsieur / Madame _____

Fonction _____

Société _____


Adresse _____

Tél. _____

• Souhaitez recevoir une documentation :
- Transport fluvial/ivo-maritimes en dollars. ☐
- Location de terminaux entreposés en mer. ☐

• Dédiez un rendez-vous avec un attaché commercial du Port de Paris. ☐

PORT AUTONOME DE PARIS
Services Commerciaux
2, quai de Grenelle 75015 Paris
578.61.92



RUGBY

Un hors-d'œuvre sans saveur avant les « All Blacks »

tournees de quatre semaines en Argentine en juin, il faudra avaler le plat de résistance néo-zélandais: les All Blacks doivent disputer les deux tests de leur tournée en France, le 14 novembre à Toulouse et le 21 novembre à Paris. Samedi 31 octobre, ils ont rampané à Clermont-Ferrand, leur deuxième match contre une sélection du Centre (18-10).

projet, mais aussi les hostilités de la troisième ligne, où des individus et des équipes — Rodriguez, Jónsson et al. — ne forment pas toujours une assemblée homogène.

Faudra-t-il donc une nouvelle loi d'empressement d'oublier ces mauvais moments du rugby pour se perdre dans des rêveries, nostalgiques sur les années de jeunesse, ou se consacrer sur les grands matchs à venir ?

La tentation est forte avec le souvenir encore brûlant du grand chelem enlevé par un XV réuni au plan chevronné de la sélection nationale, et les masses des tiers prolétaires contre les Ail Blacks. Mais pourqu'on cracher dans la soupe ? Tout n'a pas été négatif ce dimanche de novembre.

restera, par exemple, une des plus belles périodes de l'équipe de France. Un moment exceptionnel, où la puissance des Cramaschi, Dintreans, Paparaborda, Loriaux et Ravallier eût été sublimée par l'aide d'un Bianco qui, revenu de l'ailé gauche au centre, joue à la main une pénalité qu'Elissalde transforme en essai à la moustache des Roumains. Ou encore par le réalisme de Bianco, tirant sur la raie de la

charrue sur
châpeau, qui
tamment sous
le banc de
et, qui avait
de la sorte
avait fait

la victoire,
pardessus
combien la
a été à
élevé les
Et l'Alsace
pour exé-
sur eux

maître pour inscrire le second assai-
ou, enfin, par la génie du contrap-
quid que manifeste dix ou vingt folies
ce diable de Bianco.

Les Français peuvent jouer un
rugby de rêve sans abattre les atouts
maîtres que sont pourtant Lorient ou
Rodriguez au touche. Mais seulement
trente minutes. Or, malheureusement,
une partie dure cinquante minutes
de plus. Le temps d'un méchant
punition en perspective contre les
Al Blacks, décidés. Ils l'ont dit, et
tout gagner en France.

ALAIN GRIMALD

Le concours d'Orléans perdu et retrouvé

LES RÉ

Besançon b. Calais..... 2-1
*Abbeville at Dunkerque..... 1-1
*Montjoie et Stade Français.. 0-0
*Quimper et Châteauroux..... 1-1
Classement. — 1. Nîmes, 23 pts;
2. Reims, Rouen, 22; 4. Mulhouse, 20;
5. Angoulême, 15, etc.

La Hongrie s'est qualifiée pour la Coupe du monde 1982 en battant la Norvège 4 à 2, samedi 31 octobre, à Oslo.

Golf

messieurs de golf, disputée à Biarritz, a été gagnée, dimanche 1^{er} novembre, par le Racing Club de France devant Chantilly.

Le quarante-deuxième championnat du monde de tir à la fosse olympique s'est achevé, dimanche 1^{er} novembre à San-Miguel-de-Tucuman (Argentine) sur un sixième titre mondial enlevé consécutivement par la Canadienne Susan Nartrass, la victorieuse du Soviétique Alexandre

Voile
LA COUPE DES SOLITAIRE

Volley-ball

*Bacing C.F. b. Montpellier....	3-0
(15-8, 15-3, 15-6)	
*Amiérs b. Lyon.....	6-0
(15-6, 15-3, 15-8)	
*Grenoble b. Sète.....	5-1
(12-15, 17-13, 16-14, 15-10)	
*Cannes b. Clamart.....	3-0
(15-8, 15-4, 15-9)	

RALLYE DE CÔTE-D'IVOIRE

L'équipage finlandais Balonen
Harjonne sur Datsun 160 a gagné

[illegible]

● Le pilote argentin Carlos en piste le du grand p

..... 3-1 Classement - 1-15
 3-0 Amiénois, étude Française, 9 pts;
 2-1 2. Racing C.F. 5: 2. Saint-Maur, 4;
 2-0 T. Sète, Lyon, Clamart, Montpellier, 3.

5.000 TAP
 CERTIFICAT D'ORIGINE
 les jours, DIMANCHE INCLUS, à partir
 CE ORIENT 15 RUE DIEU -

TENNIS

Mark Vines vainement inédit à Comberton

Ces qualités de pugnacité, de vélocité et de régularité réunies avaient déjà fait de Vines un brillant vainqueur de Yannick Noah. battu 6-4, 7-8 (7 points à 15) et 6-4. C'est, certes, l'entra-

ЛДР

Deux médailles pour les juniors français

IS D'ORIENT

CREDIT GRATUIT immédiat sur demande
aujourd'hui de 10 à 19 h dans les entrepôts

Knile

LA COUPE DES SOLITAIRES

Volley-ball
(Troisième Journée aller)
Nationale I

Key-balls

(Troisième Journée aller)
Nationale I

Cannes b. Clamart.....	3-4
(15-8, 15-4, 15-9)	
Stade Français b. Saint-Maur.	3-4
(15-7, 16-14, 15-13)	
Classement. — 1. Cannes. Grenoble	

Racing C.F., 5: 5 Saint-Maur, 4:

DOO TA

CERTIFICAT D'ORIGI

هكذا من الأما

REPRODUCTION INTERDITE...

	le 1er	le 12
OFFRES D'EMPLOI	71,00	63,50
DEMANDES D'EMPLOI	48,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	36,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	184,64

ANNONCES CLASSEES

	le 1er	le 12
ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
DEMANDES D'EMPLOI	8,10	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* D'après la surface ou le nombre de parutions



emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

recrute pour le Centre spatial guyanais, situé à Kourou :

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE - FUTUR RESPONSABLE DES ENSEMBLES DE LANCEMENT ARIANE

En vue de la division méthodes et développement, il aura pour objectifs :

- d'appréhender le système des ensembles de lancement Ariane, actuel et futur, mettant en œuvre des techniques diversifiées : mécanique, électricité, électronique, contrôle-commande,
- de suivre le développement et la réalisation de second ensemble de lancement,
- d'assurer l'assistance optimale par une étude de méthode posée,
- à terme, d'assurer l'exploitation.

Ce poste exige une expérience confirmée de 5 à 10 ans dans la conception de systèmes industriels complexes faisant appel aux techniques ci-dessus.

Rémunération motivante et développement de carrière intéressant dans secteur d'activité en pleine expansion.

ANGLAIS TRÈS SOUHAITABLE

Envoyer curriculaire, avec lettre manuscrite, photo, précisions : Centre spatial guyanais, service des personnels - B.P. 14 06 - 97310 KOUROU.

ORGANISME DE COOPÉRATION

DIRECTEUR

d'une Ecole de Techniciens de Travaux Publics en Afrique

Le candidat devra avoir la

qualité de technicien de

niveau de l'enseignement

technique, avoir déjà

été chef de service

ou chef de projet

sur place.

Entre au 1^{er} 30.07.81

RÉGION PACIFIQUE

85 rue, c. Réunion, 97502 Paris.

Pour renseignements, écrire à

l'Association Française

d'Enseignement Supérieur

recherche

PROFESSEUR DE

PHYSIQUE ET CHIMIE

NIVEAU MATURITÉ

Expérience professionnelle

Département : TUNISIE

R.N. et 174, au 835-05-52.



elf aquitaine

elf aquitaine

recherche pour ses SERVICES D'ETUDES PRODUCTION à PAU

INGENIEURS CALCUL SCIENTIFIQUE

PROFIL :

- ingénieur grande école avec spécialité informatique,

- quelques années d'expérience professionnelle appréciées.

MISSIONS :

- chargé du développement d'applications mathématiques (mise au point de modèles de simulation

des écoulements dans les gisements, chaînes de traitement de données de production...).

INTERET :

Situation d'avenir dans un Groupe à dimension internationale.

Envoyer C.V. sous No 13364, SNEAP - D.C. Recrutement 28, Avenue des Lilles - Tour 12.04

64018 PAU CEDEX

GRUPPE D'ENGINEERING A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

INGENIEUR BIOMEDICAL

Diplômé université Compagnie ou équivalent

35 ans environ

3 à 5 années d'expérience pour études d'équipements médicaux et hospitaliers.

Contrat pour mission dans Capitale Afrique Francophone.

Avantages habituels liés à l'expatriation.

Adressez C.V., photo et prétentions

sous No 13.223 à Contesse Publicité

20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01

qui transmettra.

Notre client est un fabricant européen de machines, appareils et installations pour l'industrie laitière et alimentaire. Dans le cadre du développement de ses activités en Europe, nous cherchons le

DIRECTEUR GÉNÉRAL

qui créera et développera la nouvelle société de distribution française dont le siège sera à Paris.

Vous avez accompli des études supérieures techniques ou économiques. Vous avez, tout au long de votre carrière, acquis une vaste expérience dans les domaines technique, commercial et de gestion propres à l'industrie laitière et vous êtes aujourd'hui à même d'analyser harmonieusement ces trois éléments dans la politique d'une entreprise.

Vous avez la poigne et l'envergure d'un entrepreneur et vous vous sentez prêt à prendre une responsabilité de première ligne au sein d'un groupe international dynamique en pleine expansion.

Nous aimerions examiner cette possibilité de carrière exceptionnelle avec vous et vous prions de nous faire parvenir votre dossier complet. Vous pouvez également appeler M. Aelteringer, Senior Partner, pour un premier contact. Notre entière discrétion vous est bien entendu assurée.



ARN & ASSOCIATES

International Management Development

12, rue du Mont-Blanc CH-1201 Genève

Switzerland Tel. 022/51 69 20 Telex 208577

SOCIÉTÉ D'ENGINEERING recherche pour LABORATOIRE D'ANALYSES RAFFINERIE

2 ANALYSEURS

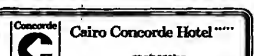
(Ingénieur, BTS Chimie ou Mesure Physique)

Pour ces postes une expérience de 3 ans en Raffinerie est nécessaire ainsi qu'une expérience en Chromatographie.

Lieu : LABOUX (Côte d'Ivoire)

Envoyer C.V. sous référence 3940/N à A.M.P.

40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra)



Cairo Concorde Hotel *****

recherche

CHEF COMPTABLE

La Société des Hôtels Concorde, a ouvert récemment un hôtel international de luxe au Caire. Nous recherchons un collaborateur de formation comptable, ayant déjà eu la responsabilité d'un service comptable dans son assemblée. La connaissance du secteur hôtelier ou restauration serait très appréciée. De même, une première expérience à l'étranger, l'anglais est un plus. Le poste est à pourvoir rapidement en position salariale ou familiale, sur la base d'un contrat d'expatriation.

Merci d'adresser votre C.V. et photo sous référence COV 1147

NORAY CONSULTANTS

28, rue de l'Écluse 75010 Paris-Tel. 246 12 28

Ingénieur et architecte diplômés

Membre de la CENCO

Ingénieur et architecte diplômés

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

Membre de la CENCO

BUREAU D'ETUDES FRANÇAIS

recherche

ÉCONOMISTES TRANSPORTS

INGÉNIEURS ROUTIERS

pour missions en AFRIQUE.

Surve à l'AFRICA S.A. en prêt

pour l'élaboration de la

étude de faisabilité de la

route de 17 km, à l'Est de

75002 PARIS, qui transmettra.

Jeune fille ou jeune homme, 18-25 ans,

cherche pour 6 mois par famille

salaires élevés de 17 à 20 millions

18 ans, habiller, se faire

pour conversation française

petite aide ménagère.

M. Erich Rost, Plummer 1,

20 rue de la République,

20 km de Lucerne.

BUREAU D'ETUDES FRANÇAIS

recherche

INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

Ingénieur en Génie Civil, diplômé

de l'École Supérieure des

Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de

ouvrages d'infrastructure

ou de génie civil.

Envoyer C.V. et photo

à : BUREAU D'ETUDES

FRANÇAIS, 10 rue de

la République, 75001 Paris.

Ingénieur en Génie Civil

diplômé de l'École Supérieure

des Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de

ouvrages d'infrastructure

ou de génie civil.

Envoyer C.V. et photo

à : BUREAU D'ETUDES

FRANÇAIS, 10 rue de

la République, 75001 Paris.

Ingénieur en Génie Civil

diplômé de l'École Supérieure

des Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de

ouvrages d'infrastructure

ou de génie civil.

Envoyer C.V. et photo

à : BUREAU D'ETUDES

FRANÇAIS, 10 rue de

la République, 75001 Paris.

Ingénieur en Génie Civil

diplômé de l'École Supérieure

des Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de

ouvrages d'infrastructure

ou de génie civil.

Envoyer C.V. et photo

à : BUREAU D'ETUDES

FRANÇAIS, 10 rue de

la République, 75001 Paris.

Ingénieur en Génie Civil

diplômé de l'École Supérieure

des Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de

ouvrages d'infrastructure

ou de génie civil.

Envoyer C.V. et photo

à : BUREAU D'ETUDES

FRANÇAIS, 10 rue de

la République, 75001 Paris.

Ingénieur en Génie Civil

diplômé de l'École Supérieure

des Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de

ouvrages d'infrastructure

ou de génie civil.

Envoyer C.V. et photo

à : BUREAU D'ETUDES

FRANÇAIS, 10 rue de

la République, 75001 Paris.

Ingénieur en Génie Civil

diplômé de l'École Supérieure

des Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de

ouvrages d'infrastructure

ou de génie civil.

Envoyer C.V. et photo

à : BUREAU D'ETUDES

FRANÇAIS, 10 rue de

la République, 75001 Paris.

Ingénieur en Génie Civil

diplômé de l'École Supérieure

des Travaux Publics, ayant

une expérience professionnelle

de 3 à 5 ans dans le

domaine de la conception

et de la réalisation de



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

NORMANDIE
Gestion Industrielle Informatique

INGENIEUR GRANDE ECOLE CHEF DE PROJET

La gestion industrielle informatique d'une Entreprise (800 millions de CA) qui fabrique, selon un processus fermé, une multitude de produits de consommation vendus dans le monde entier, pose des problèmes extrêmement complexes, dont passionnément. Il faut à la fois des moyens puissants (IBM 7031 + minis + 100 unités conversationnelles) et des hommes d'une haute compétence. Cet ingénieur Chef de projet, rattaché au Chef du service informatique, aura pour mission de concevoir, de mettre en place, de faire vivre des chaînes de traitement (statistiques ou à critère appliquées à la production) basées de fabrication, gestion de l'entretien, utilisation optimale des matériels... Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, Mines, J) ayant une formation économique complémentaire. Son expérience professionnelle (2-3 ans minimum) a été acquise en milieu industriel. Différentes évolutions de carrière sont prévues à moyen terme pour le titulaire de ce poste. Il faut donc un homme mobile et disponible qui puisse s'intégrer dans un des premiers groupes industriels français. Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 419773

EGOR S.A.
8 rue de Bern 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

JEUNE INGENIEUR METHODES

Cette Société internationale, 25 milliards de C.A., une des toutes premières dans le domaine de l'équipement automobile, est en constante expansion. Elle développe une gamme très complète de produits répétés pour leur qualité et leur haute sécurité. L'amélioration continue de l'outil industriel conduit à renforcer le service Méthodes de l'une de ses unités de production décentralisée (250 personnes) en créant un poste d'Ingénieur Méthodes. L'investissement rattaché au chef de Service autonome et responsable, il conçoit, étudie et organise tous les projets liés à l'amélioration de la productivité de l'usine. Son terrain d'intervention sera constitué principalement par des ateliers d'assemblage, mettant en jeu des automatismes complexes, sur des produits flexibles. Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé industriel ingénieur de formation (I.M., I.N.S.A. etc.) possédant une première expérience significative (psychologique et relationnelle), c'est-à-dire ayant tout un brenne de terrain. Il maîtrise l'anglais. Le poste est situé au Mans. Les conditions offertes et les perspectives de carrière dans le groupe sont de nature à motiver une personnalité de valeur. Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, C.V. et rémunération actuelle sous référence M 14544 A

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Bern 75008 Paris

egor
PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

juriste d'entreprise

Un important groupe immobilier, constructeur de maisons individuelles, situé dans le Sud-Est de la France, crée au sein de la Direction Financière et Administrative un poste de juriste d'entreprise. Son expérience préalable d'environ 5 ans des problèmes juridiques propres à l'immobilier et au bâtiment, devra lui permettre de sensibiliser les collaborateurs aux aspects juridiques et contractuels de leurs dossiers. Il participera à l'élaboration de certains contrats, il instruit les dossiers internes et contribue avec les services techniques ou commerciaux et les experts à la suite de l'évaluation. En outre, il aura en charge la partie juridique de la vie sociale du Groupe. Ce poste demande de la rigueur, le sens des relations et de la négociation. Une formation universitaire licence en droit, I.C.T. sera exigée. Envoyez C.V., manuscrit sous référence 01.11.05 au

Cabinet J. VITTE
c/o M. MOUJAN
15 Bd. Mal. Lefebvre
93000 Clichy

PSYCHOLOGIE & PROMOTION

Région Centre

NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE EUROPEENNE, de 800 personnes qui produit en série des pièces mécaniques de haute précision pour la construction automobile et les biens d'équipement.

Notre technique est renommée et demande une adaptation constante des moyens de fabrication. Nous recherchons un

DIRECTEUR DE PRODUCTION dynamique

auquel nous pourrions confier les responsabilités suivantes :

- fabrication et montage,
- méthodes et outillage,
- prix de revient,
- maintenance machines et entretien bâtiments.

Ce Directeur sera placé sous l'autorité du P.D.G. avec qui il prendra les décisions pour les investissements. Le candidat souhaité est un ingénieur AM (ou équivalent), âgé minimum 35 ans, ayant des connaissances d'allemand ou anglais. Ecrire sous réf. M 10124 M à REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

annonce parlée

secap

Directeur régional

Sologne, Morvan, Bourgogne...

« L'homme que nous recherchons en tant que Directeur régional, la responsabilité et la responsabilité, nous voyez le tout dans une optique de responsabilité régionale. Au demeurant, son rôle sera d'autoriser et d'un premier responsable de cette région, de faire évoluer techniquement, dans une optique de responsabilité, le poste sera confié à un manager de la vente ou du service aux entreprises, ayant le potentiel nécessaire pour accéder à un niveau élevé de responsabilité. Avoir de bons contacts de candidats, prendre connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre, conçu pour vous par l'intermédiaire de la secap. Vous serez informé immédiatement en votre décision et nous remercions en même temps. Appeler le 760 11 15, référence 10124 M »

SVP information Carrière
7 rue de Valenciennes 75017 Paris

Notre usine de BRUX (créée en 1979) 220 personnes actuellement, fabrique nos produits destinés à nos filiales étrangères. Dans le cadre du développement de nos activités à l'export, nous recherchons

UN JEUNE INGENIEUR - contrôle de gestion industrielle -

Débutant ou presque vous participerez à l'établissement des comptes d'exploitation usine et au calcul de prix de revient. Homme de contacts, vous intervenirez en qualité de conseil auprès des directions opérationnelles. Ce poste d'ambassadeur peut constituer une excellente opportunité pour un jeune ingénieur diplômé désireux d'acquiescer ou poursuivre sa carrière par une expérience de gestion dans un établissement de moyenne dimension. La pratique de l'anglais usuel est nécessaire. Nous vous remercions d'adresser C.V. + photo sous référence 1114 M à Olivier PLESE.

CEIP 35 Conseil d'entreprise 20, rue de Brast - 35000 RENNES - qui garantit discrétion et réponse

THOMSON-CSF

DIVISION DES ACTIVITES SOUS-MARINES
CAGNES-SUR-MER

recherche dans le cadre de son expansion rapide :

un chef de service informatique

dans les domaines scientifique et de gestion

Devra être capable :

- de conduire la mise en œuvre de moyens informatiques diversifiés et évolués (Bases de données, télécommunications)
- de planifier et coordonner le développement de l'informatisation de la division au sein du groupe
- de diriger et d'animer une équipe d'une vingtaine de personnes.

Quelques années d'expérience dans la fonction sont indispensables. Formation Grandes Ecoles exigée. Poste à pourvoir rapidement. Envoyer C.V. à THOMSON-CSF - Service du Personnel Réf. DASM - Boîte Postale 53 - 06 CAGNES SUR MER

INGENIEUR (ENSI, ENSIA, AM) RESPONSABLE de son SERVICE EQUIPEMENTS

Il aura pour mission :

- l'étude, la réalisation, l'entretien des constructions et installations ;
- les achats et l'entretien des matériels fixes et mobiles (hors 30 véhicules).

Moyens : une équipe de 30 personnes. Une expérience confirmée dans les manutentions et transports de matériels pondéraux, de préférence agricoles, est nécessaire. Adresser C.V., manuscrit, photo et références à : HAVAS-TOURS, sous réf. 720.074, qui transmettra.

Ingénieur Arts & Métiers

formé aux méthodes de gestion

Notre Société, de grande renommée, désire lui confier la responsabilité d'un Atelier de Fabrication et la Direction d'un important Département regroupant les 2000 Commandes et facturations, Achats, Magasins d'Expédition, Gestion stocks produits finis (3.000 art.), Transports. Rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'Usine, il sera en relation étroite avec la Fabrication et bénéficiera d'une large autonomie et délégation de pouvoirs. Le candidat devra avoir acquis une première expérience. De solides qualités de dynamisme, d'animateur et de gestionnaire, le sens des responsabilités, l'esprit d'initiative et de décision sont indispensables pour réussir dans cette fonction de haut niveau. Interresser les perspectives de carrière et rémunération élevée. Lieu de travail : région méditerranéenne. Veuillez adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et n° de tél.) à ORION - réf. 110130 - qui étudiera votre candidature et vous garantira réponse et discrétion.

ORION 35 rue du Rocher 75008 Paris

CHEF D'AGENCE

Filiale d'un Groupe Industriel, nous sommes une solide Société de services techniques (400 Millions de Francs de C.A. - effectif 500 personnes), spécialisée depuis 30 ans dans le maintien des équipements de chauffage et de climatisation. Nous recherchons pour NEVERS un Chef d'Agence. Véritable "patron" de son centre de profit, il se développe commercialement, le gère techniquement, administrativement, financièrement (responsable de son C.A.) et dirige son personnel (25 personnes). A 35 ans environ, vous avez soit un diplôme d'ingénieur et une expérience commerciale, soit un diplôme d'ESC et l'expérience de la vente de produits ou de services techniques. Cette expérience comporte l'animation et la gestion d'une unité décentralisée. La rémunération est ouverte et sera négociée en fonction de vos compétences. Veuillez adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. et prétentions sous référence 6264 à :

Q.P. Organisation et publicité
2 rue Maréchal 75001 PARIS/COX TRANS.

ORGANISME INTERVENANT

marqué des entreprises du Nord-Est

recherche

UN PSYCHOLOGUE

Se mission consiste à assurer et à développer les prestations dont il aura la charge : en particulier recrutement, sélection, orientation du personnel, entretiens de sécurité. Il disposera d'une réelle autonomie au sein de l'organisme et devra assurer la gestion du portefeuille clients. Une formation spécialisée en psychologie industrielle et une première expérience en entreprise seront appréciées. Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 4.0.4. au C.A.P. B.P. 31, 08105 CHARLEVILLE-MEZIERES.

jeune cadre de personnel

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE pour Centre de Production 1.800 personnes - Pays de Loire

- Pour prendre en charge le poste de RESPONSABLE DE FORMATION (élaboration du plan de formation, de son suivi et de son bilan, mise en place de stages internes et intra-entreprises...) tout en participant étroitement aux différentes missions du service du personnel (recrutement, stages, bilan social, qualification des postes de travail etc...)
- Pour évoluer à terme vers un poste plus opérationnel au sein de la fonction Personnel.

Nous recherchons un candidat, diplômé de l'enseignement supérieur, débutant ou ayant une première expérience de la fonction. Adresser C.V., photo et prêt à No 13380, Contasse Publitéc 20, av. Opère 75040 Paris Cedex 01, qui s. Discrétion assurée.

Important cabinet juridique et fiscal à LYON recherche

COLLABORATEUR DE HAUT NIVEAU

capable de s'intégrer rapidement pour participer à l'animation d'une équipe et intéressé par une possibilité d'association. Nous souhaitons rencontrer un responsable fiscal et juridique très confirmé (35 ans minimum) possédant plusieurs années d'expérience, dans une fonction similaire acquise dans un cabinet. Des compétences approfondies en droit fiscal et en droit des sociétés sont indispensables. Les candidats devront être très confidentiellement par ALGOE. Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous réf. 647 M à Carole de CHILLY

ALGOE 94 bis route de Champagne 69130 ECULLY

Membre de Sotef

THOMSON-CSF

DIVISION TELECOMMUNICATIONS
CHOLET (49)

Dans le cadre de son plan de recrutement

ingénieurs d'études électroniques

ESE - ENST - ENSERG - ENSEIHT

Pour participer à la conception, l'étude et la réalisation de systèmes complexes et de matériels futurs de radiocommunications. Affectés au sein de l'un de nos 3 laboratoires vous disposerez de moyens puissants d'aide à la conception et vous serez entourés d'une équipe d'ingénieurs et d'agents techniques compétents et expérimentés. Intéressés par l'atmosphère, vous utiliserez les techniques modernes de traitement du signal de mini-micro-informatique... Si un début de carrière en province sur des sujets et techniques vous intéresse, adressez C.V., photo et prétentions à M. ANTOINE 110, avenue du Général Lefebvre - B.P. 89 - 49309 CHOLET.

مركز من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

TRANSAC
Alcatel

LEADER DE LA PERI INFORMATIQUE FRANÇAISE

recrute dans le cadre de son expansion pour renforcer la Direction des Applications dans le cadre de ses activités lancées

des ingénieurs logiciels de haut niveau

Les candidats diplômés Grandes Ecoles devront avoir une expérience de quelques années des systèmes temps réel sur microprocesseurs.

La maîtrise des langages évolués et assembleurs est indispensable, la connaissance des télécommunications et du domaine bancaire serait très appréciée.

Nous leur confierons la responsabilité des produits logiciels.

Nous offrons à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution et une rémunération motivante.

Lieu de travail : MASSY (S. R. E. R.).

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à :

Michel BERNET-ROLANDE
TRANSAC ALCATEL
91890 BRUYÈRES-LE-CHÂTEL

GIERS
Schlumberger

Le Giers, Centre Européen de recherches des sociétés Schlumberger, développe les technologies du Futur en coopération avec les autres sociétés du Groupe. Pour développer nos activités nous recherchons des :

INGENIEURS

ESE, ENSI, Doctorat 3e cycle ou équivalent.

Pour prendre en charge les postes suivants :

Physique des couches minces
Il saura intégrer en tant que chef de projet dans une équipe qui travaille dans le domaine des couches minces. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur possédant 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine.

Electronique
Passionné d'électronique analogique et digitale, il participera à la conception de circuits à hautes performances.

L.S.I.
Il participera à la constitution d'une nouvelle activité de conception de circuits L.S.I. analogiques et digitaux. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur ayant quelques années d'expérience dans la spécialité.

Pour tous ces postes situés près de Paris et dont la liste n'est pas limitative, une évolution vers des responsabilités plus grandes est fortement envisagée pour des candidats créatifs et performants.

Anglais vivement souhaité.

Merci d'adresser votre candidature à Monsieur J.-C. SOBEL, GIERS, 12 place des Etats-Unis, B.P. 121, 92124 Montrouge Cédex.

emplois régionaux

Yves Rocher

Dans le cadre de leur développement (C.A. quadruplé en 5 ans, création de 9 filiales étrangères, 375 centres de beauté...), les laboratoires de cosmétique YVES ROCHER recrutent :

UN JEUNE CADRE COMPTABLE

Pour lui confier la responsabilité du service COMPTABILITE CLIENTS (20 personnes). Leur volonté d'investir dans les hommes, les conduit à rechercher une personnalité de formation soit Ecole Supérieure de Commerce complétée par 1 à 2 ans d'expérience comptable, soit de formation technique comptable (du type I.L.T. ou B.T.S.) appuyée par 4 à 5 ans d'expérience en entreprise.

Nous vous remercions d'adresser C.V. + photo sous la référence 3113 M à Olivier PLESE.

CEIP 35 Canal d'entreprises - 26, rue de Brest - 25000 BESANCON, qui garantit discrétion et réponse.

SOCIÉTÉ SECTEUR ÉLECTRONIQUE
SPÉCIALISÉE DANS LE PESAGE

recherche

DIRECTEUR D'USINE

Ingénieur électronicien de bon niveau, il a des connaissances approfondies en mécanique, gestionnaire rigoureux et efficace il est convaincu que ses qualités prouvées ci-dessus sont indispensables à la bonne marche de l'usine.

Dépendant directement du Président Directeur Général il conduit son action dans le cadre d'une large délégation, ses responsabilités couvrent l'ensemble de la fabrication des achats aux livraisons.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à :

LUTHIANA
68, AVENUE GAMBETTA - 93200 BAGNOLET

Directeur de région d'une société d'implantation nationale recherche un

INGENIEUR METHODES

expérience industrielle diversifiée 5 ans minimum.

Grande faculté d'adaptation.

Aiment le travail d'équipe.

Poste basé à Orléans.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo s'il y a lieu à :

3194 A INTER P.A. BP 508 - 75006 PARIS
Citez 02 qui transmettra.

Chef de zone export
Bassin méditerranéen

Laboratoire pharmaceutique français, cotraitement depuis de nombreuses années une forte expansion, nous avons décidé récemment de nous tourner résolument vers les marchés extérieurs répartis en trois zones.

En votre qualité de CHEF DE ZONE, vous aurez une mission globale qui comprendra les ventes (initiation, recrutement, prix, contrats, négociations, etc.), l'administration, la détermination d'étude de marché, choix produits, publicité, promotion et la gestion.

Vous avez un tempérament de négociateur, le sens de l'obtention des résultats et de vous ouvrir à l'ensemble des pays étrangers. Vous avez l'expérience de l'export, une formation supérieure, Sup de Co ou équivalente, et par conséquent couramment ANGLAIS et ESPAGNOL. Vous êtes âgé de 30 à 40 ans et disposez à résider dans une ville de la région ALPES.

Adressez votre C.V. détaillé + photo sous réf. 0871 M à notre conseil qui vous garantira réponse et discrétion.

40, rue du Tivoli
97000 STRASBOURG

Société de Vente et Service filiale d'une société américaine

Nous recherchons des techniciens expérimentés

UN RESPONSABLE DE VENTES ÉQUIPEMENTS

Le candidat doit posséder :

- De bonnes connaissances de la technologie du vide et de l'industrie des semi-conducteurs (recherche, production).
- L'expérience de la vente et de la négociation commerciale avec des compagnies de haute technologie.
- Une bonne connaissance de l'anglais.

Adressez curriculum vitae, photo à :

M.R.C.
92340 BOURG-LA-REINE.

remsa

recherche

pour la vente en France d'une gamme mondialement connue de systèmes intégrés en radio-immunologie.

Un ingénieur de vente

Diplômé de l'enseignement supérieur (biologie, biochimie) ayant une expérience confirmée de la vente.

Il participera activement à la stratégie d'implantation en cours et aura la charge intégrale du suivi de la clientèle.

Poste à l'avenir pour un candidat de valeur.

Grande disponibilité nécessaire, anglais courant.

Salaire motivant avec incitations.

Adressez C.V., prétentions + photo (retourner) à :

117 7 038 101 M, à l'Agence de Recrutement
83 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

GRUPPO INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE recherche un

pour une de ses filiales situées en DORDOGNE

PROGRAMMEUR CONFIRME (HOUF)

COROL DI 1 CICS VSAM

Connaissance ICCP ELIAS 1 souhaitée

Pour application de gestion (commandes, livraisons, facturation, production)

Travail sur matériel 4331 DMS/VSE DI 1 CICS

Libre des obligations militaires, le candidat possèdera un DUT informatique ou expérience équivalente et aura acquis une expérience pratique de 3 à 4 années.

Merci d'adresser vos CV et prétentions à :

FRANCE FEUILLETES - Soc de Personnel
S.P. 12 - 24300 NONTRON

ESSEC ou équivalent

Débutant ou 1 à 2 ans d'expérience maximum.

« Permis de conduire » exigé (Ecole Commerciale ou Ingénieur)

« De la rigueur, le sens du contact, du dialogue et du concert.

Il se verra confier dans un premier temps, pendant 18 mois, un important projet d'organisation commerciale et informatique au sein d'équipes pluridisciplinaires.

Poste à pourvoir en province - Ville Universitaire.

Envoyez CV détaillé, photo et prétentions, sous référence 13089, à JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS, qui transmettra

Importante Entreprise Industrielle (Val d'Oise) recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Après 30 ans, expérience 5 ans minimum en Cabinet d'Audit ou similaire.

Le candidat dépendant directement du PDG devra assumer les fonctions suivantes :

- Supervision et contrôle de la comptabilité.
- Établissement et suivi du budget selon les normes comptables.
- Mise en place et suivi d'une nouvelle comptabilité analytique.

Récompensation en fonction de l'expérience.

Le poste doit à priori être rapide, les candidats devront être flexibles et adaptables.

Envoyez curriculum vitae, photo, prétentions à l'attention de M. SANTONI, 17, rue de Berry, 75008 PARIS.

Société spécialisée pour le détachement de cadres et techniciens à l'étranger.

pour le développement de ses activités commerciales un

INGENIEUR COMMERCIAL

Le poste, situé à Paris, conviendrait à un ingénieur ou technicien ayant :

- une solide expérience de la direction de chantiers de construction d'usines.
- la goût de la proposition de la clientèle et de la négociation de contrats.

Possibilité d'évolution rapide en poste de directeur commercial.

La rémunération sera fonction des compétences.

Envoyez C.V. sous référence n° 7093 Le Monde Pub. service ANNONCES PUBLIQUES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

TITN

Filiale Thomson C.S.F. Informatique recherche pour son agence de RENNES

Ingénieur traitement du signal

de formation Grandes Ecoles, pour assurer le soutien technique et pratique d'une équipe pluridisciplinaire.

De bonnes connaissances en litroge numérique et en reconnaissance des formes sont nécessaires.

Ingénieur logiciel

de formation Grandes Ecoles, ayant une expérience de 2 à 3 ans en systèmes temps réel et connaissant l'assembleur 6809 ou PASCAL.

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant le poste, 22, rue de la République, L. Lantier, 35000 Rennes.

RECHERCHONS

- Adjoint au Rédacteur en Chef. Capable de participer à la conception et à l'élaboration d'une revue professionnelle. Aptitudes graphiques souhaitées.
- Technico-Commercial de bon niveau. Négociateur de marches.
- Diplômé sciences humaines pour actions de formation en secteur médico-social.

Débutants acceptés.

Curriculum Vitae - photo - prétentions.

G.E. « Les C.A.T. de Poitou-Charentes »
11, av. de la Rochelle - 79000 NIORT

BLANC - MESNIL - 93

PREMIERE SOCIETE PRIVEE FRANÇAISE D'INGENIERIE GEOTHERMIQUE recherche

Conducteurs de travaux

SON PROFIL :

- Technicien - Géologue
- Connaissances en hydraulique et électricité
- Expérience prouvée du conduit de chantier
- Permis V.L. obligatoire.

SA MISSION :

- Coverité géologique et technique de chantiers de forages d'eau
- Superviser le suivi des installations de surface (séries de puits, canalisations, extensions, alimentations électriques BT)

Déplacements fréquents sur chantiers France, base Région Parisienne.

C.V., photo et prét. à n° 13655 CONTESSÉ, PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

American Corporation has immediate opening for a

SALES MANAGER

responsible for sales of consumer chemicals through a distribution network covering several European countries.

Position located in Paris, requires extensive traveling.

Candidates must have following qualifications :

- Several years experience doing business in European countries
- Experience in sales and distribution, preferably consumer goods
- Fluent English/French, plus another language desired.
- Business school degree or equivalent.

Applicants should submit a detailed resume to :

Offs Europe S.A., reference: S.I.R.
96, avenue des Champs-Élysées, 75008 PARIS.

IMPORTANT CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche RÉGION NORD

EXPERT COMPTABLE

Adressez C.V., photo et prétentions sous n° 7 030 071 M à Régis-Presse, 25 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Au cœur de la vie économique ...

IBM est au cœur de la vie économique française. Elle emploie aujourd'hui, plus de 20.000 personnes en France. Une technologie de pointe et des produits nouveaux nous permettent de progresser régulièrement. Nous avons l'intention de poursuivre notre développement. C'est pourquoi notre Division ORDINATEURS recrute des

JEUNES DIPLOMÉS GRANDES ECOLES

DEBUTANTS, de formation COMMERCIALE ou SCIENTIFIQUE, pour les métiers

D'INGENIEUR COMMERCIAL

ET

D'INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Nous leur confierons à PARIS ou en PROVINCE une mission de grande responsabilité : proposer aux Entreprises les matériels ou services informatiques IBM les plus adaptés à leurs besoins et les conseiller sur la meilleure utilisation de nos produits.

Mobilité géographique et bonnes connaissances en anglais sont nécessaires.

J.P. ASTOR examinera avec attention votre candidature adressée sous réf. DO/10/2 à :

Compagnie IBM France - 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

IBM

DIRECTEUR GENERAL

Un groupe italien, qui s'implantera prochainement en France pour commercialiser une gamme importante de produits de verrerie, recherche son Directeur Général. Celui-ci développera, avec un objectif prioritaire de rentabilisation des opérations, les activités commerciales de la société en recherchant des marchés auprès d'une clientèle industrielle et artisanale dans le secteur du bois.

Il définira la stratégie marketing à commerciale et les actions publicitaires de la société, préparera les plans à court et long terme et veillera à ce que les objectifs soient atteints.

Il assurera les relations avec les principaux clients, participera aux négociations les plus importantes et il saura se préoccuper de créer et d'animer une équipe performante.

Cette opportunité s'adresse à un homme de formation supérieure, ayant si possible une formation complémentaire en chimie. Il aura acquis une expérience réussie de direction opérationnelle à dominante commerciale dans une PME impliquant la responsabilité d'un centre de profit : des qualités de gestionnaires, le sens du développement des affaires et la connaissance de ce marché seront les atouts particulièrement recherchés.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M179 à Rudolph von Raefeld TEG, Tour Maine-Montparnasse, 33 avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15.

Direction assurée.

The Executive Group

Correspondant de SYSTEMA

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE LA REGION NORD DE PARIS

recherche pour son :

service pièces détachées UN CHEF DE GROUPE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Ce poste s'adresse à un CADRE CONFIRME justifiant d'une expérience réussie de l'ADMINISTRATION ET DE LA GESTION INFORMATISÉE de ventes de pièces de rechange en mécanique, de qualités affirmées d'organisation et d'encadrement d'un effectif important, d'une pratique courante de l'anglais.

Des déplacements de courte durée pour le suivi de la clientèle tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo sous n° 14015 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Jeune Ingénieur Gestion de Projets Industriels

Parmi les premières sociétés françaises d'ingénierie SERETE offre, par la diversité de ses domaines d'intervention, un champ d'expérience riche et varié. Assurer la gestion de nos projets en France et à l'étranger, est une mission difficile dont dépend le succès de nos affaires. Détaché auprès des Directeurs de réalisation l'assistant de gestion suit le projet pas à pas tout au long de sa réalisation.

Son rôle est double :
- il veille au respect des méthodes en cours (contrôle budgétaire, prévision de trésorerie, règlements clients, planning...)
- il participe à l'élaboration des nouvelles méthodes de contrôle de gestion et à leur mise en place.

Pour ce poste nous recherchons un jeune diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion capable d'être rapidement reconnu par la Direction de réalisation pour ses qualités d'analyse, de conseil et de contacts.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf. 561 à Joël Ollieux, SERETE, 80 rue Régnaud 75640 Paris Cedex 13.

serete
ingénierie

Des équipes intégrées
pour d'importants projets
en France et à l'étranger

Directeur général

Votre formation supérieure italienne sous réserve, votre pratique confirmée du contact à haut niveau, vous ont préparé à assumer cette fonction de COLLABORATION directe avec le PRÉSIDENT d'un

organisme public
d'importance nationale

Responsable du fonctionnement harmonisé et efficace d'un service de 70 personnes (dont 10 cadres), vous êtes chargé de l'animation, de la coordination et du contrôle de leurs activités administratives et financières. Cette équipe, affectée sous votre autorité des missions d'étude, de conseil et d'assistance pour les organismes adhérents. Elle a fait leur intermédiaire auprès des pouvoirs publics et des instances nationales de caractère technique, économique, social et financier.

Ce rôle de « manager » inclut notamment la mise en œuvre du budget, le fonctionnement des commissions négociant avec les pouvoirs publics, la transmission des informations, l'élaboration et l'application de la stratégie des relations publiques.

Si ce poste basé à PARIS vous intéresse, nous vous suggérons d'envoyer votre candidature sous réf. 1517/0372 M à :

MEDIBA
à 84 rue de la Harpe, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

ingénieur services techniques

Mines, Supélec, Centrale,
IDN, A.M.

recherché par Grand groupe
électronique de France -
département TURBO-MACHINES
pour proche banlieue Paris.

Le candidat est âgé de 30 ans environ et il possède de solides connaissances d'ELECTRONIQUE, d'AUTOMATISMES ELECTRONIQUES et d'INFORMATIQUE.

Il lit, parle et écrit l'anglais.

Ses compétences en électronique et en informatique doivent lui permettre d'intégrer l'adaptation et l'utilisation de microprocesseurs dans le réglage et la conduite de nos turbo-machines dont la technicité est appréciée sur le marché mondial.

Intéressante promotion en perspective après réussite à ce poste qui implique des déplacements de courte durée tant en France qu'à l'étranger.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 4902-M à I.C.A. qui transmettra.

Discrétion assurée.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

Hy. Bergerat, Monnoyeur AGENT GENERAL CATERPILLAR

recherche
pour son Centre de Perfectionnement Technique
(30 kms à l'OUEST de PARIS)
et pour sa Direction Apres-Vente (SAINT-DENIS)

2 INGENIEURS MECANICIENS DEBUTANTS

AM ou similaire.

Ces postes conviendront à candidats désireux d'évoluer vers une fonction technico-commerciale au sein d'un groupe leader dans sa spécialité. Anglais indispensable - Allemand souhaité.

Envoyer CV, photo et prétentions à l'attention de :
Monsieur le Directeur des Relations Humaines
HY. BERGERAT MONNOYEUR S.A.
BP 169 - 93208 SAINT-DENIS cedex 01

directeur général adjoint

200.000 F +

Groupe français produits de grande consommation non-alimentaires, (CA 900 MF, effectif 2500 personnes), recherche un Directeur Général Adjoint qui dépendra du Directeur Général et aura dans un premier temps la responsabilité de la Direction des différents circuits comportant un effectif de 350 personnes.

Ce premier poste est très opérationnel. Le titulaire aura beaucoup d'autonomie dans le cadre d'un budget auquel il participera.

L'HOMME : Ingénieur diplômé, 35 ans environ, ayant une expérience de gestion d'une équipe importante ainsi qu'une expérience administrative et commerciale obligatoirement l'informatique en tant qu'utilisateur. La double formation d'Ingénieur - IAE ou équivalent serait appréciée. L'anglais, utile, n'est pas indispensable. Lieu de travail : le poste actuellement se trouve dans la région parisienne, cependant il sera transféré dans la région Lilloise en 1982. Direction absolue garantie par le cabinet chargé de ce recrutement.

Envoyez C.V., photo et salaire actuel sous référence 4900-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

GCT

COMPAGNIE GENERALE
DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES

associée à un groupe mondial, leader dans les techniques de pointe en télécommunications, GCT emploie 7% de son C.A. en Europe pour ses recherches et développement recrute pour ses activités de développement de systèmes avancés de communication

INGENIEURS DEBUTANTS INGENIEURS INFORMATIENS

Possédant quelques années d'expérience dans l'analyse et la programmation en temps réel

Après intégration dans des équipes de développement de très haut niveau, nous offrons aux ingénieurs retenus des opportunités exceptionnelles de carrière dans des domaines de technologie avancée.

Ecrire avec C.V. et rémunération souhaitée
au Service du Personnel - 221, rue de Vauglart
75740 PARIS CEDEX 15.

Burke

Marketing Research
recrute

POUR SON DÉPARTEMENT ETUDES

a) 1 CHARGÉ D'ETUDES « JUNIOR ».

Ce poste conviendrait à un débutant diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (H.E.C., E.S.E.C., SUP. de CO...), ayant fait une spécialisation en marketing research. Le poste à pourvoir est principalement orienté vers les études quantitatives. Après une formation complémentaire assurée par BURKE, le candidat retenu se verra progressivement confier la responsabilité d'un ensemble de clients. Anglais indispensable, allemand souhaité.

b) 1 CHARGÉ D'ETUDES « SENIOR ».

Ce poste nécessite :
- une expérience d'au moins 2 ans dans une fonction similaire à dominante quantitative,
- une formation « Grandes Ecoles » ou « Universitaire »,
- la capacité de s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire,
- la pratique de la langue anglaise.

Ces deux postes sont à pourvoir immédiatement.

Envoyer curriculum vitae avec photo et lettre manuscrite à :

BURKE MARKETING RESEARCH,
159, rue Nationale, 75640 PARIS CEDEX 13.

en mentionnant sur l'enveloppe :

« Recrutement C.E. Junior » ou « Recrutement C.E. Senior » selon le cas.
Il sera répondu à toutes les candidatures dans un délai maximum de 15 jours.

Importante Société d'Ingénierie recherche dans le cadre du développement de son SECTEUR BATIMENT ET EQUIPEMENT COLLECTIF ingénieur commercial

âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure (ingénieur) et possédant une première expérience de l'approche commerciale (négociation, étude de prix) acquise en Entreprise ou Ingénieur.

Au sein d'une équipe intervenant en FRANCE et à l'EXTRÉ, il devra prospecter une clientèle privée et publique variée, adapter les "Produits" et services aux projets détachés et suivre ceux-ci jusqu'à la décision finale.

La variété des interventions (étude de faisabilité, conception, programmation, maîtrise d'œuvre, pilotage...) nécessite : adaptation, créativité et travail d'équipe. La connaissance de l'ANGLAIS est par ailleurs nécessaire.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 924 M ou :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion de Personnel
397 ter, rue de Vauglart - 75015 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE
OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

La filiale française d'un groupe international, commercialisant des produits chimiques de première qualité, recherche son

Basé en banlieue sud de Paris, travaillant en collaboration étroite avec le Directeur Général, vous aurez l'entière responsabilité de la gestion administrative, financière et comptable de la société. Vous serez à la fois secrétaire général et trésorier, mais aussi comptable et juriste tout en mettant à votre disposition le bilan et le reporting. Vous aurez à diriger une petite équipe.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel d'au moins 30 ans, Sup. de Co. option In/compa, le DEC, titulaire d'une expérience significative dans cette fonction au sein d'une PME et maîtrisant bien les techniques comptables anglo-saxonnes.

Vous êtes rigoureux et méthodique, vous avez le sens des réalités et sachant à la fois commander et exécuter.

En plus de vos compétences techniques, vous devez vous conduire en véritable adjoint du Directeur Général.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV détaillé, photo et solenne actuel sous réf. 1180 à Rudolph von Raesfeld TEG, Tour Maine Montparnasse 33 avenue du Maine 75755 Paris Cedex 15. Décision écrite.

The Executive Group

Correspondant de SYSTEMA

Auchan : l'anti-routine !

E.S.C. BAO + 4, Sciences Eco

Moi, je ne suis pas du tout du genre à rester assis derrière un bureau en attendant le fin de la journée. Au contraire ! Pour mon premier emploi, je voulais entrer dans une entreprise dynamique, en plein essor, faire un métier vivant, passionnant, permettant de satisfaire mon goût de la compétition.

Il y a eu, à l'E.S.C. Reims, j'avais rencontré les responsables d'AUCHAN. La façon dont ils parlaient de leur métier m'avait fortement intéressé. J'ai donc fait le pari AUCHAN où je suis entré comme CHEF DE RAYON.

Mon travail ? Il est complet, varié. De la gestion (je fixe mes objectifs - 30 millions de francs en 1981 - gère mes stocks, passe mes commandes) à l'animation commerciale (je détermine mes prix, ma publicité, mes promotions) en passant par la gestion de mon équipe (je forme et motive mon personnel), c'est comme si j'étais responsable de mon entreprise. En plus, il y a tous les jours quelque chose de nouveau à apprendre.

C'est sûr, pour réussir, il faut être prêt à travailler beaucoup, à s'investir, posséder un caractère « bien trempé ». Etre dynamique, enthousiaste, efficace.

Savoir expliquer, convaincre, pouvoir s'adapter en toutes circonstances. Les moments difficiles (car il y a dans tout métier où l'on se donne à fond) sont largement compensés par la confiance et la liberté dont je bénéficie, par l'intérêt et la diversité de ce poste.

Et puis à AUCHAN, j'ai d'importantes perspectives d'évolution.

AUCHAN, c'est une société en pleine expansion et les débouchés sont nombreux pour ceux qui acceptent de relever le challenge !

Vous voulez nous rejoindre ? Adressez rapidement votre lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. M 500 à l'une des adresses ci-dessous :

REGION PARISIENNE ET NORMANDIE
Jean-Marc GIVERT
AUCHAN - C.O. 110
78200 MANTES LA JOLIE

REGION NORD
Jean-François OUPREZ
AUCHAN
200, rue de la Recherche
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

REGION CENTRE-OUEST ET SUD-OUEST
Guy OJJARON
AUCHAN - Quartier du Lac
33000 BORDEAUX LE LAC

REGION RHONE ALPES ET STRASBOURG
Maurice FARCY
AUCHAN LYON - B.P. 341
Z.A.C. du Champ du Pont
69603 SAINT PRIEST Cedex

AUCHAN
DES HOMMES RESPONSABLES

Jacques RURELLIN - E.S.C. REIMS
Chef de rayon Fruits et Légumes à AUCHAN FONTENAY

NOUS SOMMES UN DES TOUT PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS D'IMPLANTATION MONDIALE

nous recherchons pour

LA DIRECTION DES RECHERCHES ET DEVELOPPEMENTS des jeunes diplômés

de l'enseignement supérieur, grandes écoles d'ingénieurs ou universités, débutants ou ayant quelques années d'expérience. Outre d'indéniables capacités dans les domaines techniques, le goût et la pratique des relations humaines seront appréciés.

De larges perspectives d'évolution seront offertes dans les différentes branches du Groupe en France et dans le monde.

Adressez C.V. détaillé sous référence SECK, (mentionnée sur l'enveloppe) à

Publicis Conseil
EMPLOIS & CARRIERES
30, rue Vernet, 75009 PARIS

Consultant groupement d'ingénierie et de réalisation pour l'industrie crée pour élargir ses activités au poste de :

CONSEIL EN RECRUTEMENT

- Si vous êtes un professionnel du recrutement,
- Si vous possédez une expérience de l'acquisition de personnel,
- Si vous déterminez un potentiel de relations,

Cette offre vous intéresse.

POSTE A PARIS.

Rémunération selon expérience.

Envoyer lettre C.V. en rappelant la référence : sous n° 1202 à Monsieur les services ANNONCES CLASSEES, 5, rue de l'Inde, 75009 Paris.

UNE IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION recherche

UN CADRE COMPTABLE

possédant une formation de type O.S.T., pour son siège à PARIS

FONCTIONS :

- l'assistance des magasins du groupe et des Services Centraux de la Direction Comptable et des Services Comptables et Contrôles ;
- la coordination entre les Services Comptables des magasins et la Direction Comptable ;
- la gestion des moyens humains et matériels nécessaires au fonctionnement de la comptabilité ;
- la recherche d'optimisation des rendements et des coûts de production, l'étude et l'implémentation permanente des systèmes et des documents à l'évolution de la réglementation, des structures et des méthodes de traitement de la comptabilité.

Cette spécialité implique une bonne connaissance des règles comptables et fiscales, du contrôle interne et de la comptabilité budgétaire.

Rémunération : 60/90.000 F.

Envoyer C.V., document manuscrit et photo sous N°13647, CONTESTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmet.

3 régions à créer

Paris - Nantes - Lille 200 000 F

La Société : elle conçoit, fait fabriquer et distribue une gamme complète de revêtements muraux. Elle possède aujourd'hui près de 80 magasins, principalement localisés dans la région Rhône-Alpes et le Midi. La région de la gestion, l'adaptation de son produit au marché, sa politique de distribution lui ont permis d'obtenir ces 10 dernières années des résultats commerciaux enviables et une situation financière particulièrement solide.

Sa stratégie de développement et ses objectifs à moyen terme sont : développer son P.D.G. à l'implémentation dans trois nouvelles régions.

Nous cherchons un créateur d'entreprise pour :

- localiser les emplacements les mieux adaptés, négocier leur achat ou leur location, structurer les magasins, recruter des gérants, les former, les salarier, mettre en place une animation administrative et une équipe de gestion, mettre en œuvre une véritable politique marketing en utilisant le savoir-faire de l'entreprise.

Sa formation supérieure et une expérience professionnelle diversifiée, de préférence dans la distribution, le développement comme un patron à part entière, responsable de ses résultats commerciaux et financiers, capable de gérer sa région en toute autonomie et de la faire progresser. Le résultat de son action dépendra essentiellement de sa compétence : sa rémunération comprend un intéressement stimulant et ne doit pas décevoir un candidat de haut niveau. Le salaire de base sera adjoint à la fonction de l'acquéreur professionnel ; il peut atteindre, voire dépasser, 200 000 F dès la première année.

Nous vous remercions d'écrire, en précisant la localisation souhaitée à Ch. BLEU, sous la référence 1185 LM.

argos

Département Conseil en Recrutement
117 avenue de la République
B.P. 319 - 97001 MARCQ EN BAROEUL Cedex.

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT recherche pour PARIS

2 ATTACHES COMMERCIAUX

Ils seront chargés de la prospection d'une clientèle F.M.E. et de la constitution des dossiers engagements.

Ils assureront également l'entretien de cette clientèle ainsi que l'étude et le suivi des dossiers.

Justifiant d'une première expérience réussie et actuellement intégrés dans une équipe commerciale, ils ont 25 ans environ et sont titulaires d'un DUT (ou équivalent).

La préférence sera donnée aux candidats ayant une personnalité dynamique et un sens certain de la négociation.

Connaissances des techniques bancaires appréciées.

L'expérience déterminera la classification et la rémunération de ces postes à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : Monsieur REGIS
Direction Administrative, B.P. 75739 PARIS
78, rue Olivier de Serres - 75739 PARIS Cedex 15

Filiale informatique d'une importante entreprise fabriquant et distribuant des matériels pour l'industrie pétrolière, nous fournissons et en maintenance aux clients du groupe des solutions permettant d'exploiter leurs installations (forages, raffineries, unités de production...).

Nous souhaitons recruter notre

RESPONSABLE DES PROJETS INFORMATIQUES

Rattaché à la Direction Générale, et à la tête d'une équipe de 5 personnes, il devra connaître toutes les propositions aux clients. Il devra s'engager sur leur définition technique, leur réalisation, leurs coûts, leurs délais...

Des déplacements de courte durée sur les sites, en France et à l'étranger, seront nécessaires.

Le candidat souhaité est un ingénieur informaticien, chef de projet depuis environ 4 ans dans une S.S.C.I. capable d'assumer de larges responsabilités et d'entretenir de bonnes relations avec des interlocuteurs venant d'entreprises de grande dimension. La connaissance des matériels DEC est un atout supplémentaire.

Un dossier de candidature est à adresser sous réf. 72202/M. 6

GROUPE ETHNOS - Conseil en recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 Paris
Membre de Syntec Informatique

ingénieur métallurgiste

GRAND GROUPE ELECTROMECHANIQUE FRANÇAIS

recherche pour sa filiale Nord Paris
INGENIEUR METALLURGISTE

De formation Grandes Ecoles ou universitaire (doctorat 3^e cycle), le candidat est âgé de plus de 30 ans, il lit, parle et écrit l'anglais.

De niveau H1A ou H1B il doit avoir notamment grande compétence :

- dans le choix des matériaux selon les impératifs de construction des machines,
- dans l'approvisionnement de pièces de forge, de fonderie et de « semi-produits »,
- en soudage.

Il est responsable de l'approbation des procédures concernant tant les procédés spéciaux que les spécifications personnelles des contrôles non-destructifs.

Il assure de la formation et de la qualification des personnels de contrôle.

Déplacements de courte durée en Europe essentiellement.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 4990-M à Mammigies qui transmettra. Discretion assurée.

Mammigies

A, RUE D HAUTEVILLE - 75018 PARIS

Entreprise TÉLÉCOMMUNICATIONS, proche banlieue Nord-Ouest recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

GRANDE ÉCOLE

titulaire d'une expérience, il sera chargé de la définition et du développement, sur microprocesseurs, de logiciels temps réel pour systèmes de télécommunications par satellite à vocation télématique.

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il sera chargé de la définition et du développement, sur microprocesseurs, de logiciels temps réel pour systèmes de télécommunications par satellite à vocation télématique.

Adressez C.V., photo, prétentions sous réf. 182 à TRENDANCES - 41, avenue de Friedland, 75004 PARIS, qui transmettra.

Cadre de production assurance

100/120 000

Nous sommes un groupe de sociétés d'assurances spécialisées toutes branches de dimension moyenne. Nous avons mis l'accent sur une gestion personnalisée des contrats de notre clientèle et avons mis en place les moyens nécessaires à notre expansion, au niveau de la formation des hommes, des outils de travail et des produits.

Nous souhaitons renforcer notre Département Production en recrutant un jeune cadre capable à court terme de prendre ses responsabilités et d'évoluer avec nous.

Dans un premier temps, après formation à nos produits et à nos méthodes, il se verra confier une fonction d'encadrement.

Une formation supérieure et une bonne pratique de l'assurance acquise depuis 3 à 5 ans en compagnie sont indispensables, mais nous accorderons la préférence aux qualités d'animation et d'organisation et à l'aptitude à s'intégrer à une société qui avance rapidement.

Nicole Marchez vous remercie de lui écrire sous référence 4364-M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PRODUITS CHIMIQUES INGENIEUR COMMERCIAL

La filiale française de l'un des premiers groupes industriels multinationaux crée dans sa division produits chimiques un poste d'ingénieur commercial.

Pour une ligne de produits techniques d'excellente notoriété qui s'adresse aux industries des revêtements de sol de caoutchouc, de transformation des matières plastiques, cet ingénieur commercial aura la responsabilité de son volume d'affaires et de son profit sur le marché national.

Il propose sa stratégie, négocie les contrats (sur les plans technique et commercial) et assure de leur réalisation.

Nous souhaitons rencontrer soit un ingénieur chimiste ayant une première expérience technico-commerciale (2-3 ans environ) soit un diplômé de l'enseignement commercial supérieur rompu à la commercialisation de produits techniques faisant appel, de préférence, aux matières plastiques.

Il a une bonne maîtrise de la langue anglaise et mobile et disponible. Il peut à moyen terme évoluer vers d'autres fonctions en France ou à l'étranger.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 40202.

EGOR S.A.
8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

egor

JEUNE CADRE COMMERCIAL EXPORT

Cette filiale (3100 personnes - CA 800 millions) de l'un des premiers groupes industriels français fabrique et vend des conditionnements en verre de qualité. Ses produits s'adressent principalement aux industries de la pharmacie et de la cosmétique. 40% de son CA est réalisé à l'exportation. L'Afrique est l'un des secteurs les plus performants - CA 70 millions de francs.

Rattaché au Chef du Service «Grande Exportation» ce Cadre Commercial, adhérent à 3 administrations pour missions de «faire vivre» sa zone, étudie de marchés, développe des produits, négocie des commandes, assure l'animation d'agents et de distributeurs, suivi administratif et économique.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur. Il bénéficiera d'une première expérience (2 ans environ) acquise dans la vente, à l'exportation, de produits industriels. Parfaitement bilingue français-anglais, il a à sa disposition la connaissance d'une autre langue étrangère.

Modèle et disponible. Il peut voyager 50% de son temps sur sa zone.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 41975.

EGOR S.A.
8 rue de Berni 75008 Paris

PARIS LYON MILANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

egor

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNÉRIE à vocation INTERNATIONALE recherche

ADJOINT ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

DECS
EXPERIMENTE
ANGLAIS indispensable
pour
bilans, déclarations sociales
fiscales chantiers étrangers

Lieu de travail : Porte de Bagnolet
Fréquent déplacements, mais courts
séjours sur sites.

Adresser C.V. photo, prétentions sous
No 13549, CONTEXTE PUBLICITE
20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01

Ingénieurs logiciel

Confirmés

Importante société électronique recherche des INGENIEURS LOGICIELS CONFIRMES.

Mission :

- Leur responsabilité s'exercera sur l'ensemble des phases d'un projet :
- étude système, conception architecture matériel-logiciel, évaluations, cahier des charges,
- analyse fonctionnelle et organique, écriture et mise au point,
- qualification, recettes,
- suivi, maintenance.

Les logiciels concernent des systèmes opérationnels qui doivent avoir toutes les caractéristiques de produits industriels. Ils sont développés dans le cadre d'un atelier logiciel.

Profil : une expérience pratique sur micro-processeurs (8080, 80800) et dans les domaines télé-informatiques ou systèmes de tests serait particulièrement appréciée.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en indiquant sur l'enveloppe la référence 1518 à

MEDIA BA
5, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra
(réponse et discrétion assurées)

Entreprise d'ingénierie - 4800 personnes - La Défense - recherche

ADJOINT AU CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Il assistera le Chef des Services Comptables dans l'ensemble de ses tâches, tout en ayant la responsabilité directe de plusieurs unités opérationnelles regroupant 20 personnes environ.

Il participera à des missions de contrôle et d'organisation dans les services centraux et les unités décentralisées.

DECS, Ecole de Gestion, 5 ans d'expérience au moins en comptabilité générale et analytique dans une société de mécanique ou de construction navale d'envergure nous semblent indispensables pour tenir ce poste. Anglais souhaité.

Adresser CV et prétentions sous référence 72692 à HAVA5 CONTACT
156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

Discrétion absolue garantie.

INGENIEUR SYSTEME ET METHODES

Grosse société d'ingénierie, nous implantons notre Centre de Traitement de l'Information au VAUDREUIL (76). Applications diversifiées, utilisation d'équipements photographiques, nous sommes équipés d'un important système de traitement et d'un 64 DPS.

(Nous assurons la formation spécifique 64 DPS aux candidats expérimentés sur d'autres systèmes).

Dans le cadre de cette implantation, nous recherchons un ingénieur système et méthodes. Il peut avoir une formation supérieure ou posséder une réussite professionnelle confirmée ayant valeur de diplôme. En recherche l'expérience système (2 ans au moins) ou analytique application (3-4 ans) est indispensable ainsi qu'un goût prononcé pour les méthodes et la technique.

Nous vous remercions d'adresser un CV détaillé mentionnant vos prétentions et, sur l'enveloppe, la référence 4159 à exp. courriers - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE (Banlieue OUEST) recherche

LE RESPONSABLE DE SON SERVICE DE DOUANE

Fonction :

- Diriger, organiser et contrôler toutes les activités de la Douane afin de fournir à la société les autorisations nécessaires à l'importation et l'exportation de tous produits.
- Représenter la société auprès des administrations, banques ou ambassades afin de faciliter les opérations douanaires.

Profil :

- 35 ans minimum.
- Formation : Grande École de Commerce, Droit ou Finances.

Le candidat devra avoir une expérience d'une dizaine d'années chez un travailleur agé au Douane et/ou dans l'industrie, dans des fonctions similaires.

Il possèdera la connaissance des réglementations douanaires et de commerce extérieur. Il aura de l'aisance dans les contacts humains.

La connaissance de l'anglais et de l'espagnol est souhaitée.

Adresser votre dossier de candidature complet et rémunération souhaitée sous n° 109.610 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

opèrent seule sur un créneau qu'elle a créé

Nous sommes une société de service à l'export et à la distribution. Nous mettons à disposition, à l'échelle mondiale, des systèmes de manutention utilisables tout au long de la chaîne Production-Logistique.

La société a fait un excellent démarrage.

Nous recherchons :

UN DIRECTEUR DES VENTES

D'une Branche d'Activité.

- Salaire supérieur à 160.000 F.
- La candidate, âgée de 30 ans environ, est diplômée d'une école de commerce.
- C'est un avantage, mais sans un négociateur capable, il est organisé, mais débordé d'initiatives.
- Il est ambitieux.
- Il est en région parisienne.

Ad. C.V., lettre manuscrite et photo sous n° 72.998 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

Technics «La musique grandeur nature»

Nous sommes la filiale française de l'un des premiers groupes japonais : Matsushita. En France, nous sommes l'un des leaders dans le marché de la haute-fidélité. Nous recherchons un

Chef de produit senior

Vous analysez le marché de la hi-fi en étroite relation avec la distribution et l'équipe de vente.

Vous participez à l'élaboration de la stratégie marketing et à la fixation des objectifs; vous en assurez le suivi. Vous êtes en relation avec des agences extérieures pour les orientations annuelles produits, la conception et la mise en route d'actions promotionnelles. En liaison avec nos unités de production au Japon et en Europe, vous assurez une adaptation constante au marché français des nouveaux produits (prix-quantités...).

Homme de marketing, le terrain vous attire et vous aimez vivre la mise en place opérationnelle de vos présentations. Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous possédez une expérience d'environ 5 années comme chef de produit grand public ou biens d'équipement semi-durables. Vous êtes bilingue anglais. Des déplacements fréquents sont à envisager.

Jacqueline Join-Distrie vous remercie de lui écrire sous réf. 6368 M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.

Bernard Juthiet
Psycrom
Membre de Syntec

Ingénieurs commerciaux qui désirez progresser

Si vous avez une formation supérieure et surtout le désir de vendre.

Si vous souhaitez vendre un «produit» à forte valeur ajoutée : nous commercialisons des solutions informatiques évoluées répondant à des problèmes de management (bancaire, financier, commercial, personnel).

Si vous désirez rejoindre une société «profitable», solidement implantée sur son marché et capable de suivre votre propre rythme de croissance : vos résultats vous ouvriront l'accès à des postes de responsabilité commerciale dans nos agences en France ou en Europe.

Si vous voulez avoir une rémunération équilibrée et non plafonnée, en rapport avec les 2 à 4 années d'expérience que nous vous offrons.

Prenez contact (téléphone ou lettre) avec Bernard BOUGEL, Directeur

Cegi-Tymshare

106, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD - Tél. 602 70 12

Faites dès maintenant carrière

dans la BUREAUTIQUE.

Implantes en proche banlieue Ouest, nous fabriquons et commercialisons du matériel de bureautique.

Nous recherchons notre :

responsable général

études et développement

Âgé de 35 ans environ, de formation ingénieur Grande École, le candidat recherché devra posséder une expérience d'études dans la conception de matériel faisant appel à l'électronique et à la mécanique.

Le degré élevé d'autonomie du poste, la dimension humaine de l'équipe, l'enrichissement intellectuel permanent, liés à la fonction et les conditions de rémunération rendent cette offre particulièrement attractive.

Adresser C.V., photo et salaire actuel, sous référence 54.103 C 553 ADEQUATION 6264 Avenue Emile Zola 75015 Paris.

Adequation

SOCIÉTÉ ELECTRO-MECANIQUE

proche banlieue Ouest

travaille dans secteur militaire

recherche

CHEF DE PROJETS

Ingénieur E.S.E. et A.A. de 35 à 40 ans, 8 ans d'exp. micro-informatique, automatisation pour poste de responsabilité comportant :

- études d'appareils nouveaux,
- coordination laboratoires, bureau de dessin,
- atelier prototypes,
- expérimentation,
- définition en vue fabrication de série.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions à

M. 1517 PUBLICITEES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

FISCALISTE

GRUPE PHARMACEUTIQUE - PARIS

Nous sommes un important Groupe pharmaceutique et recherchons un fiscaliste pour notre siège parisien. Spécialiste des problèmes de fiscalité française : imposition salariale, taxe professionnelle, T.V.A., etc., il aura, si possible, une expérience dans un contexte similaire.

Une discrétion totale est garantie aux candidats qui adresseront C.V. et prétentions sous référence 6238 à :

OP Organisation et publicité
2 rue MARENGO 75001 PARIS

AMERICAN HOSPITAL SUPPLY CORPORATION (matériel médical et hospitalier) recherche pour son headquarter européen, un (a)

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE

qui assurera de façon autonome la gestion administrative et financière des frais de fonctionnement du headquarter.

PROFIL RECHERCHÉ :

- ESC (options finances comptabilité), ou DECS « peu ou pas d'expérience professionnelle » à très bon anglais « très rapidement ».

Possibilité d'évolution de carrière pour les candidats de valeur.

Adresser C.V. + photo à Madama BLAS,
ASYAT/LANTIC INTERNATIONAL - Rue de l'Équerre,
Z.A. des Bethunes - 95310 SAINT-QUEN LAUMONIE.

BUREAU D'ETUDES FINANCIERES ET DE CONTROLE COMPTABLE

MULQUIN et ASSOCIES

recherche

Auditeurs Experts Comptables

Stagiaires confirmés

HEC-ESSRC-ESC-JEP

AYANT 2 ANNIERS D'EXPERIENCE EN LA REVISION,

EN CABINET OU EN ENTREPRISE.

Libres rapidement. Larges possibilités de développement de carrière.

Envoyer curriculum-vitae, photo et prétentions sous réf. C 3111, à BEFEC - CMS Département de personnel, 12, rue Marguerite 75017 PARIS.

مكذون الأصل

ANNONCES CLASSEES

Le m/col. *	Le m/col. T.T.C.
40,00	47,04
12,00	14,10
31,00	36,45
31,00	36,45
31,00	36,45

DEMANDES D'EMPLOIS

**information
divers**

Emplois et carrières de la
fonction publique
FRANCE-CARRIÈRES
Chez les marchands de journaux
à Paris et en banlieue.

TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION

- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests
- Graphologie et ses pièges
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informer... écrire CIDEM, M
E - rue Sébastien - 7011 - Chagny

**travail
à domicile**

Je frappe sur IBM 13 sphères
rapports, thèses, livres, etc.
Tél. 638-55-52 et 681-83-61.

villegiature
PYRÉNÉES-ORIENTALES Location
maisons, possibilité huit personnes.
tout confort, piscine.
Tél. 15-88-52-40-66, ap. 15 h.

de 5 à 7 C.V.

de 8 à 11 C.V.

bureaux

Locations
BUREAUX MEUBLES
Séjour de suite av. secrétaire
Tél. Tél. Toutes démarches
pour création d'entreprises.
ACTE S.A. 261-80-88 +

BORDEAUX, (56) 81-96-80.
ET. CHAMPS-ÉLYSÉES
Domicil. R.M., R.C., S.A.R.L.
A partir de 180 F.
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
F&L, toutes formes d'entreprises.
C 2 E - 562-42-12.
VOTRE SIÈGE SOCIAL S'

LOYER 150 A 300 F/MOIS
TELEX - SECRÉTARIAT
SERVICES SÉRIEUX
AGECO - 294.95.28.
R.C. PARIS, 519.127.090.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat, t.d.l., formalités
R.C. PARIS, 519.127.090.

CONSTITUTION
de société TELEX
S.M.P., 268-08-90.

DOMICILIATIONS
et SIEGES SOCIAUX
BUREAUX meubles · TELEX

CONSTITUTION STES
Prix compét., délais rapides
ASPAC 293.60.50
C P A 355.17.50

particuliers

L'AMBAassade DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE
Désire acheter ou louer pour service culturel, un hôtel particulier dans le limite de 1.000 m² universellement situé dans le 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 16^e ou 17^e arrd. En-

Industriels

STRIELS
2777 m²
A BAIL

SEMPER
75, av. de la République
Montréal - 258.25.00

propriétés
VAUCRESSON
art. vd ppte réc., perf. éent.
décoration raffinée, très gd f-
g., 4 chbres, 3 bns, salle de
bx, logt gard. s/ 1.100 m²

John & Fargnoli, Inc.
207-37-89.

Le Monde

AFFAIRES

SELON UN

le projet de loi
ne serait pas

Le comité social
des Bâtisseurs

PROPOS
MONT LES SINDI

Michael
Lept

Des
FERRI, FERRI

A Bordeaux 16 Cours du Chapeau - Bordeaux 33000 (56) 48 54 77

LOGEMENT

L'AVENIR DES CITÉS D'HABITAT SOCIAL

« Le plus grave n'est peut-être pas encore arrivé »

C'est un nouveau cri d'alarme qu'a poussé M. Albert Denvers, président de l'Union nationale des fédérations d'organismes H.L.M., devant les « premiers assises pour l'avenir des cités d'habitat social », que son association vient de réunir à Paris, avec le concours de six institu-

tions (1), et qui ont été solennisées par la présence, lors de la séance de clôture, de M. Pierre Mauroy, premier ministre, de M^{me} Nicole Questiaux, ministre de la solidarité nationale, et de M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement.

Déjà, au congrès de Strasbourg, en 1979, M. Denvers avait posé cette question : « Ne pensez-vous pas que, un jour, quelque chose peut exploser en France du côté du logement, comme quelque chose a explosé, voici onze ans, du côté de l'université ? » A la lumière des événements qui se sont produits ces derniers temps, notamment à la cité des Minquettes, dans la banlieue lyonnaise, la réponse de M. Denvers n'est pas encore arrivée. Les révoltes de jeunes, l'insécurité des hommes et des femmes privés d'emploi, l'explosion de ceux qui avaient à juste titre, qu'ils ont droit à une vie paisible et à un logement décent, peuvent y conduire.

En d'autres termes, on ne peut pas séparer, si l'on ose dire, le bâti du vécu. « La lutte contre la misère en marge de millions d'habitants des quartiers d'habitat social va de pair avec la lutte contre le chômage », a souligné le premier ministre. M. Mauroy a ajouté : « Les problèmes sont ceux de populations délaissées, cantonnées à l'écart de la ville, dans des zones mal reliées au centre, mal irriguées en services, en commerces, en équipements sociaux, culturels et sportifs. Les problèmes sont ceux de classes sociales, de stades de formation inadaptés, de établissements scolaires considérés jusqu'ici comme déclassés, de bandes d'adolescents désemparés, de jeunes — notamment de jeunes d'origine étrangère — sans horizon, sans perspectives. »

Un problème d'ensemble

M. Pierre Mauroy n'a pas dit autre chose, en déclarant : « Oui, le désespoir de beaucoup, l'angoisse de beaucoup d'autres, l'iniquité des responsables locaux, le désarroi des gestionnaires H.L.M., le sentiment d'impuissance des personnels sociaux, tout cela, le gouvernement le comprend. Un défi nous est lancé. Nous le releverons ». Certes, la très grande majorité des 2 800 000 logements du patrimoine locatif H.L.M. sont « sans histoires ». Certes, aussi, une cinquantaine d'opérations de réhabilitation sont actuellement menées, avec des réalisations exemplaires comme au Mans, à Woippy (Moselle) ou à la Grande-Synthe (Nord). Mais les experts estiment qu'aujourd'hui 300 000 logements sont « en danger » et que 300 000 autres seront demain dans une « situation critique », si rien n'est fait.

Tous les participants de ces « premiers assises » en ont convenu : le problème du logement ne peut être

isolé. En d'autres termes, on ne peut pas séparer, si l'on ose dire, le bâti du vécu. « La lutte contre la misère en marge de millions d'habitants des quartiers d'habitat social va de pair avec la lutte contre le chômage », a souligné le premier ministre. M. Mauroy a ajouté : « Les problèmes sont ceux de populations délaissées, cantonnées à l'écart de la ville, dans des zones mal reliées au centre, mal irriguées en services, en commerces, en équipements sociaux, culturels et sportifs. Les problèmes sont ceux de classes sociales, de stades de formation inadaptés, de établissements scolaires considérés jusqu'ici comme déclassés, de bandes d'adolescents désemparés, de jeunes — notamment de jeunes d'origine étrangère — sans horizon, sans perspectives. »

Le premier ministre a enfin souligné que le plus inquiétant, de tous, avec la création, notamment, de « zones d'éducation prioritaire », n'est pas la dégradation physique, mais la dégradation sociale. Le gouvernement, a-t-il conclu, « donnera les moyens » d'assurer la réhabilitation économique et sociale des cités les plus délaissées. Les congressistes se sont séparés sur cette promesse.

MICHEL CASTAING.

(1) L'Association des maires de France, la Caisse nationale des allocations familiales, le Commissariat général au Plan, la Fédération nationale des agents d'urbanisme, la Fédération des sociétés d'économie mixte, l'Union nationale interprofessionnelle du logement.

AUTOMOBILE

En France

LA PRODUCTION DE VOITURES A BAISSE DE 15 % DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

La situation de l'industrie automobile en France devient préoccupante. Au cours des trois premiers trimestres de cette année (et par comparaison avec la même période de l'an dernier), la production de voitures particulières et commerciales — 1 884 000 — a diminué de plus de 15 %, les exportations ont reculé de 12 % et les importations — 1 334 000 — de 4,5 %.

En rapprochant ces deux derniers pourcentages, force est de constater que, si la demande globale a diminué, ce sont les voitures nationales qui en ont fait les frais, car les importations, elles, ont progressé vivement. En effet, durant les neuf mois considérés, les achats en France de voitures de marques étrangères ont augmenté de 18 %, et, depuis le début de l'année, le taux de pénétration du marché national par ces dernières est de 27,4 % (contre 22 % en 1980).

La chambre syndicale des constructeurs d'automobiles, qui note une légère amélioration de la situation pour le seul mois de septembre, croit y voir l'annonce d'une reprise. Les résultats de septembre indiquent probablement qu'« un point bas a été atteint » et qu'une « orientation lente et progressive » devrait se préciser dans les pays européens, et singulièrement en France.

Au cours des prochains mois, les constructeurs français devraient marquer à nouveau des points dans le marché de nouveaux modèles (Renault 9, Simba chez Talbot) et, d'autre part, le réajustement du franc par rapport à certaines devises à l'intérieur du Système monétaire européen. Cela pour le court terme. Mais combien de temps durera ce second avantage ? Pour le court terme, « l'alourdissement des charges qui pèsent sur l'usager », selon la chambre syndicale — pourrait compromettre ces perspectives plus favorables. Toutefois, l'accroissement des charges sociales, non compensé par des gains au moins équivalents de productivité, pourrait être plus dommageable pour le développement à moyen terme de l'industrie automobile nationale. On se cache moins à présent chez les constructeurs français.

A. T.

Le marché du véhicule utilitaire léger sera le prochain enjeu de la bataille entre constructeurs européens et japonais

Il ne se passe pas de jours qu'un constructeur de véhicules annonce améliorations, « restyling », modifications de la motorisation, voire profond remaniement de l'un ou de plusieurs de ses modèles. C'est l'un des signes de la concurrence qui se fait de plus en plus rude entre constructeurs européens et japonais. Ce phénomène se révèle encore plus frappant sur le marché américain (1). Pour beaucoup de constructeurs, le Japon ne peut qu'accentuer sa pression, contraindre par une certaine saturation mondiale du marché des véhicules particuliers, dont il subit lui-même les effets après des années de très grande expansion, et par les mesures de « protection » prises par plusieurs pays européens à l'égard de ce secteur.

Dans une étude très récente effectuée par la firme américaine Ford, on relève que la production japonaise de véhicules utilitaires est passée de 300 000 unités en 1980 à plus de 2 100 000 exemplaires en 1979 et à plus de 4 000 000 d'exemplaires en 1980, tous gabarits et poids confondus. Les moins de 3,5 tonnes représentent 75 % de la production totale.

La riposte

Comme ce fut le cas pour le véhicule particulier, seule l'exportation peut permettre aux usines japonaises de maintenir leur cadence, mais l'on constate aussi que les constructeurs japonais ne sont pas toujours très efficaces, livrant par à leurs ambitions. D'où cette inquiétude et l'intérêt particulier porté par les constructeurs européens à ce type de véhicules, dont la conduite — autre particularité — ne nécessite pas de permis de conduire spécial et bénéficie de conditions fiscales avantageuses.

Selon l'étude de Ford, tandis que les exportations européennes ont diminué de 125 000 unités (— 38 %) en quatre ans, les exportations japonaises d'utilitaires ont progressé de 63 % (300 000 unités). C'est dire l'ampleur de la bataille qui s'engage, chaque constructeur rivalisant de retombées sociales et d'adaptations aux difficultés qu'il connaît déjà. A moins que la riposte sur le plan commercial ne vienne modifier les conditions du combat.

C. L.

(1) Voir à ce sujet l'étude d'Affaires Industrielles, n° 228, octobre 1981.

TELEX PARTAGE

ETRAVE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345 21 62

4 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE PARIS-LUANDA-PARIS



A partir du 2 novembre 1981, UTA Compagnie Aérienne Française et TAAG Linhas Aéreas de Angola — s'associent pour offrir 4 vols hebdomadaires vers l'Angola.



Compagnie Aérienne Française

CERAM

RAJEUNIR LE FUTUR !

Faute d'enthousiasme, le futur est souvent inquietant.

L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DU CERAM

prépare résolument le futur. Elle construit ses stratégies sur les scénarios probables de l'environnement économique des entreprises de demain. Elle habille les esprits à s'adapter à l'évolution permanente des techniques de la gestion. Prospector le futur pour l'aborder avec la maturité des connaissances et l'élan de la vitalité.

DE TOUTE LA FORCE DE LA JEUNESSE

CERAM Centre d'Enseignement et de Recherche Appliquées au Management BP 20 - Valbonne-Sophia Antipolis 06561 VALBONNE Cedex Tél. : (06) 33.55.55 - Telex : CERAM 461904 F

كذا من الأصل

CONJONCTURE

LE MARCHÉ DE L'OR, UN MOIS APRÈS LA LÈVEE DE L'ANONYMAT

- Les transactions ont diminué de plus de 60 %
- Les cours ont fléchi de 15 à 20 %

Un mois après la décision prise le 30 septembre dernier de lever l'anonymat des transactions sur l'or, il est possible de dresser un premier bilan de cette disposition, qui a eu pour effet, outre la surprise, d'entraîner une chute des cours de 15 à 20 % sur le marché officiel, dans le même temps, le volume d'affaires a diminué largement de moitié, sans que les investisseurs aient, pour autant, à la panique, comme on aurait pu le craindre après les nombreuses rumeurs alarmistes colportées, de-ci de-là, depuis plusieurs semaines, et dont les motivations profondes dépassent largement les lois mécaniques du marché.

Un lendemain de la suppression de l'anonymat qui couvrait jusqu'à présent les transactions sur l'or, les cours du métal fin ont baissé de 5 % environ à Paris le 1^{er} octobre, un recul certes important mais qui n'avait rien de catastrophique de l'avis même des professionnels, et des conseillers de la Bourse de New York, qui craignaient une chute beaucoup plus lourde.

Déjà, au mouvement de baisse s'est progressivement succédé, à tel point que le lingot, qui se situait à 947,95 \$ le 30 septembre, a baissé à 905,00 \$ le 1^{er} octobre, puis à 890,00 \$ le 2nd octobre, puis à 880,00 \$ le 3rd octobre, soit une baisse un peu supérieure à 10 % en l'espace d'un mois.

Dans le même temps, le napoleon, qui est un peu le symbole du marché parisien, compte tenu de l'image qu'il conserve dans l'esprit de ceux qui l'un peraisse à appeler les « petits porteurs », s'est retrouvé à un cours de 743 \$ vendredi dernier, contre 820,50 \$ le 1^{er} octobre et 844 \$ la veille, perdant ainsi près de 21 % de sa valeur, tandis que l'on négociait plus que cent à deux cents lingots par séance et mille à deux mille napoleons, d'où à dire le tiers du volume d'affaires habituel.

La nette contraction du chiffre d'affaires réalisé depuis plusieurs jours sur le marché officiel com-

traine en effet l'élément le plus important de la situation nouvelle créée. Il est bien évident que dans ces conditions, en raison du faible volume offert, tant à l'achat qu'à la vente d'ailleurs, il suffit de peu de choses pour faire fléchir les cours de l'or à Paris, qui se sont ainsi singulièrement rapprochés de ceux pratiqués sur les principales places financières.

De fait, la « parité », en d'autres termes le cours de l'once d'or calculé sur notre marché, ressortait à 430,63 dollars l'once vendredi 30 octobre contre un cours officiel de 429 dollars à Londres la même jour, soit une « prime » ramené à 3 % en 3 % au fil des jours, alors qu'elle pouvait atteindre jusqu'à 20 % précédemment.

Un autre élément trop important que l'on considérait depuis plusieurs semaines, même si le créneau d'une dévaluation du franc français pouvait éventuellement induire certains investisseurs à se précipiter en spéculant sur des achats sur notre place, a affirmé-t-on à la Compagnie parisienne de réassurance (C.P.R.), qui fait pratiquement la pluie et le beau temps sur le marché officiel, elle assure une bonne moitié des transactions.

« Même si on avait décidé de conserver l'anonymat, il n'était plus possible de continuer à acheter à Paris, compte tenu des prix pratiqués ailleurs, et un réajustement devait inévitablement s'opérer », ajoute-t-on, estimant au passage que le volume d'affaires devrait maintenant se stabiliser sur alentours des 10 à 20 millions de francs qui se traitent quotidiennement à la corbeille.

Ces chiffres ne sont certes pas les plus bas que le marché ait connus, et le volume des transactions a pu tomber à 9 millions de francs au cours d'une ou deux séances, particulièrement « creuses » au mois de mars dernier, voire à peine 5 millions tel jour de janvier. Ils représentent cependant une diminution de 60 % à 70 % par rapport au volume moyen qui se traitait habituellement sur le marché, avec pour conséquence indéniable, l'entraîne l'indéniable difficulté financière dans les officines spécialisées. Pour certaines, entre elles, l'activité a été ré-

duite aux deux tiers, et on envisage de procéder d'ores et déjà à quelques licenciements de personnel, même si les analyses qui ont été faites à l'avenir du marché sont plus roses.

« Le marché est sans doute assésé, mais il apparaît plus équilibré », le commente un expert s'est un peu écrié, et depuis deux ou trois jours, on constate même une légère reprise de certaines « cours », admet-on rue Vivienne, où tiennent boutique la plupart des spécialistes. « Maintenant que la question de l'anonymat ne se pose plus, l'or est devenu un produit comme les autres, mais son image de valeur-refuge n'a pas été véritablement entachée par ce qui la déstabilise et qui, cependant, dans un premier temps, comme une légende dans ses parades, tente de séduire les spéculateurs », conclut-on, en attendant l'impact sur les conséquences psychologiques individuelles qu'il allait attendre de cette mesure, quand on sait combien les Français semblent tenir à la première place qu'ils détiennent l'archange au « hi-parade du bas de l'escalier ».

« Banaliser le métal précieux »

Pace à l'accession qui leur a permis de faire d'or « valeur refuge », les pouvoirs publics n'ont pas cherché à se défendre sur ce terrain. En fait, ils ne sont pas insoucients de cette déflation peut-être temporaire, à l'égard du métal précieux, mais si elle leur fera perdre quelques recettes.

En 1980, on avait 200 millions de francs qui ont pris le chemin de la Bourse de New York en titre de la terre de 8 % qui frappe les ventes de métal fin. Un montant relativement peu élevé par rapport à l'ensemble du budget national et qui se trouvaient encore amoindri, l'année précédente, en raison de la chute du chiffre d'affaires réalisé par les officines qui paient cette taxe.

En fait, la levée de l'anonymat sur les transactions avait pour objectif essentiel de supprimer une faiblesse possible à l'impôt sur la fortune, dont on ne savait pas encore qu'il allait se retirer comme peau de chagrin. A l'évidence on a joué la transposition à la Bourse, sachant

parfaitement que l'obligation de déclarer l'or en tant qu'actif de fortune n'avait été introduite qu'en 1976, et qu'il était donc possible de l'éviter, d'autant qu'un effet limité, étant donné que le marché officiel ne représente que 1 % du montant total des lingots et napoleons que les Français ont en, de tout temps, enroulé au plus profond de leur sac de laine et... de leur armoire.

« L'or a un bel avenir devant lui », affirme-t-on avec un bel entrain dans les boutiques spécialisées qui ont pignon sur rue autour de la Bourse. En dépit de quelques fluctuations prévisibles, l'orientation à la baisse des cours apparaît inévitable en raison des incertitudes monétaires et d'une inflation galopante qui restera encore le lot des principaux pays occidentaux au cours des prochaines années.

L'avenir du marché parisien, lui, est plus incertain, même si les développements observés sur certaines places étrangères militent en faveur d'un rôle accru devant un métal précieux, comme ce sera le cas à Tokyo, où s'ouvre au début de l'année prochaine un marché de l'or à terme.

Pour l'instant, spécialistes et professionnels s'ingénient à mettre en avant les avantages que, selon eux, continue à offrir l'or en tant que placement traditionnel. Tout en ayant parfaitement conscience que ses récentes dispositions peuvent entraîner une certaine réticence sur des achats trop hâtifs et « éduqués », économistes parisiens, alors que l'accession des pouvoirs publics vise plutôt à favoriser l'orientation de l'épargne vers des formes d'investissement plus « utiles » à long terme, telles que les obligations.

En 1980, le marché obligataire parisien a enregistré un total de 110 milliards de francs de placements, un chiffre qui sera ramené à 100 milliards de francs cette année, selon les propres termes de l'Assemblée nationale par M. Delors, au cours du débat budgétaire. Mais, en 1981, c'est un montant sensiblement supérieur qu'il faudra recueillir sur le marché, compte tenu du seul déficit budgétaire, qui est estimé à 80 milliards de francs en 1981 et auquel viendront sans doute s'ajouter en partie les déficits décaissés de la Sécurité sociale et de l'assurance-chômage.

SERGE MARTI.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Compte tenu d'un ensemble d'imprévables techniques impliquant certaines opérations financières, nous avons décidé de procéder à une augmentation de capital de 100 millions de francs, par émission de 100 millions de parts de 100 francs chacune.

notre précédent avis aux actionnaires, l'Assemblée générale extraordinaire a décidé pour le 15 décembre prochain de se réunir à 14 heures, à l'hôtel Intercontinental, 10, rue de la Paix, à Paris, pour statuer sur l'augmentation de capital et sur la modification des statuts.

« ANALYSES DE SECTEURS »

en ouvrage illustré

L'INDUSTRIE MONDIALE DES COMPOSANTS ACTIFS

Plusieurs raisons permettent de considérer l'industrie des composants actifs comme une industrie stratégique :

- La croissance de la demande mondiale de semi-conducteurs (qui représentent 80 % du marché des composants actifs) : 10 % en 1970 et 20 % en 1980, soit une croissance de 10 % par an.
- La dynamique de cette activité est liée à la production mondiale de 14 milliards de \$ en 1980 et 20 % en 1981.
- La dynamique de cette activité est liée à la production mondiale de 14 milliards de \$ en 1980 et 20 % en 1981.
- La dynamique de cette activité est liée à la production mondiale de 14 milliards de \$ en 1980 et 20 % en 1981.

En 1981, les États-Unis continuent largement l'industrie mondiale des composants actifs, et ce, grâce à leur position dominante (principalement leur savoir-faire technologique) et à leur position dominante (principalement leur savoir-faire technologique) et à leur position dominante (principalement leur savoir-faire technologique).

LA VOLONTÉ DES FAITS...

L'INFLATION!

VEUT-IL
CARTE
EN

CERAN

RAJEUNIR LE FUTUR!

Produit de la recherche scientifique pour la jeunesse.

Le Ceran est un produit de la recherche scientifique pour la jeunesse. Il agit sur le système endocrinien et sur le système nerveux, favorisant ainsi le développement physique et mental de l'enfant.

Le Ceran est un produit de la recherche scientifique pour la jeunesse. Il agit sur le système endocrinien et sur le système nerveux, favorisant ainsi le développement physique et mental de l'enfant.



Peut-on savourer de la belle musique dans un fauteuil inconfortable?

La direction de Swissair – qui comprend d'ailleurs plus d'un mélomane – a estimé que les écouteurs Sennheiser Stéreo offerts gracieusement en première classe de nos gros porteurs devaient être à la hauteur de nos programmes musicaux. Il convenait dès lors de prévoir des sièges qui soient à la hauteur de nos programmes musicaux, de nos écouteurs et de notre réputation.

Nous avons donc installé à bord de nos DC-10-30 des fauteuils dont le dossier et le siège sont réglables et dont le repose-pieds s'adapte à la longueur des jambes et se soulève par simple pression sur une touche. Afin de savourer Ravel et Händel, Sinatra et Martin, Miller et Basie dans des conditions idéales: allongé. (Pour que nos passagers en classe économique ne se sentent pas désavantagés, qu'il nous soit permis de leur rappeler que Swissair met gracieusement à leur disposition d'excellents écouteurs et, qu'en outre, ils jouissent de davantage d'espace et de confort à bord de nos appareils: n'ont-ils pas un siège de moins par rangée que sur la plupart des compagnies?)

Et puisque ce fauteuil stéréophonique de luxe est à tel point renversant qu'il n'a plus rien de commun avec un siège traditionnel d'avion, Swissair a dû lui trouver un nom: Sky Dreamer. - Voilà qui fait rêver.

Quand, pour où et combien de fois vous pouvez savourer notre Sky Dreamer, autant de renseignements que Swissair ou votre agence de voyages se fera un plaisir de vous fournir.

গণ্ডে

UNE PROPOSTE

Exposition universelle
simultanément

[illegible][illegible]

1. The first part of the document is a list of names and their corresponding dates. The names are: "John", "Mary", "James", "Elizabeth", "Thomas", "Sarah", "Michael", "David", "William", "Margaret", "Charles", "Anna", "George", "Catherine", "Robert", "Helen", "Edward", "Mary", "John", "Elizabeth", "Thomas", "Sarah", "Michael", "David", "William", "Margaret", "Charles", "Anna", "George", "Catherine", "Robert", "Helen", "Edward". The dates are: "1890", "1891", "1892", "1893", "1894", "1895", "1896", "1897", "1898", "1899", "1900", "1901", "1902", "1903", "1904", "1905", "1906", "1907", "1908", "1909", "1910", "1911", "1912", "1913", "1914", "1915", "1916", "1917", "1918", "1919", "1920", "1921", "1922", "1923", "1924", "1925", "1926", "1927", "1928", "1929", "1930", "1931", "1932", "1933", "1934", "1935", "1936", "1937", "1938", "1939", "1940", "1941", "1942", "1943", "1944", "1945", "1946", "1947", "1948", "1949", "1950", "1951", "1952", "1953", "1954", "1955", "1956", "1957", "1958", "1959", "1960", "1961", "1962", "1963", "1964", "1965", "1966", "1967", "1968", "1969", "1970", "1971", "1972", "1973", "1974", "1975", "1976", "1977", "1978", "1979", "1980", "1981", "1982", "1983", "1984", "1985", "1986", "1987", "1988", "1989", "1990", "1991", "1992", "1993", "1994", "1995", "1996", "1997", "1998", "1999", "2000", "2001", "2002", "2003", "2004", "2005", "2006", "2007", "2008", "2009", "2010", "2011", "2012", "2013", "2014", "2015", "2016", "2017", "2018", "2019", "2020", "2021", "2022", "2023", "2024", "2025", "2026", "2027", "2028", "2029", "2030", "2031", "2032", "2033", "2034", "2035", "2036", "2037", "2038", "2039", "2040", "2041", "2042", "2043", "2044", "2045", "2046", "2047", "2048", "2049", "2050", "2051", "2052", "2053", "2054", "2055", "2056", "2057", "2058", "2059", "2060", "2061", "2062", "2063", "2064", "2065", "2066", "2067", "2068", "2069", "2070", "2071", "2072", "2073", "2074", "2075", "2076", "2077", "2078", "2079", "2080", "2081", "2082", "2083", "2084", "2085", "2086", "2087", "2088", "2089", "2090", "2091", "2092", "2093", "2094", "2095", "2096", "2097", "2098", "2099", "2100".

CHINA

LEF

dep
dějã

IN



Le Monde

régions

UNE PROPOSITION AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

L'exposition universelle de 1989 pourrait être organisée simultanément dans plusieurs régions de France

Lille, de France, le Nord, les rivages de l'Atlantique et le Languedoc-Roussillon seront les points d'ancrage de la prochaine exposition universelle, qui devrait être organisée en 1989, comme vient de l'annoncer le président de la République (« Le Monde » du 28 septembre). C'est du moins la proposition que formule le rapport rédigé par un groupe de travail présidé par M. Robert Bortoloz, ancien président du Centre Georges-Pompidou et

ancien commissaire général du pavillon français à Montréal, sur l'organisation d'une telle manifestation en France. Ce rapport a été transmis à M. François Mitterrand par M. Jack Lang, ministre de la culture. C'est, en effet, le 3 décembre prochain que le Bureau international des expositions, dont le siège est à Paris, doit annoncer le nom du pays qui organisera la prochaine exposition universelle.

C'est en juillet 1978 que l'association Expo'89, présidée par M. Robert Bortoloz, et qui compte dans ses rangs M. Roger Tallon, architecte, François Maury, conservateur en chef de musées, et Claude Hottel, conseiller référendaire à la Cour des Comptes et, aujourd'hui, chargé de mission au cabinet de M. Lang, lance l'idée d'organiser une exposition universelle, au mois de novembre de la même année, après une réunion de travail à laquelle participaient MM. Paul Delcroix, Jean-Pierre Poncelet et Robert Bortoloz, la décision fut prise de proposer au président de la République l'organisation en 1989 d'une exposition sur le thème de « l'ouverture sur le troisième millénaire ». Le 15 novembre, cette proposition est remise à Valéry Giscard d'Estaing, alors au gouvernement, et l'annonce d'organiser « l'exposition de l'an 2000 », en l'an 2000.

L'association ne se tient pas pour battue. Elle intervient auprès de M. René Monory, ministre de l'économie, et lui propose d'envisager une autre exposition qui aurait lieu toujours en 1989 et serait une sorte de réédition de l'exposition des arts décoratifs de 1905. Le ministre donne son accord. L'association commence aussitôt une vaste proposition, rédige un rapport et le transmet à l'Élysée. Aucune réponse ne sera donnée à ces nouvelles propositions.

Arrive le 10 mai. M. Marcel Dassault affirme à la tribune de l'Assemblée nationale : « Une exposition universelle, c'est cinquante millions de clients étrangers qui croqueront en France des produits. Si une exposition,

ancien commissaire général du pavillon français à Montréal, sur l'organisation d'une telle manifestation en France. Ce rapport a été transmis à M. François Mitterrand par M. Jack Lang, ministre de la culture. C'est, en effet, le 3 décembre prochain que le Bureau international des expositions, dont le siège est à Paris, doit annoncer le nom du pays qui organisera la prochaine exposition universelle.

C'est en juillet 1978 que l'association Expo'89, présidée par M. Robert Bortoloz, et qui compte dans ses rangs M. Roger Tallon, architecte, François Maury, conservateur en chef de musées, et Claude Hottel, conseiller référendaire à la Cour des Comptes et, aujourd'hui, chargé de mission au cabinet de M. Lang, lance l'idée d'organiser une exposition universelle, au mois de novembre de la même année, après une réunion de travail à laquelle participaient MM. Paul Delcroix, Jean-Pierre Poncelet et Robert Bortoloz, la décision fut prise de proposer au président de la République l'organisation en 1989 d'une exposition sur le thème de « l'ouverture sur le troisième millénaire ». Le 15 novembre, cette proposition est remise à Valéry Giscard d'Estaing, alors au gouvernement, et l'annonce d'organiser « l'exposition de l'an 2000 », en l'an 2000.

ou laisse des souvenirs ». C'est vital.

Celle de 1978 nous a légué le Trocadéro ; celle de 1989, la tour Eiffel et celle de 1990, pour laquelle déboulent les travaux de construction de la première ligne de métro, le pont Alexandre III, le Petit et le Grand Palais, la capitale renoue avec sa cour de ses dernières années à ces grandes manifestations, elle n'en organise pas moins d'autres expositions, comme celle des arts décoratifs, l'exposition orientale en 1951, dont le souvenir subsiste dans le bois de Vincennes avec le vieux musée des colonies (devenu Musée des arts africains et océaniques), et l'exposition des arts et techniques en 1937 à l'occasion de laquelle fut inauguré le palais de Chaillot. Ces grandes rencontres internationales sont des « expositions spécialisées » et non universelles, comme celles qui furent organisées à Bruxelles en 1958 et à Montréal en 1967.

« Droits de l'homme... »

Droits du progrès

Le projet présenté au président de la République propose comme thème de la future exposition, coïncidant avec le bicentenaire de la Révolution française, « Droits de l'homme... Droits du progrès ». Cette manifestation durerait six mois, d'avril à septembre 1989. Soixante à quatre-vingt millions de visiteurs seraient attendus et pourraient participer aux dix cents à mille colloques ou congrès organisés à cet effet. Selon Valéry Giscard d'Estaing, c'est près de 15 milliards qui tomberaient ainsi dans les caisses de l'État à la fin de l'exposition, « sans compter, affirme M. Bortoloz, la création de

milliers d'emplois et de millions d'heures de travail ».

La prochaine exposition universelle, estime le rapport remis au président de la République, ne doit plus être organisée en un lieu unique mais être répartie sur plusieurs sites dispersés sur l'ensemble du pays. « En effet, ce serait la France, toute la France et pas seulement Paris, cette dernière capitale internationale, qui recevrait le monde », souligne avec quelque emphase le rapport. Le visiteur pourrait donc trouver en 1989 une exposition universelle répartie entre la mer du Nord, l'Atlantique et la Méditerranée. Des pavillons seraient installés en région parisienne, notamment à Marne-la-Vallée sur 150 hectares et à Nanterre-le-Defense sur 225 hectares. Cette partie de l'expo aurait des manifestations dans le Centre Pompidou, à La Villette et à Bercy. Un pavillon historique serait aussi ouvert au Champ-de-Mars et consacré aux grandes heures de la Révolution. Trois grandes manifestations seraient organisées en province : « l'avenir de la vie urbaine », autour de Lille et d'Arras, « l'écologie et le devenir de l'homme », dans la région de Nantes et de La Rochelle et « vers une civilisation des loisirs », à proximité de la cité méditerranéenne entre Perpignan et Marseille.

La question se pose de savoir si l'on peut, à ce point, désorganiser une exposition universelle. Les pays représentés accepteraient-ils de se disperser dans plusieurs régions ? Les municipalités intéressées seraient-elles disposées à faire les investissements nécessaires ? Le rapport Bortoloz ouvre un débat qui est loin d'être terminé.

J. P.

FAITS ET PROJETS

MANIFESTATIONS

A GOLFECH ET A CROOZ.

Quelles sont les conditions de son par les communes, qui les environnent, les communes de Crooz en projet continuent de susciter une certaine agitation. Ainsi, dans la région Centre, nous correspondons à Toulouse, plus d'un millier de personnes ont conseillé aux portes de la ville, samedi 31 octobre, les quarante marcheurs antiracistes partis de Golfech, dans le Tarn-et-Garonne, quelques jours plus tôt. Après avoir défilé dans le calme une délégation a été reçue par M. Alex Raymond, président du conseil régional et député (C.R.) de la Haute-Garonne. M. Raymond a indiqué que des élections seraient organisées les 6 et 7 novembre prochain avec les organisations concernées. Puis le conseil régional, qui par deux fois a déjà exprimé son hostilité au projet, se réunira pour un nouveau vote.

A Crooz, dans les Ardennes, une centaine de personnes, appartenant à différentes associations opposées à la construction d'une nouvelle centrale, ont également manifesté samedi. Une délégation a été reçue par le directeur de la centrale actuellement en service, et lui a remis un questionnaire détaillé sur les incidents et accidents survenus aux installations depuis 1967 ainsi que sur l'état de santé des habitants de la région.

L'INDRE VEUT ÊTRE

RATTACHÉ AU LIMOUSIN

Le conseil général de l'Indre a, la semaine dernière, demandé officiellement que le département soit rattaché à la région Centre pour être rattaché à la région Limousin. Cette demande, présentée par M. André Laligot, le président, socialiste, du conseil général de l'Indre, a été adoptée à l'unanimité.

La région Centre, dit le vœu voté à cette fin, qui est une des plus grandes régions de France, ne s'appuie sur aucune identité culturelle et sociologique, géographique, ou même géographique. Elle est composée de six départements très différents, dont la position, les préoccupations et les perspectives s'écarteront de plus en plus. Ces différences se

traduisent dans la réalité par des inégalités graves entre les départements. Le département de l'Indre voit chaque année sa population diminuer, alors que la région Centre a connu, entre 1970 et 1969, la plus forte croissance démographique des régions françaises.

Les élus du Limousin paraissent accueillir favorablement cette demande. En revanche, on a noté la réaction du conseil général du Cher qui fait partie de la région Centre et qui, le 27 octobre, à Bourges, s'est « indigné » d'une telle initiative. — (Corresp.)

MOINS D'ACCIDENTS

SUR LES ROUTES.

Le ministère de l'intérieur vient de publier les statistiques concernant les accidents de la circulation en 1980.

Le nombre officiel des accidents (248 469) est en légère diminution par rapport à 1979 (253 208), soit -1,9 %. Le nombre des tués a augmenté très faiblement : 12 543 (12 486 en 1979) ; le nombre des blessés diminue : 339 632 (347 918 en 1979).

Dans le même temps, le trafic automobile s'est accru de 2,5 % sur l'ensemble du réseau routier de part automobile comprise 21 000 000 véhicules (19 818 000 en 1979).

Dans les grandes villes, le nombre de conducteurs et passagers motorisés a diminué, mais, dans les zones rurales, la diminution est surtout sensible chez les conducteurs et passagers de cyclo-moteurs.

La principale cause des accidents corporels est l'insécurité de la priorité (17,80 %), vient ensuite la vitesse excessive (13,51 %), puis les infractions commises par les piétons (4,49 %), enfin la conduite en état d'ivresse (4,81 %).

UN T.G.V. DE L'EST ?

Les infrastructures de transport sont un élément du bien-être social. Partant de ce constat, cent soixante-dix élus locaux et régionaux des vingt et un départements du Conseil de l'Europe, réunis à R.D.P. ont discuté, les 15 et 16 octobre, la deuxième session des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (le Monde du 1er et 2 novembre), ont souligné la nécessité d'une véritable coordination des politiques nationales dans ce domaine.

Ce débat a été l'occasion de rappeler du projet européen de Strasbourg. Le rapport adopté par la conférence, demande un effort particulier pour la desserte de cette ville. M. Chomel, maire socialiste de Nantes, le rapporteur, a préconisé une « liaison européenne » du dossier Europe, liaison ferroviaire-rapide reliant entre elles les villes de Bruxelles, Luxembourg, Strasbourg, Bâle et Genève. M. Chomel insiste en outre sur le fait que la région Centre, favorable à l'idée d'un T.G.V. de l'Est qui permettrait à partir de Paris de gagner Strasbourg avec la même rapidité que par l'air.

La conférence a demandé le rattachement du réseau autoroutier français et allemand par un pont autoroutier au sud de Strasbourg et la prolongation de cet axe vers Paris via Nancy (Vance Nord-Sud et l'achèvement du canal grand gabarit Rhin-Rhône). — (A.P.)

NOUVEAUX TROLLEYBUS

A NANCY.

La semaine dernière ont été livrés à Nancy les premiers trolleybus de la ligne de tramway de la ville de Nancy, qui sera mise en service en octobre 1982, et est assurée par Renault-Véhicules Industriels.

Ce véhicule est équipé de deux moteurs interdépendants : un moteur électrique de 168 kilowatts et un moteur Diesel de 220 ch. C'est autour du trolleybus électrique qui sera utilisé avec des innovations notables. Les performances en mode de véhicule de 11,40 m de long pour un poids total en charge de 27 tonnes sont : 45 kilomètres/heure en rampe de 4 %, 35 kilomètres/heure à 0 %, 25 kilomètres/heure à 10 %. La consommation sera réduite par deux estimes techniques : les véhicules électriques fourniront une partie de l'énergie nécessaire aux véhicules moteurs, et l'énergie habituellement consommée au démarrage sera récupérée. Cette consommation sera très avantageusement étudiée par un poste de commande centralisée. Lorsque le trolleybus est arrêté, le poste de commande de l'électricité achetée par abonnement à R.D.P. sera fermé, les trolleybus utiliseront alors leur moteur Diesel. En octobre 1982, lors de la mise en exploitation des deux premières lignes, quarante-huit trolleybus seront livrés de ce genre seront livrés à Nancy. — (Corresp.)

L'EFFET DE LA VOLONTÉ...

depuis
déjà 2 mois

INFLATION ZERO

JUSQU'À 1982

LES FAITS ONT LEUR LOGIQUE PROPRE. ILS SONT TÊTUS, TÊTUS COMME L'INFLATION. TÊTUS COMME LE FLOT DES AUGMENTATIONS QUI TOUCHENT LES PRODUITS DE GRANDES CONSOMMATIONS ET LES SERVICES. SI LES FAITS ONT LEUR VOLONTÉ, NOUS AVONS AUSSI LA NOTRE ET ELLE PRÉVAUT. AUSSI DEPUIS LE 7 SEPTEMBRE ET JUSQU'AU 1^{er} JANVIER 1982 LES 350

MOUSQUETAIRES INTERMARCHÉ GARANTISSENT LES PRIX SUR 1 000 PRODUITS DE CONSOMMATION COURANTE. 1 000 PRIX GARANTIS CLAIREMENT RÉPERTORIÉS DANS LE NOUVEAU INDICATEUR INTERMARCHÉ C'EST L'EFFET DE LA VOLONTÉ D'UN GROUPE D'HOMMES, C'EST INFLATION ZÉRO.



INTERMARCHÉ

Les Mousquetaires de la Distribution

Dix ans de travaux

La reconquête de l'Est

Réponses

Quand je passe porte des Ternes...



Fous et criminels

PAGE IV.

L'informatique face au vide juridique

PAGE VII.

AUJOURD'HUI • Signes : les nouveaux Janus (III) ; Laboratoire : l'écologie en actes à Gradignan ; Croquis (V) ; Imagination : élevage collectif dans les Pyrénées ; La vie en rose : les femmes de ménage de La Rochelle (VI).

DEMAIN • L'informatique face au vide juridique (VII) ; Vidéo : images en stock ; Crible (VIII).

ÉTRANGER • Laos : Vientiane, une capitale pauvre ; Reflets du monde (IX) ; Québec : villes à vendre (X).

CHRONOLOGIE • Octobre 1981 dans le monde (XI).

CLEFS • Les colonies exposées (XII) ; Théâtre : Robert Abirached et les machines déviantes ; L'archipel et le continent (XIII) ; Publicité : l'esprit des lois ; Actuelles (XIV) ; Poésie : Claude Royet-Journoud ; Généalogie : congrès à lettres (XV).

NOUVELLE • Le voyage à Paris, par Catherine Decoux (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11439 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 8 NOVEMBRE 1981

Le Monde

DIMANCHE

Manifeste pour réconcilier le pouvoir et l'avant-garde

Des écrivains, des peintres, des musiciens, des architectes, des acteurs... ont décidé de réunir des États généraux de la culture pour proposer au gouvernement de créer de « nouveaux espaces culturels » consacrés à la création. L'un des animateurs du mouvement explique pourquoi cette « utopie séculaire » peut devenir réalité.

JEAN-JACQUES LEBEL

AUCUN discours politique ou poétique n'a jamais pu coller exactement à la réalité des faits, mais certains discours sont moins mensongers que d'autres, et c'est parce qu'elle a cru à l'un de ces discours-là que la majorité des Français a voté pour les socialistes. Aujourd'hui, les rieurs professionnels poussent leur rengaine : « Plus ça change, plus c'est la même chose ». Il aurait fallu que leur soit livrée, clef en main, sans qu'ils aient levé le petit doigt, une société entièrement neuve. Et il y a ceux ou celles qui ont compris qu'il dépendait directement d'eux que la société existante se transforme ou bico sombre dans le marasme. Ceux-là et celles-là ont perçu l'abolition de la peine de mort comme le signe irréfutable que quelque chose d'essentiel — pas TOUT, bien sûr — avait déjà commencé à changer.

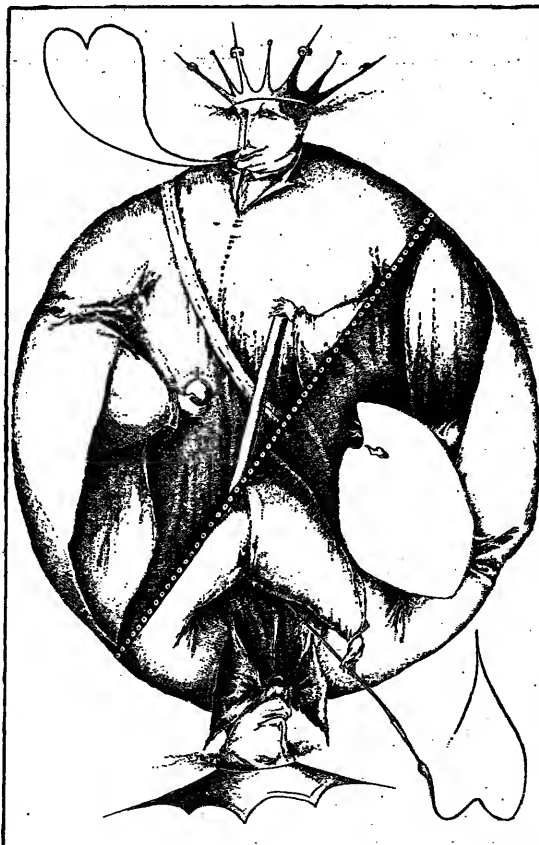
Cela ne signifie pas que la crise aiguë, terminale ou passagère, du capitalisme industriel puisse être jugulée par quelques mesures réformatrices, loin de là. Cela voudrait plutôt dire qu'il est devenu possible de lutter efficacement pour décoloniser la vie quotidienne et pour que les espaces sociaux qui ont été confiés ou délaissés aux simples citoyens sous l'ancien régime leur soient rendus. Il n'est pas « fou » de lutter pour que les villes reviennent à leurs habitants — trop souvent expulsés pour faire place à la spéculation immobilière — des lors qu'on a Lartès ou à Plogoff le pouvoir arbitré en faveur des habitants de ces lieux, contre l'arrogance et contre l'E.D.F. Le nouveau gouvernement a cessé de chanter les louanges de l'initiative individuelle ou collective, notamment à propos de la vie associative à laquelle il semble accorder une fonction dynamique, qui devrait faire passer de l'apathie de l'administration.

Il ne fait plus de doute que le président de la République et la plupart des membres de l'actuel gouvernement tiennent à mettre fin à la guerre que le régime présidentiel faisait à la liberté de création, à la liberté tout court. Ils en appellent à la créativité de tous, de telle façon que l'invention de nouveaux modes de production et de diffusion, la mise en place de dispositifs culturels neufs, ne semblent plus relever uniquement d'un rêve impossible. Le discours du pouvoir ne se pose plus en ennemi juré de l'utopie socialiste-libertaire que tout créateur digne de ce nom porte en lui.

C'est à Lauréat qu'on doit le programme politique des États généraux : « Le poète doit être fait par tous et non par un (1) ». Et un des premiers architectes de la cité idéale fut Claude-Nicolas Ledoux sans oublier Charles Fourier et les saint-simoniens. Et voilà que cette utopie séculaire n'est plus reléguée au rayon des suppléments d'âme et des slogans désuets. Le pouvoir socialiste semble vouloir adopter à l'égard de la création une attitude diamétralement opposée au souverain mépris qui a caractérisé le pouvoir giscardien. Le refus de l'art officiel et de la culture d'État — toujours synonymes de médiocrité sous n'importe quel régime — atteste que le pluralisme culturel va enfin pouvoir prendre un essor réel. La recherche artistique devra désormais être encouragée au même titre que la recherche scientifique. Les philosophes et les artistes qui, pour protéger du multiple, vivent quotidiennement en conflit avec l'un — l'État, l'Église, l'administration... — au-

(1) Les États généraux de la culture sont un mouvement composé d'écrivains, de peintres, de musiciens, de danseurs, d'architectes de genre du théâtre ou de cinéma. Sa première séance plénière s'est déroulée à Paris, à l'École supérieure d'architecture, le 13 juin 1981. Deux cent cinquante artistes et intellectuels y ont participé. Les États généraux du Sud se sont réunis le 31 octobre, à Marseille, au Théâtre de la Criée.

Écrire aux États généraux de la culture, C/O Stock 2, 14, rue de l'Anconne-Comédie, 75006 Paris.



ALAIN LETORT

raient tort de ne pas s'intéresser de très près à la bataille contre les structures et les mentalités féodales.

Les organisateurs des États généraux de la culture ont, pour leur part, relevé ce défi historique. Complètement indépendants des partis et des syndicats, ces écrivains et artistes ont peu suspecté de servilité à l'égard de quelque instance suprême que ce soit — ils ont tous, depuis toujours, pendant la guerre l'Algérie, mais dès ou depuis, pris physiquement position pour la liberté. Ils ont décidé, une fois de plus, de mettre la main à la pâte.

D'ores et déjà, une pléiade de groupes de travail et d'action s'est constituée. La commission danse est en pleine effervescence de même que le groupe musées, qui a réactualisé son remarquable rapport, datant de 1977, sur la faillite des institutions culturelles et sur les moyens d'y remédier. Toutes sortes d'associations naissent, prennent contact, se fédèrent et entreprennent des actions concrètes. La musique, la peinture, la poésie, le théâtre, la photographie, le cinéma, les écomusées, la vidéo, la radio se revitalisent mutuellement. La littérature au féminin, les établissements scolaires alternatifs, les revues dites d'avant-garde... Cela commence à bouger de toutes parts. Individuellement ou déjà regroupés en associations multiprofessionnelles, créateurs ou bien gestionnaires déjà responsables de comités d'entreprise, de théâtres ou de publications, chacun avec son énergie et son désir spécifiques entre dans la composition de ce mouvement d'ensemble.

Quelles réactions ce mouvement provoque-t-il ? Négatives du côté du vieux establishment culturel, où les féodaux de gauche et les féodaux de droite, tous conservateurs, s'accrochent à saboter les efforts de ceux qu'ils jugent trop romanesques. Positives du côté du public, c'est-à-dire des « usagers », qui a tout à gagner d'une modernisation des équipements collectifs, d'un changement de mentalité et d'une transformation qualitative des rapports qu'ils entretiennent avec l'art en tant qu'objet de délectation. Positives aussi, du côté du nouveau pouvoir politique, ainsi qu'un l'a constaté en écoutant MM. François Mitterrand et Jack Lang, qui cherchent intelligemment à s'allier aux forces vives de la culture, alors que leurs prédécesseurs s'étaient contentés de la caution intellectuelle de quelques laquais, quelques mandarins et quelques zombies académiques. C'est plus qu'une nuance, c'est un saut qualitatif. Le nouveau pouvoir socialiste voudrait-il et pourrait-il se défaire du conservatisme inhérent à la culture dominante, y compris dans les bastions institutionnels de la gauche ? Cela dépendra autant de nous tous que de lui.

Aux États généraux de la culture, en tout cas, il y a une volonté délibérée de renouer avec l'esprit de 89, avec la gaulette du Père Dubeuse, avec la démocratie directe. Le propos n'est pas le même que celui des États généraux du cinéma de 1968, ni des États généraux de la philosophie, qui ne concernaient que la défense de catégories professionnelles détrempées. D'autres États généraux de type corporatiste, plutôt intéressants d'ailleurs, ont eu lieu en plusieurs régions, et, l'été dernier, il y a eu au Festival d'Avignon des rencontres théâtrales. Ces différents travaux ont tous buté sur le même obstacle : le pouvoir exorbitant des énarques et, pour tout dire, la dictature bureaucratique exercée par les fonctionnaires (ministériels, régionaux, municipaux ou autres) sur la création. La suradministration est le trait caractéristique de la situation coloniale. C'est ainsi que s'instaure toujours la dépendance, financière autant que politique, qui maintient les peuples et les individus en esclavage. Inutile de souligner en quoi ce dispositif colonial est incompatible avec les notions de socialisme et de liberté.

(Lire la suite page XIV.)



J.E. MAGNUM

Signes

Les nouveaux Janus

par FRÉDÉRIC GAUSSEN

EN bouleversant le paysage politique, les dernières élections ont soudain fait comprendre que — silencieusement mais profondément — la société française avait bougé.

Comment s'est fait ce changement ? Quels ressorts profonds de la société ont été à ce point modifiés ? La lecture du volume *Français, qui êtes-vous ?*, publié par la Documentation française sous la direction de Jean-Daniel Reynaud et Yves Grafmeyer, permet de s'en faire une idée (1). L'une des constatations principales qui s'en dégage est que nous avons assisté à un démantèlement progressif des blocs qui, pendant longtemps, ont figé la société française. Notre pays se caractérise par l'ampleur des distances qui séparent les individus, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent : patrons et ouvriers, bourgeois et paysans, catholiques et libres penseurs, hommes et femmes... Ces distinctions existent toujours, mais elles se sont réduites. La rigidité ancienne a fait place à une fluidité relative. Les individus sont de moins en moins conditionnés par une appartenance unique, par une étiquette. Ils reçoivent d'influences multiples, vivent simultanément dans des univers naguère antagonistes. Ils refusent de se voir imposer les normes et les interdits d'un groupe. En voici quelques exemples.

RATS DES VILLES ET RATS DES CHAMPS. Après avoir été un pays essentiellement agricole, la France a connu la « fin des paysans ». Cette mutation a créé une agitation des destins individuels qui, vue avec un peu de recul, donne le vertige. Une frange de mouvement a saisi ce peuple qui a la réputation d'être casanier. De 1960 à 1975, un Français sur trois a changé de commune et près d'un sur dix a changé de région. Villages abandonnés, régions déséquilibrées, villes hypertrophiées... Tout cela est connu. Mais ces migrations accélérées entraînent pas pour autant une mutation biologique des rats des champs en rats des villes. Les anciens paysans

installés en ville conservent des attaches rurales. Beaucoup gardent des comportements, des modes de vie, des façons de se souvenir qui sont ceux de la campagne. Et une fois à la retraite, ils retournent au village.

En même temps, le thème de la nature n'a jamais été aussi vivant. Les gens des villes aspirent à avoir leur jardin et à cultiver leurs légumes. Sortis de leur bureau ou de leur usine, ils aiment retrouver le soir l'odeur de la terre ; pour le week-end et les vacances, ils sont heureux de rendre visite aux parents restés à la ferme.

Emportés par la vague écologique, jeunes et moins jeunes rêvent de retour aux champs. Les « néo-ruraux » prennent la relève des paysans et tentent de redonner vie aux terres délaissées. Dans les villages, les « résidents secondaires » côtoient les agriculteurs et le dialogue s'échauffe tant bien que mal. Par-dessus les murs ou les haies, les uns et les autres s'épient, se défient — puis se copient. Le mode de vie des ruraux ressemble de plus en plus à celui des « urbains ». On fait les courses dans les mêmes magasins, on achète les mêmes produits, on vit dans les mêmes meubles et on utilise les mêmes appareils ménagers.

Ainsi le vieil antagonisme entre gens des villes et paysans s'estompe. Ce rapprochement se retrouvera lors des scrutins électoraux, les différences entre circonscriptions rurales et urbaines se faisant moins tranchées.

CELUI QUI CROYAIT AU CIEL ET CELUI QUI N'Y CROYAIT PAS. Tout au long de la III^e République, l'Eglise s'est efforcée d'encadrer la société catholique dans un réseau d'institutions (écoles, associations, groupements professionnels...). Il fallait préserver la spécificité des catholiques face à l'Etat républicain et leur permettre de résister aux influences corrosives des courants libres penseurs. Cette organisation a été d'une remarquable efficacité, l'appartenance au catholicisme engendrant des comportements typés dans tous les domaines de la vie personnelle, professionnelle et politique. Aujourd'hui encore, le fait de se désigner comme catholique est dans les

thologique elle-même a profondément évolué, mettant l'accent sur la pédagogie plus que sur la transmission de la foi.

Ainsi la « contre-société » catholique n'est plus si étanche ; s'ouvrant sur l'extérieur, elle a été soumise à des influences divergentes ; elle a cessé d'être pour ses membres le seul refuge, la référence exclusive.

OUVRIERS ET BOURGEOIS. Autre « contre-société » de la France d'hier fortement échanlée : le prolétariat. Longtemps les ouvriers se sont considérés comme des exclus. Soumis à l'éternelle oppression du capital et de la bourgeoisie, ils se voyaient condamnés à arracher par la lutte les moyens élémentaires de la survie et de la dignité. Ce sentiment de marginalité collective est loin d'avoir disparu, mais la classe ouvrière a été ébranlée par l'évolution technologique. Une partie a été entraînée par l'essor industriel. Hantement qualifiée, bien organisée et bien rémunérée, les ouvriers des secteurs de pointe et des grandes entreprises industrielles se rapprochent, par leur niveau de vie et leurs aspirations, de la moyenne bourgeoisie. Parallèlement à cette évolution, une autre partie de la classe ouvrière connaît une situation de plus en plus précaire, subissant de plein fouet les aléas du développement capitaliste (immigrés, femmes temporaires, femmes pauvres, sans formation de la ferme à l'usine...).

Malgré tout, l'emprise de l'Eglise sur les individus s'est considérablement relâchée. Bien des catholiques ne sont nullement prêts à suivre ses injonctions (pour la contraception, par exemple). On a vu les responsables des mouvements d'action catholique — en particulier chez les jeunes — entrer en rébellion contre la hiérarchie. Nombre d'entre eux ont joué un rôle important dans les mouvements politiques et syndicaux de gauche (surtout à la C.F.D.T. et au P.S.).

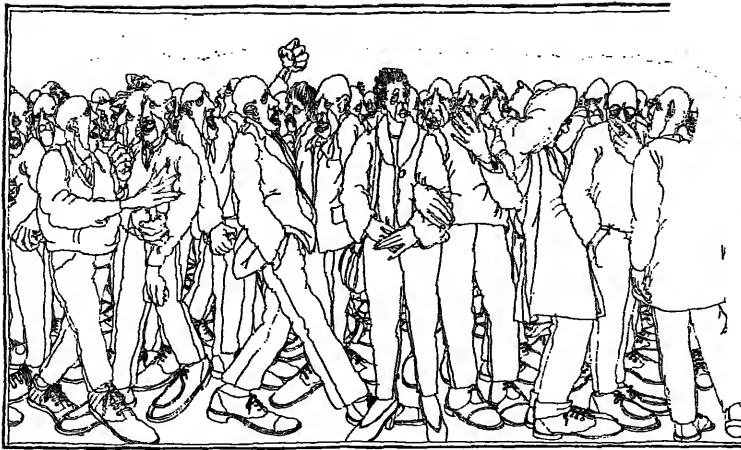
La jeunesse agricole chrétienne a contribué de façon déterminante à la modernisation de l'agriculture française — entraînant une rupture avec l'idéologie conservatrice qui triomphait dans les campagnes sous l'emprise des notables locaux. L'école ca-

tholique, les familles spirituelles et idéologiques existent toujours. Mais leur cohérence interne est moins grande et leur emprise sur les individus en déclin.

Les mouvements en profondeur de la société française ont conduit au changement politique. Le parti socialiste a été l'expression de cette adhésion socio-politique, de cette nouvelle société française à la fois plus fluide et plus solidaire, travaillée par ce lent processus de fusion. Ses divergences internes et ses hésitations reflètent les contradictions de ses composantes sociales, attachées à l'héritage d'une vieille civilisation et avides d'accéder à la modernité. Elles montrent qu'un mouvement de cette ampleur ne peut se faire qu'à un rythme mesuré, par quinquennats progressifs. Les Français ne veulent ni être coupés de leur passé, ni être frustrés de leur avenir.

Mais l'avènement de cette société de masse, organisée autour d'une classe moyenne ascendante et majoritaire, s'accompagne d'une marginalisation progressive de catégories sociales fragiles — sous-prolétaires, chômeurs, jeunes en rupture, handicapés — de moins en moins représentées par les grandes organisations politiques, syndicales et culturelles. C'est dans ces zones périphériques que se trouvent sans doute les plus grands risques de fracture. L'exemple d'autres démocraties occidentales nous montre que l'unitarisme est un rêve. Les collectivités apparemment les plus unies peuvent aussi produire des situations de violence. Le désespoir gèle les exclus du progrès, les réfractaires ou les traîtres qui ne parviennent pas — ou qui se refusent — à suivre le cortège. Que la société française parvienne de plus en plus à chasser à l'union ne doit pas rendre sourd aux discordances et aux appels au secours des solitaires.

(1) *Français qui êtes-vous ? Des mots et des chiffres.* La Documentation française, 635 pages. Ce livre est composé de quatre tomes et un article de sociologie, d'économie, d'histoire, d'organisations, de quatre grands thèmes : « Classes, castes et territoires », « L'entreprise et les relations sociales », « Institutions et mœurs », « Education et vie intellectuelle », ainsi que de nombreux tableaux statistiques.



Y.H.

AUJOURD'HUI

Fous et criminels

Environ neuf cents non-lieux sont prononcés chaque année envers des criminels ou des délinquants ayant agi « en état de démence ». Que deviennent-ils ?

MIREILLE DEBARD

L'ATTENTE en prison depuis des semaines, des mois. Un jour, un inconnu se présente. Il est psychiâtre. Un entretien d'une heure, parfois moins. Quelques feuillets dactylographiés. Décisifs. C'est l'expertise psychiatrique. Sa fonction : « classer les « fous » des « criminels »... »

« Il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister », dit l'article 64 du code pénal depuis 1810 (1).

Peu à peu, la mission de l'expert psychiâtre s'étendait. En 1905, la circulaire Chammis introduisait une nouvelle question : l'expert doit dire si « la responsabilité du sujet est atténuée ».

En 1958, le code de procédure pénale en ajoutait trois autres : le sujet présente-t-il un état dangereux ? Est-il accessible à une sanction pénale ? Est-il curable ou réadaptable ? Des notions si juridiques ni psychiatriques, mais disciplinaires », selon Michel Foucault (2). Désormais, l'expert intervient aussi sur la sanction pour la moduler, la prolonger par différentes prises en charge, la renforcer.

Prostré

Fou ? Pas fou ? Demi-fou ? Nommés généralement par deux, les experts trancheront. « Il n'existe aucun repère clinique décisif permettant de classer en toute objectivité un individu dans le champ du pathologique ou dans celui du normal. Il en résulte que la décision de l'expert sera neuf fois sur dix entachée de considérations subjectives et dictée finalement par un jugement moral », écrit Michel Landry (3). Qu'advient-il de ceux qui, jugés « en état de démence », échappent à la justice ?

Macon, le 29 janvier 1981. Il est 23 heures environ. Les voix du procureur de la République, du juge d'instruction, du directeur départemental des polices urbaines s'arrêtent au

piéd d'un immeuble, à côté d'un car de police. Nicolas, trente ans, vient de tuer Sophie. Elle avait vingt ans. C'était sa compagne. Ils étaient rencontrés quelques années plus tôt dans un établissement psychiatrique. Ils étaient arrivés à Macon il y a quinze jours à peine. Chacuners isolés. Elle l'aurait. Il la soupçonnait de sorcellerie. Il lui a tiré une balle de carabine en plein cœur. Puis il l'a traitée par les pieds jusqu'au bas de l'escalier et l'a abandonnée nue sur le trottoir, ses vêtements de nuit remontés jusqu'aux aisselles. Deux témoins prévenaient le commissaire.

A l'arrivée des policiers, Nicolas apparaît à l'étage, dans le cadre lumineux de la porte-fenêtre. Venu d'un simple jean. Il descend, mains en l'air. Prostré. Le juge d'instruction l'interroge sur place. Le lendemain, le médecin psychiâtre l'examine à la maison d'arrêt. Il certifie que Nicolas n'est pas en état de supporter la détention. Le juge d'instruction le fait alors transférer pour expertise au centre médico-psychologique régional (C.M.P.R.) de la prison Saint-Paul à Lyon.

Le 3 mars, les experts rendent leur rapport. Nicolas était en état de démence au moment de l'action, au sens de l'article 64 du code pénal. Le juge d'instruction prononce un non-lieu. Il classe le dossier. Le procureur prévient le préfet de Saône-et-Loire qui ordonne un internement d'office, selon la loi de 1838. Fin mars, une ambulance vient cueillir Nicolas à la maison d'arrêt et le conduit à l'hôpital psychiatrique de la ville d'origine pour un temps indéterminé. C'est le processus habituel.

De moins en moins

Combien d'affaires semblables ? Chiffres du ministère de la justice : huit cent cinquante à neuf cent non-lieux prononcés chaque année en application de l'article 64. Environ deux cents par les cours d'appel de Paris et de Versailles, une soixantaine par celle d'Aix-en-Provence, nos trente par celle de Toulouse ou de Lyon... Après le non-lieu, l'internement d'office ne suit pas

obligatoirement. Le sujet que les experts ont jugé « pas estimé « dangereux pour l'ordre public ou pour lui-même » repartira tout simplement chez lui.

Parfois, rien d'officiel, mais un simple coup de téléphone, une liaison souple, et une « prise en charge » de secteur interviendra éventuellement dans des cas de délits minimes. Il semble qu'en bout de chaîne le nombre de condamnés à l'hôpital obligatoire s'amenuise encore. A titre indicatif, le service de réglementation des malades mentaux de la préfecture du Rhône a décidé pour l'année 1980 quatre placements d'office après application de l'article 64.

Mais, bien sûr, il faut tenir compte du chiffre noir : les affaires classées sans suite par le parquet et néanmoins assorties d'un placement d'office demandé par le maire ou le commissaire de police. Les infractions suivies de non-lieu qui ont cependant amené la famille du prévenu, voire une assistante sociale, à faire une demande de « placement volontaire » (c'est toujours un placement administratif régi par la loi de 1838, par conséquent contrôlé par le préfet). Enfin, les incidents internes aux hôpitaux — et pas toujours connus — régis par des mutations ou des mesures disciplinaires.

Depuis quelques années, les experts ont tendance, disent-ils, à « responsabiliser » davantage. C'est-à-dire à envoyer devant les tribunaux des prévenus qui, il y a dix ans à peine, auraient bénéficié d'un non-lieu. Le docteur Brousselle, chef de service à l'hôpital du Vinatier et le docteur Lamotte, médecin du centre médico-psychologique des prisons de Lyon, attribuent l'un et l'autre cette diminution des applications de l'article 64 à deux raisons. La première procède d'une réflexion criminologique qui conduit les experts à une démarche axée sur « le respect de l'identité du prévenu », qu'en admet capable de comprendre et de vouloir son acte.

La seconde découle de l'évolution de l'hôpital psychiatrique. L'asile est devenu « centre psychodéveloppement ». Il a ouvert ses portes. Il s'est construit sans murs. Il ressemble à une cité peuplée de vieillards et de calmes. On y vient de moins en moins contraint (4). Mais cette ouverture s'accompagne mal de la présence de délinquants un peu violents, un peu remuants, « qu'il faut maintenir ». Alors les experts, qui sont en même temps des praticiens, préfèrent les voir en prison plutôt que dans leur service. Une thèse de médecine soutienne récemment par M^{me} Agnès Pierikareh (5) confirme cette évolution : le nombre moyen annuel de non-lieux prononcés en application de l'article 64 dans le département des Pyrénées-Alpes était de 725 de 1966 à 1969, de 1,5 de 1970 à 1973 et de 1 à partir de 1974. Avec une diminution très nette depuis 1969 des non-lieux prononcés avec un diagnostic de « déséquilibre psychique ». L'application de l'article 64 est donc un fait exceptionnel.

Après le non-lieu, le « criminel » hospitalisé devient un « malade » comme les autres. La fin de l'internement ? A plus ou moins brève échéance. Décidée par le préfet, sur avis du médecin de l'hôpital, lorsque ce dernier aura évalué la guérison, ou tout au moins une amélioration telle que le malade puisse vivre à l'extérieur, sans trop de « risques ». Les critères de santé mentale ne sont pas les seuls retenus. Des internements peuvent être prolongés pour des raisons « d'ordre public ». Parfois, la famille ou le quartier s'opposent à une sortie à l'essai. Quant aux intéressés... Les uns s'évadent. D'autres, imaginant trop bien les difficultés de réinsertion après des années de mise à l'écart, s'installent à l'asile.

A vie

Toujours dans la thèse d'Agnès Pierikareh portant sur les 46 non-lieux (crimes et délits) prononcés au titre de l'article 64 de 1966 à 1978 dans le département des Pyrénées-Alpes, on relève que 24 personnes sont restées moins d'un an en hôpital psychiatrique ; 10 de un à trois ans ; 7 entre trois et dix ans ; 3 plus de dix ans.

Plus noir est le constat du docteur Jeanine Bosredon (6). A travers le livre de la loi d'un hôpital du Jura, elle a parcouru cent trente-cinq ans d'histoire, de 1838 à 1973. Sur 15 000 hospitalisations, seulement 91 hommes internés après un homicide ou une tentative d'homicide ; 39 ont quitté l'hôpital pour le domicile ; 21 ont été transférés dans un autre établissement ; 7 sont encore internés ; 3 récidivistes ont été réinternés, dont un par intermittence ! Quant aux autres, internés pour la plupart pour une tentative d'homicide, ils sont sortis au bout d'un séjour d'un mois dix ans et parfois beaucoup plus. Encore aujourd'hui, estime le docteur Bosredon, si l'auteur d'un meurtre placé après non-lieu dans un hôpital parisien a quelques chances d'être libéré un jour, intéressé dans certains hôpitaux de province, il ne sortira jamais.

Revanchard

Pour Charles, tout a commencé sur la place du village. Une bagarre avec le forgeron à propos d'un terrain qu'ils se disputaient. Charles s'était d'ailleurs relevé avec une épaule cassée. Son adversaire, indienne. La provocation était mutuelle. Mais Charles avait la réputation d'être violent et revanchard... donc dangereux. Le maire le fait interner aussitôt en placement d'office. L'histoire, qui aurait pu se terminer d'ordinaire avec une amende et un peu de prison avec sursis, est classée par la justice. Charles est à l'hôpital. Il rumine contre son adversaire une rancune tenace. Il n'en finit pas de menacer. Victime, il passe pour celui qui risque de tuer. Etiqueté délinquant, il est enfermé dans son amertume... sept ans. Sept ans, il est resté en placement d'office. C'était à Lyon, en juillet 1963. Djamelia avait alors trente-



six ans. On l'avait trouvée en fin d'après-midi sur son lit, immobile, silencieuse. A l'autre bout de la pièce, le corps de son cinquième enfant, un garçon de quatre mois, dépassait de la poquette. Décapité. Djamelia est embarquée en garde à vue. Dans la nuit, l'interprète traduit sa déclaration aux policiers. « Je suis devenue folle tout à coup car le petit criait et je ne pouvais supporter ça. Je l'ai frappé avec le marteau, puis j'ai pris le couteau et je lui ai enlevé la tête ».

Djamelia est incarcérée deux jours. « Hébert », elle refuse de manger, de se lever. Elle est alors internée en placement d'office. Côté justice, un non-lieu. Trois semaines plus tard, son état s'améliore. Le 7 décembre 1963, Djamelia retourne définitivement chez elle. Comme garantie, une surveillance médicale hebdomadaire et une mesure d'assistance éducative prononcée par le juge des enfants. Mesure de protection levée en 1965, puisque tout va bien. Entre-temps, Djamelia a donné naissance à deux enfants. Aujourd'hui, elle a cinquante-quatre ans. Elle a gardé l'habitude de venir chaque année en consultation à l'hôpital.

Freddo et Maurice

Liberté éphémère pour certains. Pris dans une vale-térisation hasardeuse, ils passent, selon les circonstances et les expertises, à l'hôpital ou en prison. Et de l'un à l'autre. Celui-ci est mis en prison pour un bris de vitrine, et quelques mois plus tard en hôpital de sûreté pour une tentative d'homicide. Celui-là est interné en placement d'office pour un premier incendie volontaire, et poursuivi en justice pour le second.

De cambriolages en suicides ratés. De la psychiatrie à la prison. Combien de piroquettes dans la vie de Freddy ? Il avait dans les vingt ans. Il venait juste de finir une peine et s'était fait aussitôt hospitaliser en placement libre. Parmi ses compagnons de chambre, le vieux Maurice. Un vrai rouquin, la vie du grand-père. Dans les années 40, une dure captivité en Allemagne, puis des délires méchants. Il a tué un homme, en a blessé deux autres. Les non-lieux successifs « arabe 64 ». Font conduit à l'hôpital psychiatrique près de Grenoble. C'est là que, dans une nouvelle crise, il blesse un infirmier, s'arrose d'essence et craque l'allumette. On le tire du feu pour l'expédier en hôpital de force à Montfavet.

Deux, trois ans ont passé. Plus calme, il est revenu en hôpital psychiatrique « ordinaire ». Troqué contre un autre malade estimé plus dangereux que lui. Mais Maurice garde toujours cette angoisse qui le prend parfois : la peur d'être sodomisé... Freddy et Maurice sont devenus des amis. Le vieux homme est content. Jusqu'à un jour où, repris par sa peur insidieuse, il poignarde Freddy dans le dos. Freddy, blessé, est soigné en chirurgie. Sa mère veut porter plainte. Peut-être pourrait-il toucher une pension ? Au moins une petite indemnité ? Le psychiâtre la dissuade. L'affaire ne transparaît pas. Maurice s'attend au pire, l'hôpital de force, la mort peut-être ? Il est simplement assis dans un service de femmes. Il y passe quelques années tranquilles, se préservant simplement des curieuses ou des voleuses en changeant chaque semaine le cadenas de son armoire. Il est mort, il y a quelques mois. Une crise cardiaque. Trente-cinq ans d'hôpital.

Freddo, de son côté, n'avait pas digéré du tout la justice interne de l'établissement. A peine guéri, il veut se venger. Un soir, il revient avec une carabine à canon scoté. Il menace les infirmiers, fige le surveillant général, s'empare de sa voiture. Il force chez lui, force la porte de la gardienne de son immeuble, la tient, co otage, téléphone au procureur, à la radio, aux journaux... L'aventure se termine dans le car de police. La section syndicale des infirmiers proteste fort contre le manque de sécurité dans le travail. Ce fois, Freddy aura droit au procès. Avec les autres dossiers qui attendaient, cela fait une interdiction de séjour et trois ans de prison. Il est sorti récemment. On ne le disait pas trop pour ne pas alourdir le petit monde de l'hôpital.

Hôpitaux de force

En prime, pour les sujets « difficiles », un voyage au miraf de la folie. L'hôpital de secteur habituellement désigné pour recevoir les internés d'office après non-lieu a refusé cet accueil. Cela se produit quand l'établissement est récemment construit. « Comment faire face sans murs, avec des cloisons mobiles, des accès grands ouverts et si peu de personnel ? », disent infirmiers et médecins. On bien, le voisinage vit encore sous le coup du drame trop choquant. Ou encore les experts ont noté en mention spéciale que l'individu est vrai-

LABORATOIRE

A Gradignan : l'écologie en actes

Gradignan, en Gironde, est devenu un laboratoire d'écologie appliquée. Espaces verts, maison de la nature, éducation des jeunes et des adultes...

PATRICK CHASTENET

On pourrait très bien ne jamais s'y arrêter. Gradignan fait partie de ces endroits que l'on traverse. Une ville ? Non, une route nationale bordée d'une place, d'une église et de quelques boutiques. Le pur anonyminat en somme ! Depuis la construction de la rocade menant à l'astrotour A-10, Gradignan n'est même plus le passage obligé vers Beyonne, vers l'Espagne. Et pourtant... A y regarder de plus près, cette commune mérite le détour.

A 9 kilomètres au sud de Bordeaux, Gradignan abrite vingt-cinq mille personnes dispersées sur un peu moins de 1 600 hectares et fonctionne comme un véritable laboratoire d'écologie appliquée. Rien d'étonnant donc à ce que l'on retrouve un scientifique à sa tête : René Canivenc, le maire, est professeur d'endocrinologie à l'université de Bordeaux-II. Alors que son prédécesseur favorisait l'urbanisation de la ville — dont la population a doublé entre 1970 et 1980 —, il doit à présent « mettre le pied sur le frein ». Le développement urbain s'est trouvé canalisé par une zone d'aménagement concerté (ZAC), et le long des grandes axes routiers. L'ancienne commune rurale est restée « ville verte », malgré certains secteurs à densité élevée. « Toutes nos H.L.M. sont construites en pleine verdure et les habitants de faire des immeubles de plus de quatre étages », précise le maire.

À l'écologie appliquée, Gradignan a été occupé par de grandes propriétés viticoles. « Le vin y était assez ordinaire, et, faute d'argent, à la différence des grands châteaux, les propriétaires ne pouvaient pas se permettre d'exploiter la propriété. La bourgeoisie bordelaise achetait donc ces terrains pour une bouchée de pain. Et, en 1960, on pouvait encore acheter certaines propriétés pour 1 F le mètre carré. » Par la suite, compte tenu de l'augmentation des frais d'entretien, elles furent livrées, prêtes à être vendues, à l'abandon.

La règle des quatre cinquièmes

Désireuse de freiner une occupation anarchique du sol et de préserver un patrimoine naturel, l'équipe municipale édicta la règle des quatre cinquièmes. « Chaque fois qu'une propriété comprend au moins 5 hectares, l'acheteur doit ramener tous les droits à construire sur le cinquième de la surface, soit 1 hectare. Le reste étant désormais inconstructible, les promoteurs ne font pas de difficultés pour nous le céder gratuitement. Quant aux vieilles familles bordelaises, elles conservent le château ou la gentilhommière et nous abandonnent les quatre cinquièmes du terrain, avec la charge pour nous de les entretenir. »

Ce système présente le triple avantage d'empêcher la spéculation foncière, de limiter l'urbanisation grâce à une occupation du sol très faible (0,03) et d'offrir aux administrés de vastes espaces naturels. Ainsi, ayant pu profiter de conditions d'acquisition exceptionnelles, Gradignan dispose aujourd'hui d'une dizaine de parcs communaux représentant quelque 130 hectares accessibles à tous et ouverts aux activités les plus diverses. Simple promenade

des Douze-Portes, à Bègles. Une faible pente permettait une domestication facile et, déjà au dix-neuvième siècle, huit moulins à aubes vivantes desséchèrent d'Ornon. La vallée de l'Eau-Bourde retrouve la vie !

Parmi les réalisations futures, il en est une qui paraît particulièrement ingénieuse. L'entretien des 55 hectares de bois et des 45 hectares de prés pose des problèmes à la municipalité. On a donc l'idée de remplacer les tondeuses mécaniques par un troupeau d'élandes de mousses. Pourquoi des mousses ? Parce que ces herbivores seront surveillés par un berger communal qui fera également office de garde champêtre. On évitera donc l'achat d'un nouveau tracteur tout en faisant des économies de personnel. A la différence de la tondeuse, le moussin est silencieux et non polluant. De plus, le troupeau apportera de l'engrais naturel aux espaces verts et les suppléera d'entretien pour les habitants.

« Mais, finalement, René Canivenc, vous êtes écologiste ? »

« Qu'est-ce que cela veut dire ? Je n'ai pas de diplôme, mais les maires sont écologistes. Il y a des gens qui découvrent l'écologie à travers la politique. L'écologie, ce n'est pas dans les discours qu'on la trouve, mais sur le terrain. Si vous voulez voir ce que c'est, venez dimanche ! En compagnie du maire de Canivenc et des conseillers à partir de la rivière et la pisciculture y reprendra ses droits. Les écrivains du C.N.R.S., les esturgeons du Centre d'étude du machinisme agri-

CROQUIS

Voitures parlantes

Sous le grand ciel bleu californien, l'autour à huit voiles serpente au-dessus d'un lac. Toutes les combinaisons ne sont pas pour autant autorisées par l'administration californienne, au sein de laquelle un service spécialisé est consacré à cet effet. Sous réserve que le numéro n'ait pas déjà été pris par une autre automobile, ce qui est le cas de la plupart, le possesseur de l'immatriculation personnelle doit, pour obtenir satisfaction, recevoir l'agrément d'une commission qui examine sous tous les angles la formule proposée. La multiplicité des groupes ethniques installés sur les rives du Pacifique ne facilite pas sa tâche, qui consiste à vérifier que les numéros d'identification soient conformes aux règles démentaires de courtoisie. Si les principes légers formulés en espagnol et même en chinois sont d'ordinaire connus des services administratifs, il n'en est pas de même pour certains idiomes peu répandus pour lesquels il est fréquemment fait appel au concours des spécialistes de langues étrangères.

L'aspect financier de l'immatriculation est en effet loin d'être négligeable puisque chaque année plusieurs millions de dollars viennent alimenter les caisses de l'État, même si la mise en place du système a nécessité un équipement informatique et du personnel supplémentaire. L'expérience se solda par un succès, directement affecté à la lutte contre la pollution et pour l'entretien des espaces verts. Du côté de la police, les sentiments sont aussi unanimes : les plaques personnelles sont plus faciles à lire et à mémoriser et évitent certaines confusions fâcheuses dans l'identification des contrevenants. Preuve en est l'arrestation, largement relayée par la presse locale, d'Anthony Gordon.

Aperçu au moment où il montait dans son véhicule, le furtif avait été identifié grâce à un témoin dont l'attention avait été retenue par la singularité de son immatriculation. Il est vrai que celle-ci ne laissait aucun doute sur les intentions du conducteur puisqu'il y était inscrit « IMEVIL » (4).

BERNARD TANDEAU.

Ainsi, tel membre du corps médical roule-t-il, non sans ironie, avec l'immatriculation « ILLPVS » (1), tandis qu'un chasseur, peut-être avec l'espoir de croquer son futur employeur, affiche sur ses plaques « UNHIVY » (2). Plus prosaïquement un Français, installé non loin des vignobles californiens, fait part de ses penchants naturels dans sa langue d'origine « G SOIF » alors qu'une resplendissante émorine, conduite par une créature de rêve, laisse planer l'ambigüité avec la numérotation « IMXPNSV » (3).

« L'aspect financier de l'immatriculation est en effet loin d'être négligeable puisque chaque année plusieurs millions de dollars viennent alimenter les caisses de l'État, même si la mise en place du système a nécessité un équipement informatique et du personnel supplémentaire. L'expérience se solda par un succès, directement affecté à la lutte contre la pollution et pour l'entretien des espaces verts. Du côté de la police, les sentiments sont aussi unanimes : les plaques personnelles sont plus faciles à lire et à mémoriser et évitent certaines confusions fâcheuses dans l'identification des contrevenants. Preuve en est l'arrestation, largement relayée par la presse locale, d'Anthony Gordon.

Aperçu au moment où il montait dans son véhicule, le furtif avait été identifié grâce à un témoin dont l'attention avait été retenue par la singularité de son immatriculation. Il est vrai que celle-ci ne laissait aucun doute sur les intentions du conducteur puisqu'il y était inscrit « IMEVIL » (4).

BERNARD TANDEAU.

(1) I fill prescriptions : l'écologiste.

(2) Unemployed : Au chômage.

(3) I am expensive : Je coûte cher.

(4) I am evil : Je suis méchant.

ment « très dangereux ». Reste alors la déportation dans un hôpital de stréit (7).

Il s'agit de quatre « hôpitaux de force », comme on les appelle parfois : le service Henri-Culin à Villejuif, le quartier « Boisson-ost » à Cadillac (Gironde), les blocs de « Montedevergues » à Montfavet (Vaucluse), les quartiers de Lanzi et Cabanis à Sarreguemines (Moselle). Environ sept cents hommes et quarante femmes enfermés pour des années d'oubli. Hauts murs électriques, sauts-de-loup, cellules photo-électriques, sas et portes blindées. Selon la définition, l'hôpital de stréit est destiné à maintenir et à « traiter » les malades « difficiles » répertoriés dans la circulaire ministérielle n° 109 du 5 juin 1950. Des « médiateurs-éclaireurs » et d'autres, expédiés après une bagarre, des violences, ou tout simplement parce qu'ils perturbent « l'atmosphère psychiatrique d'un service ».

Dans 80 % des cas, on arrive donc en stréit mut d'un autre hôpital psychiatrique. Un dossier appuie la demande, avec expé-

riences, rapport du médecin, et au besoin les coupures de presse relatives à l'affaire, qui a motivé le déplacement. Il s'agit de convaincre le médecin du quartier de force et le préfet que l'homme est « vraiment dangereux ».

Une commission des sorties (composée de trois médecins psychiatres nommés par le ministre de la santé) décide du retour en placement d'office dans l'hôpital psychiatrique d'origine, qui a gardé souvent intacte la réputation de « dangereux » de l'ancien perturbateur et ne tient pas compte de son évolution. Aussi médecins et infirmiers ne sont-ils pas pressés de le voir revenir. Entre l'accord de la commission et le départ, trois mois au plus passent encore.

Mais l'exclusion du fou meurtrier se veut parfois définitive et prend alors des allures de « mise à mort sociale ». Dans l'année 1976, une petite ville de province tremblait. Une voix anonyme au téléphone inventait de fausses nouvelles, fausses morts, fausses catastrophes. Une voix anonyme qui faisait courir la police et les

pompiers. Le corbeau fut découvert. C'était un homme de vingt-quatre ans environ, qui ne savait ni lire ni écrire. Pen de temps après, il poussa dans la rivière un garçon de treize ans, qui se noya. Les experts conclurent à l'irresponsabilité. L'homme fut envoyé à Sarreguemines. Deux ans plus tard, le médecin du service de stréit estima que son état lui permettait de regagner l'hôpital psychiatrique de son secteur en placement d'office. Il écrivit au préfet et au procureur de la ville. Le procureur fit procéder à une enquête des renseignements généraux. La population se révolta tellement hostile à ce retour que le transfert fut refusé. L'homme dut attendre encore deux ans à Sarreguemines et fut maté dans un hôpital d'une région voisine.

En somme, c'est toujours l'enfermement. « Délinquants psychiatriques » en prison, ou mieux dans son anneau psychiatrique. « Déments dangereux » à l'hôpital en service de stréit. L'avant-projet de réforme de l'article 64 du code pénal ne semble pas, jusqu'ici, proposer autre chose qu'une meilleure organisation et un contrôle plus strict de ces deux modes d'enfermement.

Certains parleront d'un privilège de la folie. Il est parfois inviqué par les familles des victimes qui font appel d'une décision de non-lieu pour obtenir la poursuite de l'action judiciaire (8). Et une condamnation, à la mesure de la peur que les faits ont inspiré.

(1) Voir M. Adid et M. Beauchamp, « L'irresponsabilité pénale des handicaps mentaux », L'édition française, anglaise, italienne et des U.S.A. (Lyon-Drill).

(2) Michel Foucault, notamment dans *Histoire de la folie (Paris, Seuil) et *Psychiatrie et pouvoir* (Gallimard).*

(3) La revue *Aspe* n° 5/6 1974, « Magie blanche et robe noire ».

(4) Michel Landry, *Le Psychiatrie en tribrord* (Privat).

(5) Exemple : l'hôpital psychiatrique de Vénissieux (Lyon) a vingt ans d'existence, 1951-1971, 243 placements volontaires et 1 521 placements obligatoires ; 1971 : 6 500 entrées (augmentation d'urgence en partie par la fragmentation des séjours), dont 6 153 placements à 100 placements volontaires et 44 placements obligatoires.

(6) Agnès Pierrelach, « Etude de quarante-cinq dossiers de délinquants ayant bénéficié de l'article 64 du code pénal », thèse soutenue à la faculté de médecine de Toulouse.

(7) Jeanne Boreodon, « Etude de quarante-cinq dossiers de délinquants ayant bénéficié de l'article 64 du code pénal », thèse soutenue à la faculté de médecine de Toulouse.

(8) Voir l'information psychiatrique, n° 2, février 1979, article de Cohen, Boreodon et Beauchamp. *Psychiatrie et pouvoir*, n° 7, février 1972, « Psychiatrie et pouvoir », Dominique Thomé : « Histoire et réalité quotidienne d'un quartier de stréit, le service Cabanis à Sarreguemines », thèse soutenue en 1981 à la faculté de médecine de Strasbourg.

(9) Cet appel d'urgence d'unant nous que l'ancien délinquant est toujours « dangereux ». « Celui qui a causé dommage à autrui alors qu'il était sous l'empire d'un trouble mental n'est pas moins obligé à réparation. » (Lettre du 3 janvier 1968).

Un livre pour saisir la qualité unique d'un homme multiple

Jacques Ellul A temps et à contretemps



Le Centurion

Entretiens avec Madeleine Corriveau Lagrange

IMAGINATION

Elevage collectif dans les Pyrénées

On accuse souvent le monde agricole d'individualisme. A Aulon (Hautes-Pyrénées), les éleveurs se sont groupés pour réaliser des bâtiments d'élevage qui serviraient à tous.

JACQUES GOUT

POPULATION : cinquante - quatre habitants ; nombre d'enfants inscrits à l'école : quatre ; altitude : 1 200 mètres ; situation : au bout d'une route ne desservant aucune autre commune. Le diagnostic semble facile. Apparemment, Aulon (Hautes-Pyrénées) fait partie de ces petits villages de montagne condamnés à n'être plus qu'un souvenir. C'est ce à quoi les habitants d'Aulon ont pas voulu se résigner. Aujourd'hui, ils se lancent dans une expérience exemplaire à plus d'un titre : la construction de bâtiments d'élevage communaux.

Alors qu'ils auraient pu facilement se jeter dans les bras du tourisme, les habitants d'Aulon ont, à l'instar de leur maire, considéré que c'était la survie de l'agriculture qui demeurait prioritaire. « Bien sûr, nous pensions au tourisme, mais seulement après avoir assuré le développement agricole », déclare Maurice Dubarry, un enseignant amorceux de son village et qui s'est beaucoup dépensé depuis son accession à la mairie. C'est qu'il fallait, une bonne dose de volonté et de persévérance, aussi bien pour tenir la porte fermée aux nombreux promoteurs attirés par l'or blanc et la beauté du site que pour faire le siège des administrations et pro-

mouvoir au projet de développement agricole original. Maurice Dubarry explique que c'est l'activité agricole qui maintient la permanence de la population au village. C'est elle qui s'exerce trois cent soixante-cinq jours par an et assure la pérennité des paysages. De leur côté, les cinq éleveurs de la commune sentaient plus au moins confusément qu'il leur fallait faire quelque chose. On accuse souvent le monde agricole d'individualisme excessif : les agriculteurs d'Aulon ont su mettre leurs efforts en commun pour réaliser des bâtiments d'élevage qui serviraient à tous. Dans ce contexte d'agriculture de montagne, voilà qui bouleverse les habitudes.

Priorité budgétaire

Jusqu'à cette année, être éleveur à Aulon, comme dans la plupart des villages de montagne, s'est traduit par une vie particulièrement rude durant l'hiver. De la mi-octobre à la fin mai, les bêtes sont réparties dans des granges disséminées dans la montagne. Et si ces granges, construites en pierre du pays sur deux niveaux pour recevoir les vaches ou bœufs et le foin ca baux, séduisent le regard des touristes, elles signifient pour les gens du pays un travail très pénible. Il faut y aller deux fois par jour pour soigner les bêtes et y faire à l'année, sans aucune déclaration d'utilité publique.

est rendu souvent malaisé par la neige. Chaque agriculteur possède plusieurs granges disséminées dans la montagne à proximité des prés de fauche. Le bâtiment commun, installé à proximité des habitations, permet de faire le même travail en deux fois moins de temps.

« Plus besoin de faire boire les bêtes une à une », souligne Jean-Claude Fisse, l'un des éleveurs. « On pourra s'entraider lorsque l'un d'entre nous sera malade, alors que c'était impossible jusqu'à maintenant, faute de temps ».

Le Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) a versé 480 000 F, ce qui représente la totalité des crédits du département pour une année. L'établissement public régional a accepté de garantir un prêt du Crédit agricole à taux bonifié d'un montant de 540 000 F. L'aunifinement s'élève donc, revenant à chaque éleveur correspondant à 8 400 F, mais il a été prévu que 6 300 de ces 8 400 F pourraient être remplacés par la commune en heures de travail. Une formule judicieuse qui permettra aux éleveurs de participer aux travaux de construction des moins spécialisés.

Le coût reste élevé pour la commune, qui bénéficie toutefois des ressources procurées par les coupes de bois. La population s'est montrée unanime pour accepter que ce projet devienne la priorité du budget communal. L'achat du terrain et l'élargissement du chemin d'accès ont pu se faire à l'amiable, sans aucune déclaration d'utilité publique.

Gîtes ruraux

Quant aux granges, qui vont perdre leur raison d'être, elles ont été abandonnées pour servir les aménagements en gîtes ruraux. Voilà un processus complet susceptible de faire école dans les communes de montagne et qui retient actuellement l'attention de beaucoup d'élus locaux, comme des paysans de montagne.

Cependant, à Aulon, on ne s'en tient pas là. Si les étables et la bergerie commune vont rendre l'hiver moins pénible, il faut aussi penser à l'été. La montagne est vaste et pourrait nourrir beaucoup plus de bêtes qu'elle en reçoit actuellement. Il est prévu de créer en 1982 une cabane de berger afin d'assurer une permanence dans les estives. Cette cabane comprendra une partie pour abriter les bêtes malades. Elle accueillera, en plus de berger, quelques randonneurs pour la nuit.

Jusqu'à maintenant, les troupeaux d'élevage étaient restreints - en dépit d'un vaste domaine d'été - à cause des difficultés rencontrées pour garder les bêtes en hiver. Celles-ci sont parfois placées dans des fermes des vallées à des conditions qui sont devenues de plus en plus défavorables au fil des années. La bergerie commune jouera à aussi un rôle important pour modifier la situation.

Après avoir assuré la survie de son activité économique fondamentale, Aulon va se préoccuper de recevoir un nombre accru de vacanciers. Grâce à l'aménagement d'un vaste domaine skiable contigu à celui de Saint-Lary, le succès semble assuré. Là encore on trouve une formule de financement inhabituelle. Aulon a fermé la porte aux promoteurs et se consacre à louer ses aménagements à Saint-Lary pour un montant qui couvrira le remboursement des emprunts nécessaires à la réalisation des équipements. C'est Saint-Lary qui, de son côté, mènera une opération immobilière assurant les rentrées. Aulon se gardera la construction d'unités d'hébergement plus modestes, à l'échelle de la commune.

LA VIE EN ROSE

Les femmes de ménage de La Rochelle

Les femmes - et en particulier les chômeuses - vont bénéficier de stages de reconversion en plus grand nombre. A La Rochelle, une vingtaine de femmes de ménage apprennent l'espoir.

MARYSE WOLINSKI

PLACE aux femmes dans la formation professionnelle ! Les stages et contrats emploi-formation du « Plan avenir jeunes », doivent bénéficier pour 60 % au moins à des jeunes femmes ; un quota revendiqué après le 10 mai par le ministre des droits de la femme, approuvé par le conseil des ministres du 17 juin et mis en application dès la publication des décrets, courant mai.

Une première action du ministère confiée à Yvette Roudy menée avec efficacité et diligence. Preuve d'une combativité nouvelle dans ce ministère ex-condition féminine n'a pas craint plus semble-t-il de ruer dans les brancards de la tradition. Reste que cette « première », qui institue une « discrimination positive », cette fois, en faveur des femmes, est une véritable mesure d'urgence, justifiée par le taux croissant du chômage féminin : les deux tiers des moins de vingt-cinq ans inscrits aux Assedic sont des femmes, de même que 80 % des demandeurs d'emploi enregistrés depuis moins d'un an.

Une aubaine donc ce quota pour bien des jeunes chômeuses, sans formation ni qualification qui, si elles sont âgées de moins de vingt-six ans ou seules, veuves, divorcées, séparées, chefs de famille - conditions pour en bénéficier - seront rémunérées à 90 % du SMIC. Même rémunération dans les stages pratiques organisés en entreprises et ouverts à toutes, sans condition autre que dans les stages de réinsertion professionnelle, qui vont fleurir à travers le pays, sous les auspices du ministère. A l'instar, peut-être d'une expérience intéressante, conduite depuis le printemps dernier à La Rochelle.

Ici, dans le sillon du ministre de l'environnement, Michel Crépeau, les associations, divers organismes de quartiers, travailleurs sociaux ont une certaine pratique de la réflexion en commun et sont habitués à se concerter pour mener à bien des projets.

Mi-temps

Ainsi deux spécialistes en formation de la Mission d'éducation permanente, soucieux d'offrir des stages appropriés à un public défavorisé, ont réuni dès le printemps 80, un collectif de travail, composé de représentants des centres sociaux des points chauds de la ville, du CREAV (Centre de recherches et d'études audiovisuelles) et du Centre municipal d'accueil et de recherches sociales, afin de cerner les besoins des Rochelaises en matière de formation. Après nombre de réunions et enquêtes menées dans les quartiers les plus déshérités, le collectif a bâti un projet de stage rémunéré destiné à une catégorie de travailleuses totalement isolées et qualifiées, les femmes de ménage. Un des rares recours aujourd'hui pour les Rochelaises sans qualification, dans une ville où le chômage féminin est à son point culminant, après la fermeture de quelques rares entreprises employant des femmes. Un travail à horaires souples, organisé parfois à leur gré et qui

leur donne la possibilité de concilier vie familiale et vie professionnelle, mais sans promotion ni avenir. Pour mener à bien l'expérience, vingt femmes seulement ont été recrutées, en fonction de leur activité et de leur désir de changement, mais aussi de leur volonté d'investir dans un groupe. Agées de vingt-deux à quarante-cinq ans, elles sont, à une exception près, mères de famille, certaines divorcées ou en instance de séparation. Afin d'échelonner le stage sur un temps suffisamment long (six mois), le collectif a choisi la formule du mi-temps, permettant ainsi aux stagiaires de garder leur emploi, jusqu'à ce qu'il soit devenu suffisant pour nombre d'entre elles.

Les objectifs fixés : rompre l'isolement dans lequel ces femmes sont enfermées, instaurer des contacts passives devant la situation vécue, mieux les armer en tentant de lever les obstacles. Parmi ceux-ci, un sentiment de culpabilité vis-à-vis des maris et des enfants, un complexe d'infériorité et d'incompétence, une méconnaissance du mode de travail et de la législation, une crainte enfin d'aborder des emplois traditionnellement masculins. Leur apprendre à connaître leurs droits et à se défendre, à modifier leurs comportements, mettre en valeur leurs connaissances et leur savoir-faire, les sensibiliser à d'autres activités, d'autres techniques, éventuelles ouvertures professionnelles.

Il aura fallu plus d'un an aux responsables du collectif pour obtenir de la préfecture le financement nécessaire au bon fonctionnement de leur projet. Des lenteurs qui devraient disparaître désormais avec les nouvelles consignes du ministère des droits de la femme. Mais, compte tenu de l'accord tardif du financement, l'expérience a été envisagée sur deux temps, entrecoupés par les vacances d'été d'août à juillet et de septembre à décembre.

Claudette, Evelyne, Nicole, Annick, Marie-José et les autres stagiaires rochelaises ont repris en septembre, et avec enthousiasme, le chemin du stage et de l'espoir. « Cet espoir, dit Evelyne, nous l'avons rencontré au cours des premiers mois de stage. Depuis, la vie n'est plus tout d'un coup qu'une lutte. Nous ne sommes plus la bonne de tout le monde, nos maris, nos employeurs, nos enfants. Des consommateurs naïfs. Nous voilà affranchies, affirmées ».

Nonmoins sont celles qui parlent de leur « transformation ». Dans la vie familiale d'abord, Claudette comme Annick ont institué le partage des tâches : elles ne se sentent plus coupables si elles « abandonnent » leurs enfants pour une soirée, histoire d'aller toutes ensemble au théâtre ou écouter une conférence... Dans la vie quotidienne ensuite. Connaissent désormais leurs droits d'employées, de consommatrices de femmes - acquis bien souvent grâce aux informations recueillies au cours d'enquêtes qu'elles ont elles-mêmes réalisées - elles s'estiment plus fortes, plus hardies pour affronter les agressions, les difficultés. Evelyne a réglé un vieux compte avec son garagiste et Branca avec son employeur. Elles ont eu gain de cause.

Autre raison de cette transformation, une meilleure acceptation de leur image, une prise de conscience de leurs possibilités, mais aussi de leurs manques, après un travail de déblocage et d'expression, d'entraînement à la communication, effectué à l'aide de la vidéo, avec le concours du CREAV. D'abord timorées, terrorisées par l'image découverte sur l'écran, elles se sont bientôt familiarisées avec les jeux de rôles et l'analyse de leurs comportements. Tout comme à l'atelier corporel où elles ont appris la relaxation et les massages. Puis les ateliers ont été organisés au fond du sac ou des poches et avalés pendant les séances. Il aura suffi d'une conférence passionnée et d'une rencontre inoubliable avec le professeur Laborit, à la M.J.C. pour comprendre les angoisses dont elles sont victimes et remettre en question les petites philosophie et leur boulier tactique.

La chance

Avant l'été, elles ont commencé à se former dans des secteurs tout à fait nouveaux pour elles : la menuiserie, la mécanique, la restauration d'antiquités, l'épicerie, l'horticulture sous serre. Formation poursuivie à la rentrée de septembre. Claudette et Evelyne « travaillent dur » aux serres de la ville : tuteur, repiquer, bouturer, maroqueter, rempoter, les diverses occupations d'un jardinier. L'enthousiasme de Claudette a convaincu les employés municipaux plutôt sceptiques les premiers jours. Evelyne est plus réservée. Son rêve : conduire un bus. Ce n'est pas facile dans la région, mais elle est sûre d'y arriver.

Car elles croient en leur chance, elles y pensent tout en effectuant ces travaux. Betty en salopette, les mains tachées de cambouis, courde sous le capot d'une Fiat, bricolant le filtre à air, sous les rires goguenards des élèves du LEP qui accueillent les stagiaires. Comme Catherine, du haut de son échelle, tapissant avec des soins les murs du dortoir du foyer des jeunes travailleuses.

Après ? Trois pistes leur sont proposées. Continuer leur activité de femmes de ménage, mais dans de nouvelles conditions ; se tourner vers une autre formation professionnelle ; ou - pour quoi pas - décider de travailler en équipe, échangeant leurs compétences et leurs techniques, et monter un atelier de prestations de services. Pour celles qui seraient tentées de suivre cette troisième solution, séduisante mais difficile, les responsables du collectif sont décidés à les seconder, revendiquant une aide de la municipalité, destinée aux emplois d'utilité collective et prolongant le stage de trois mois. Le temps de la gestation, à la fois de la possibilité, aux méthodes d'organisation et de se mettre en route. Des hypothèses qui ne font rêver plus d'une. Mais passeront-elles à la réalisation ? Silence... Des ressassements mais pas encore des battements.

(1) Chiffres communiqués par le comité des droits de la femme.

LA TÊTE EFFICACEMENT CONTRE LEUR TÊTE FROID

FAITES POSER DE NOUVELLES FENÊTRES SANS TRAVAUX DE MAÇONNERIE

Step-Arcadia Rénovation remplace vos vieilles fenêtres par des fenêtres neuves qui s'adaptent au dormant, cette partie fixe scellée au mur. Il n'y a donc aucun travail de maçonnerie à prévoir et vos peintures ou tapisseries restent intactes.

Step-Arcadia conçoit des fenêtres au profil esthétique et moderne valant tout autant architecturalement qu'au contemporain.

Step-Arcadia Rénovation fabrique et pose, sur mesure, des fenêtres en aluminium équipées d'un vitrage simple, double ou triple. L'isolation phonique (30 à 35 décibels) permet un confort acoustique égal à celui d'une maison de campagne.

Étalez les fenêtres Step-Arcadia, vous valorisez votre capital et vous faites des économies d'énergie. Vous pouvez déduire le coût de la rénovation, de vos revenus imposables, et payer moins d'impôts (loi 74-11 du 30.12.74).

Renseignez-vous, en retournant le coupon-réponse.

COMMENT FAIRE ?

- 1) Remplir et retourner le coupon-réponse à : Step-Arcadia Rénovation, 154 rue de Créqui, 69003 LYON. Tél. : (7) 860.73.60.
- 2) Vous recevrez le catalogue d'envoi.
- 3) Sur votre demande, nous vous enverrons un devis gratuit et détaillé de vos travaux.
- 4) Vous pouvez décider de donner votre argent à l'achat et retourner le devis à la date indiquée.
- 5) Au jour dit, l'équipe Step-Arcadia viendra vous installer vos nouvelles fenêtres.

Si vous êtes intéressé par : ☐ Le catalogue détaillé des fenêtres Arcadia Rénovation. ☐ La visite d'un technicien pour une étude gratuite avec devis.

Nom : _____ Adresse : _____ Ville : _____ Code Postal : _____

MOI B/A

مكذون الأصل

EN ROSE
es de ménage
Rochele

DEMAIN

L'informatique face au vide juridique

La société s'informatise très vite. Souvent en marge du droit : les banques de données et les logiciels sont pillés, les droits d'auteurs ignorés. Il est urgent de donner un statut à l'effort intellectuel.

ERIC ROHDE

SOIXANTE milliards de francs. C'est le total probable des dépenses informatiques qui seront réalisées l'année prochaine en France. Six fois plus qu'en 1972 : 9,5 % de la production intérieure brute contre 1,7 % l'importance économique de l'informatique ne cesse de croître. Elle s'insère dans la vie sociale sous des formes extrêmement diverses : traitements de gestion, aide à la conception, commande numérique de machines, calculs scientifiques, gestion de réseaux, banques de données, programmes de jeux, et bien sûr les ordinateurs, gros ou petits, qu'on voit rarement mais qui sont omniprésents (1). Pas de professions ou de catégories qui ne soient touchées : les ingénieurs comme les ouvriers, les petits commerçants ou les P.M.E., comme les grandes surfaces ou les grosses entreprises, les médecins, les architectes, les notaires et les avocats, tous à un degré différent sont concernés ou le seront sous peu par l'informatique qui, elle, s'intéresse déjà à tout le monde.

On pourrait donc croire qu'une explosion de cette ampleur repose sur un socle juridique bien ébryé, que des lois sérieuses et des règlements précis indiquent à chaque acteur jusqu'où ne pas aller trop loin, qu'enfin soient réunies toutes les conditions d'un développement équilibré, juste, de l'informatisation. Il n'en est rien.

Quand elle ne surgit pas dans un vide juridique, l'informatique bouscule toujours les principes des lois auxquelles on pourrait l'assujettir. A quelques exceptions près, des lois qui ne protègent pas les créations existantes n'a vraiment été conçu pour l'accueillir. « Qu'à cela ne tienne, pourrions-nous répliquer, mettons-nous à jour ! » Fort bien, mais il se trouve que la tâche est plus ardue qu'il n'y paraît.

Le prix des idées

La difficulté tient au fait qu'on ne sait pas vraiment ce que sont ces informations que manipulent l'informatique (2), que manipulent les ordinateurs. Le problème est subtil. Prenons un exemple :

L'informatique, on le sait, est constituée pour une grande part de programmes sans lesquels les ordinateurs ne seraient rien. Ils représentent aujourd'hui les deux tiers du marché informatique, dans certains cas moins, souvent plus. Or on est incapable d'attribuer aux concepteurs de programmes un droit de propriété. Pourquoi ? Parce que les programmes sont immatériels.

Un programme, ou logiciel, c'est une suite de données et d'instructions de traitement. Ces éléments sont présents dans l'ordinateur sous la forme d'impulsions électriques de basse tension dans le (ou les) processeur(s). Avant d'être utilisés ils sont

stockés dans des mémoires magnétiques. Ils peuvent encore apparaître à l'écran, ou être édités par une imprimante. Mais en tant que tels ils ne sont rien. La raison d'être d'un programme est dans ses résultats, dans ce qu'il permet de faire. D'ailleurs, « la phase programmation qui apparaît le plus complexe au néophyte est en pratique la plus simple, comme le note François Wallon dans la revue *Expériences*. C'est au cours de la phase d'analyses que se dessine la valeur, et l'originalité du logiciel en cours de mise au point » (3). Autrement dit, ce qui fait le prix d'un programme, ce sont les idées qu'il recèle. Il s'agit là de quelque chose qui n'est pas mesurable, parce que non divisible : qu'est-ce qu'une « moitié d'idée » ?

Les auteurs de programmes, qu'ils soient

seuls ou travaillant au sein d'une société de service et conseil en informatique (S.S.C.I.), sont donc fréquemment démunis quand il s'agit de leur droit ne protéger leurs créations. Les logiciels sont en effet exclus du champ des brevets d'invention, les brevets d'invention habituellement les propriétaires de biens industriels « nouveaux », de même qu'on ne peut réellement leur accorder la protection qui est accordée à la protection d'œuvres littéraires ou artistiques « originales ».

Les brevets ne s'appliquent pas aux idées mais seulement à des procédés physiquement descriptibles. Cette règle souffre toutefois des exceptions. « A condition, remarque Xavier Linant de Bellefonds dans un ouvrage récent (4), que le caractère indiscutable de l'ordinateur et du programme soit évident et que le programme soit alors considéré comme l'accessoire de l'ordinateur et non l'inverse ». En principe, ces restrictions éliminent donc les logiciels d'application pour s'adresser que les logiciels de base, souvent rigés dans les composants.

Œuvre d'art

L'auteur souligne la situation paradoxale à laquelle on risque de se trouver confronté et qui verrait la brevetabilité refusée à un logiciel (d'application) conçu pour la mise au point d'un autre logiciel, celui, par exemple, d'un microprocesseur, lui brevetable !

Œuvre impalpable, un logiciel peut-il bénéficier des dispositions réglementant l'exploitation des œuvres de l'esprit ? Certains le pensent. Ils se fondent sur l'exemple qui consiste à étendre la notion de création à « quelque chose » qui ne puisse se laisser appréhender par l'un des sens humains fonctionnels. Peut-on assimiler un programme à une toile ou à une partition ? Le point est controversé. Ce qui constitue la réalité d'une œuvre d'art originale ce n'est pas (comme en informatique) le matériel employé, mais sa forme. Or, s'il est vrai que l'écriture d'un logiciel est presque toujours différente d'un programmeur à l'autre, ce qui importe surtout, la finalité d'un logiciel, c'est de parvenir à un résultat. Pour un même problème, le programme de X ou de Y, pourtant dissimilables, peuvent être aussi bon l'un que l'autre. Peut-on protéger une forme si celle-ci n'est pas déterminante ? Un copieur n'a d'ailleurs aucun mal à maquiller son plagiat, en modifiant quelques détails d'un logiciel sans avoir à retravailler le problème pour lequel il est conçu.

Quoi qu'il en soit, la loi du 11 mars 1957, s'appliquant uniquement à la reproduction et non à l'utilisation, aux seules personnes physiques et non aux sociétés, reste mal adaptée aux logiciels. En réalité, comme le remarque Xavier Linant de Bellefonds, « le perfectionnement et la diversification des logiciels ont totalement déconstruit les moyens d'analyse des droits contemporains ».

Cette question revient bien le genre de problème que l'informatisation de la société pose au droit. Des problèmes nouveaux

chande sur le marché est élevée en cas de non-solvabilité soudaine de la société.

Le développement de systèmes d'informations automatisés révèle aussi d'anciens démons, auxquels le droit n'avait que partiellement réglé leur compte. Telle la question des droits d'auteur et les banques de données. Jusqu'où s'étend le droit de regard d'un auteur sur l'exploitation de son œuvre ou son intérêt ? Jusqu'à présent, les mentions qui pouvaient en être faites – titres, résumés ou extraits ne dispensant pas de se reporter à l'original pour en connaître le contenu – étaient admissibles. Avec ses énormes puissances de traitement, l'informatique a donné une autre dimension au problème.

« Œuvre dérivée »

Grâce à l'ordinateur, les documents répertoriés dans des mémoires magnétiques peuvent aisément être utilisés pour fabriquer d'autres publications destinées au public. Le préjudice peut être double : moral, si les extraits choisis, ou les résumés constitués, ou la présentation qui en est faite, ne reflètent pas l'esprit de l'œuvre ; patrimonial, si la publication secondaire se substitue complètement ou en partie à l'original.

Ainsi le Monde a-t-il obtenu gain de cause contre la société canadienne Microfilm, dont l'index France-Actualités constituait une « œuvre dérivée » susceptible de lui « porter atteinte » par « la sélection des articles, le choix des mots-clés et la teneur des résumés ». L'arrêt (du 2 juin 1981) de la quatrième chambre de la cour d'appel de Paris lui donne que dont qu'un tiers ne peut se li-

Combines

Pour limiter les risques de poursuite, on se débrouille comme on peut. Pour contourner le copyright, certaines banques demandent directement aux auteurs d'articles de rédiger eux-mêmes des résumés résumés. Procédure qui a, en outre, l'avantage de diminuer les frais d'indexation et de limiter le recours à des professionnels de la documentation.

D'autres, qui puisent dans des revues, généralement assez spécialisées et plutôt sur la corde raide, « concèdent » des photocopies de documents à leur clientèle. Certains « serveurs » de banques bibliographiques encore expédient à leur clientèle les photocopies des documents répertoriés, mais en évitant d'employer enveloppes et papiers à en-tête.

Encore ces combines apparemment-elles comme dérisoires en regard de certains enjeux. L'information, valeur marchande abstraite, est aussi un « passe-muraille ». Les échanges internationaux d'informations [...] échappent largement aux règles traditionnelles du commerce des produits, mais, foule de moyens de mesure adéquats, leur portée varie sous évaluée. [...] Absence de règles du jeu, pas de contrôle douanier, pas de prix de transfert, pas de procédures antidumping, pas de normes comptables. Sans minimiser la nécessité vitale de la libre circulation des informations, Alain Madec, président de la

L'an dernier, on adapte le code civil en retouchant prudemment le droit de la preuve pour faciliter les transactions électroniques. Le seul de 50 francs, au-delà duquel son article 1341 exigeait l'apposition d'une signature pour constituer la preuve de l'authenticité d'un document, fut relevé à 5 000 francs. Dans le même esprit, on pourrait imaginer encore certaines adaptations pour concilier la règle avec les réalités nouvelles de la technologie, comme en matière comptable ou dans le domaine du droit d'auteur.

Sur-réglementation

Sans doute faut-il cependant se garder de généraliser ces accommodements au coup par coup. Car on risque de faiblir les intérêts de certains groupes sociaux plus avancés dans la réflexion et plus à même de faire prévaloir leur point de vue.

La profession de la banque, par exemple, est en ce moment demandée de réglementer limitant la responsabilité des faillissements en cas de défaillances des moyens de paiements électroniques (futures comme la « carte à mémoire »). A qui incombera la tâche technologique ? Il est peu concevable que ce soit aux seuls usagers, qui s'expriment en rien dans les choix. En outre, le danger serait d'aboutir à une sur-réglementation comme en immobiliser, par exemple, qu'il faudrait de plus réviser à chaque évolution de la technologie », commente Pierre Leclercq.

Hier, une réglementation pour la télévision par câbles, une autre, hâtive, pour la « citizen band » ; aujourd'hui, une non moins précipitée pour les radiotéléphones locaux ; demain, une loi de circonstance pour les banques de données et le vidéotext, et, après-demain, une autre encore pour les satellites ? Il n'est pas possible de raisonner uniquement en fonction du support. Dans un avenir entrevissable, tous les moyens de gestion et de communication du savoir se mêleront dans de mêmes entrées au centre desquelles il y aura toujours des ordinateurs. Dès lors, il faudra bien que l'on défasse ce que sont ces « informations » dont parlent les informaticiens, qui peut-être et qui est responsable de quoi.

Le président de la République et le ministre de la technologie et de la recherche ont, à juste titre, souligné qu'après une politique industrielle il convenait d'inaugurer une politique de l'utilisation de l'informatique.

Un groupe de travail mêlant des spécialistes d'horizons divers est en voie de constitution à l'initiative de Pierre Leclercq et de Philippe Lemoine, responsable de la branche « Informatique et société » de la mission à l'Informatique. Sa tâche va consister à essayer d'apporter des réponses aux problèmes que pose au droit l'informatisation de la société.

Toute la difficulté résidera dans le choix entre les initiatives nécessaires qui encadrent son développement – en le contenant dans des normes qui restent à définir – et une attitude consistant à laisser s'exprimer ce que François Mitterrand a nommé la « demande sociale ».

commission (interadministrative) sur les flux transfrontières de données, entendait, en écrivant ces lignes (5), souligner la portée de tous ces aspects de réglementation à l'échelle des communications internationales. Nul ne peut en estimer l'importance. On la suppose considérable, mais on est certain qu'elle ira croissant. « Aujourd'hui déjà, les bénéfices potentiels ou les eurodollars peuvent naître sur l'importance que l'ordinateur-hôte. Des flux transfrontières totalement libres peuvent conduire à terme, plus encore que les échanges de produits, à la mise en cause du principe de territorialité fiscale, voire au dépeçage des Etats-nations ».

L'économie marchande de l'informatique est-elle soumise à l'économie « conventionnelle », remarque Pierre Leclercq, magistrat de la direction des affaires civiles et du sceau (ministère de la justice). Comment peut-on y remédier ? Dans certains cas, il est indéniablement possible de faire évoluer les dispositions juridiques en vigueur.

Ainsi suffirait-il au ministère du travail de rédiger un simple décret pour préciser le droit de regard du comité d'entreprise dans les projets d'informatisation conçus par la direction d'une société. Le droit du travail se borne en effet à évoquer la « transformation importante aboutissant à la modification de l'outil ou de l'organisation du travail ». Il n'avait pas prévu l'ordinateur (6).



JEAN-PIERRE CAGNAT

ver à l'importance quelle manipulation sur l'œuvre intellectuelle d'autrui sans son consentement. Cela mériterait sans doute d'être reconnu à l'ère de l'informatique. Il est cependant mieux valu, pour les parties d'ailleurs comme pour les « producteurs » d'informations et les « serveurs », de demander, que des règles claires définissent nettement les droits légitimes et les justes devoirs de chacun. L'informatique documentaire n'en est encore qu'à ses débuts, et ce précédent jurisprudentiel a pour effet de freiner l'essor des banques de données. En l'absence d'un code de conduite faisant droit aux prérogatives de chacun, certains promoteurs de banques de données bésinent à développer leurs systèmes. Ainsi la chambre de commerce et d'industrie de Paris a-t-elle limité son fonds de documentation économique (7) à des références bibliographiques accompagnées de courts résumés. « Nous avons dû nous borner à ne donner que des indications de contenu, jamais l'information en elle-même en raison de l'état actuel du droit », explique Dominique Bagge, directeur de l'information économique et des relations communales. D'autres responsables de banques de données font preuve de moins de scrupules.

(1) Le dernier chiffre connu du parc informatique français est de 1 045 000 ordinateurs en 1981 ; il marque une augmentation de 26 % par rapport au 1^{er} janvier 1980.
(2) La définition de l'informatique donnée en 1962 par l'Académie française, « l'ensemble des sciences du traitement rationnel, notamment par des moyens automatisés, de l'information considérée comme un rapport des connaissances humaines et des communications dans les domaines technique, économique et social ».
(3) N° 29, avril 1981, *Expériences*, 55, belin.
(4) *Le Monde*, 15 mai 1981, p. A.5, 75010 Paris.
(5) *L'Informatique et le Droit*, Presses universitaires de France.
(6) *Le Monde*, 15 mai 1981, p. A.5, 75010 Paris.
(7) *Le Monde*, 15 mai 1981, p. A.5, 75010 Paris.

VIDÉO

Images en stock

Entre la hi-fi et les microcassettes, la vidéo des prochaines années va causer quelques surprises. A commencer par l'enregistrement et le stockage des images.

FRANK VERPILLAT

B IEN que les technologies progressent rapidement dans les domaines de l'électronique, de l'information et de la vidéo, il se passe plusieurs années entre le prototype et la série lancée dans le grand public. Il est donc possible d'envisager ce que seront les matériels et la consommation d'images dans la prochaine décennie. En commençant par les divers moyens de stockage dont nous disposerons d'ici là.

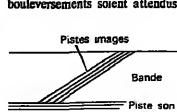
Le constat technologique qui vient que, en ce genre de domaine, le prix baisse (ou tout au moins reste constant en francs « érodés » au fil des années), tandis que la qualité et la fiabilité augmentent, reste valable pour la vidéo future. Deux types d'évolutions sont déjà sensibles : une augmentation de la qualité des images (qui débouche vers la haute définition - c'est-à-dire plus de mille lignes (1) et la « consommation » de celles-ci sur grand écran), et une diminution du format d'enregistrement. On peut rapprocher cette évolution de celle des matériels sonores qui s'étendent maintenant du petit magnétophone à cassettes jusqu'à l'échelle de plusieurs dizaines de milliers de francs. Les magnétophones sont actuellement la seule solution pratique d'enregistrement des images, que ce soit dans le domaine professionnel ou chez les télé-spectateurs. Ils sont fondés sur le même

principe que les magnétophones : une tête magnétique (petit électroaimant de puissance variable) défille contre la bande et y crée une aimantation résiduelle proportionnelle au courant qui la parcourt. A la lecture, une autre tête passe devant la bande enregistrée. Les petits « dipôles magnétiques » - qui ne sont autres que des aimants - induisent dans la tête un courant proportionnel à celui qui leur a donné naissance.

Jusqu'à présent, de même qu'il est difficile de tracer sur une feuille un trait plus étroit que le minuscule qu'on utilise, il n'était pas question de délimiter sur la bande des « domaines magnétiques » élémentaires plus étroits que l'entier des lignes, soit environ un micron. Étant donné que la fréquence à transmettre est de l'ordre de 5 mégahertz (pour le matériel professionnel), une simple multiplication montre qu'il faut une vitesse relative de bande de 5 mètres/seconde. C'est évidemment difficile à réaliser dans le cadre d'un défilement longitudinal de la bande (encore que certains appareils de ce type commencent à apparaître sous le nom de L.V.R. : Longitudinal Video Recorder), et il a fallu adopter le système du tambour où les têtes tournent à l'axe du tambour n'est pas perpendiculaire à celui de la bande, ce qui fait que les pistes magnétiques se croisent les têtes sur la bande sont inclinées.

C'est le mouvement de rotation du tambour (1 500 ou 1 800 tours/min, selon les standards) qui détermine la vitesse de 5 m/s, le défilement de la bande n'étant plus qu'un simple mouvement d'avance, qui permet de disposer des pistes parallèlement les unes aux autres.

Il semblerait que de grands bouleversements soient attendus



dans ce principe en associant, par exemple, un capteur et un microcassette, ce qui permettrait de descendre sous le micron fatidique, et donc de diminuer les 5 m/s en question. Actuellement, on sait ainsi enregistrer des informations avec une densité beaucoup plus grande... mais on ne sait pas les lire ! Nul doute cependant que, sinon la probabilité du moins une des générations des matériels à venir ne bouleverse ce mode d'enregistrement, déchauchant par exemple sur un vidéodisque magnétique.

Petit format

Les chercheurs n'ont pas encore là. Le magnéto 1/2 pouce que nous connaissons (V.H.S. et Bétamax) va devoir faire face prochainement à l'assaut de plusieurs formats 1/4 de pouce. Les premiers à occuper le terrain sont le matériel portable fabriqué par la firme japonaise Funai (diffusé par Technicolor) et le format 2000 de Philips (sous forme d'une cassette 1/2 pouce réversible, c'est-à-dire dit dans ce domaine) et la Bétamax. Avec le Video Movie, Sony a proposé récemment le prototype d'une nouvelle catégorie de matériels : les magnétophones placés à l'intérieur d'une caméra. Cependant, pour Sony, ce Video Movie n'est destiné qu'au reportage. Les images pourront être ensuite montées sur un Bétamax et exploitées en 1/2 pouce.

Un certain nombre de fabricants (dont Matsushita) présentent des matériels 1/4 de pouce aussi performants que l'actuel 1/2 pouce, dont ils gardent en partie la définition « théorique » de deux cent quarante lignes par image. Quels seraient les avantages d'un tel format ? Une légèreté accrue des magnétophones portables (le Funai-Technicolor en est la preuve, mais tout n'a pas été dit dans ce domaine) et une baisse sensible du prix de la cassette. Ce dernier point n'est évidemment à prendre en considération que pour les acheteurs de bande vierge, puisque le coût de la matière première est totalement marginal dans le prix d'une cassette préenregistrée.

On murmure également chez les constructeurs que le véritable intérêt d'un nouveau format pourrait être cette unification des standards que tous les usagers attendent désespérément depuis la sortie concurrentielle des deux formats 1/2 pouce, V.H.S. et Bétamax. Si les principaux constructeurs parvenaient vraiment à un accord, ce nouveau format aurait alors de grandes chances de supplanter rapidement les matériels existants. Mais il faudrait tenir compte des quelques dizaines de millions de possesseurs de 1/2 pouce dans le monde, qui verraient leurs magnétophones et leurs vidéobooks frappés d'obsolescence.

Pour pallier cet inconvénient (de taille !) et travailler dans le sens de cette vidéo hi-fi, qui apparaît inamoviblement avec les premiers satellites, certains laboratoires étudient des appareils utilisant les actuelles cassettes 1/2 pouce, et permettant, en plus d'enregistrements sophistiqués, la compatibilité avec les standards actuels, tout au moins en lecture - comme les premiers électrophones permettaient la lecture des microfilms et des vieux 78 tours par un simple retournement de la cellule.

Alors 1/2 pouce hi-fi ou 1/4 de pouce normal ? On verra enregistrement sur bandes plus étroites, encore impensables au

jourd'hui ? Nous l'avons vu, les divers modèles de magnétophones sont probablement beaucoup plus différents les uns des autres qu'aujourd'hui. Une chose reste pratiquement sûre : la cassette, bien qu'énorme en matière première et longue à copier, existait encore dans dix ans.

A plus long terme, d'autres modes de stockage s'imposent vraisemblablement et en tout premier lieu le disque, qui présente un tel nombre d'avantages qu'il comprend le fantasme d'intérêt qu'il a soulevé chez les chercheurs. Le disque est en effet économe en matière première. Sa fabrication est pratiquement instantanée, et il présente en outre la possibilité d'un accès immédiat à n'importe quelle image d'une face (et même des deux, en ce qui concerne le système Thomson).

Les distributeurs y verraient même un autre avantage, plus mercantile : les machines actuelles (tout comme une platine audio) étant incapables d'enregistrer des images, cela signifie un coup d'arrêt au piratage (en ce qui concerne le contenu d'un disque...). Malheureusement, il semblerait que cette impossibilité d'enregistrer la télévision ait peu refroidi les chercheurs potentiels aux États-Unis et que, ces derniers mois, la plus vaste application publicitaire jamais vue dans ce domaine depuis l'invention de la télévision ait plus ou moins débouché sur un fiasco relatif. La leçon à tirer de l'affaire semble bien être que le véritable vidéodisque grand public sera enregistré ou ne sera pas.

On se souvient (2) que les systèmes de télévision répliquent autour de deux grands principes : optique (Thomson, Philips, Pioneer), et capacitif (J.V.C., R.C.A.). Dans le système optique, les fractions de seconde, présent plusieurs kilos, et valent quelques centaines de milliers de

francs). Il n'y a pas de cassette à pointe-disque. Au contraire, dans le système capacitif, ce signal est lu sous la forme de variations de capacité entre le disque (conducteur) et la pointe électrode.

Le système capacitif a peu de chances de devenir enregistrable. Mais, outre le système à laser (un rayon lumineux vient frapper une feuille très mince de métal et la fait évaporer localement), d'autres solutions sont envisageables : l'enregistrement magnétique ou photographique. Dans ce dernier cas, le rayon viendrait insérer un disque photosensible qui serait relu grâce à une cellule photoélectrique.

D'autres améliorations attendent dans les laboratoires, tel ce dispositif remplaçant la tête mobile par un rayon laser orientable qui explorerait toute une plage du disque sans déplacement de pièces mécaniques... Ces progrès en mouvement sont en fait les ennemis de la vidéo. Chères à réaliser, peu fiables, leur inertie intrinsèque toute recherche très rapide.

Consommer autrement

L'idéal serait, comme en informatique, de pouvoir disposer d'images entièrement immobiles, qui permettraient un accès instantané à n'importe quelle image. Mais le nombre d'informations représenté une heure et demie de programme vidéo est très grand (environ trente mille milliards...), et aucune mémoire informatique n'est capable aujourd'hui d'emmagasiner une telle masse d'informations. Par exemple, les « mémoires de trames » utilisées par les professionnels pour leurs troupes nationales ne contiennent que quelques fractions de seconde, présent plusieurs kilos, et valent quelques centaines de milliers de

francs). Il n'en faut de tant, à vrai dire, qu'on pourrait douter de voir le problème résolu dans la décennie. Mais ce secteur fait partie des recherches de pointe, et la situation pourrait bien évoluer rapidement.

Ainsi, rien n'est joué quant à la manière de stocker des images à domicile. Au sein d'une société décentralisée, le besoin d'images (qui n'est que l'une des facettes du besoin d'information) augmentera à coup sûr, et la consommation s'en fera d'une manière de plus en plus décentralisée, c'est-à-dire que chacun pourra disposer à sa demande du programme qui sera son choix (ce qui n'est ni le cas de la télévision actuelle ni celui des salles de cinéma). Paradoxalement, le stockage à domicile n'est peut-être qu'une étape transitoire. En effet, lorsque sera effectué le maillage complet des réseaux de vidéocommunications - que ce soit sous forme de câbles, de fibres optiques ou de petits faisceaux hertziens - il deviendra sans doute possible de demander un programme quelconque à l'un ou l'autre des « serveurs », qui pourront en effectuer la diffusion à l'insu d'un très petit nombre de télé-spectateurs. Pourquoi, alors, s'embarasser de cassettes ou de disques, alors qu'il est possible d'obtenir n'importe quel film dans les cinq minutes ?

Lorsque ces images folâtres, qui pourront, à la demande, occuper tout un mur et se répandre sur un récepteur grand comme un agenda, seront enfin vues d'une manière « active », alors la civilisation dont parlait McLuhan pourra sembler que quelqu'un ait encore assez de temps pour se souvenir de McLuhan.

- (1) Le Monde Dimanche du 20 septembre 1981.
- (2) Le Monde du 13 octobre 1976 et du 21 octobre 1976.

par Annie Batlle

250 ans de grands vins
80 hectares dont 68 de premiers et grands crus



BOUCHARD PÈRE & FILS
Depuis 1731

Département L.M. sur demande à M. Bouchard Père & Fils, 22200 Beaune, 24 (03) 22.44.41 - 1262 259 678



le grand livre de l'impressionnisme français
Introduction de François DAULHE

Pour la première fois, voici reproduites en couleurs, souvent grandeur nature, les œuvres maîtresses de Manet, Renoir, Degas, Pissarro, Sisley, Morisot, Gauguin, Seurat et leurs amis. L'histoire d'art de réputation internationale, Diane Kelder retrace avec autant de poésie que de précision, l'histoire du mouvement impressionniste à l'aide des témoignages des contemporains et des lettres des peintres eux-mêmes.

Un ouvrage monumental de 448 pages, en format 19 x 24 cm, relié en pleine toile et présenté sous jaquette glacée en couleurs. Illustré de 248 planches en couleurs (plus de 1000 en noir et blanc). Liste des illustrations, notes, bibliographie, index.

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS
3, place de l'Odéon
75006 Paris - 633 15 18

REPERES

Les vins au laser

Les ingénieurs de Science Spectrum Inc. (Santa-Barbara, U.S.) travaillent sur la dispersion de la lumière laser par les particules microscopiques présentes dans divers solutions. Leurs études sur le vin semblent prouver qu'il existe une corrélation étroite entre les goûts de dispersion des vins et leur qualité. Avec l'apparition du « laser tastevin », il sera désormais inutile de donner sa langue aux chiens ! (Science et vie, octobre 1981, 5, rue de la Baume, 75008 Paris.)

Effets pernicieux de la caféine

Des psychologues de l'université de l'Oklaoma ont fait des enquêtes auprès des étudiants sur leur absorption journalière de caféine. Ils ont formé quatre groupes : 1) les absténus ; 2) les faibles consommateurs (moins d'une tasse par jour sous forme de café, thé, cola, ou chocolat) ; 3) les consommateurs modérés de coca qui absorbent l'équivalent d'une à quatre tasses par jour ; et 4) les forts consommateurs de caféine (au-dessus de cinq tasses par jour).

Il ressort de l'étude que ce sont les forts consommateurs de café qui déclarent éprouver le plus d'effets pernicieux dans les domaines psychophysiologiques (troubles gastro-intestinaux et respiratoires, accélération... et intellectuel). Ils ressentent, toutefois, moins d'anxiété que les consommateurs modérés. Chacun de ces deux groupes, consommateur fort ou modéré, éprouve plus d'anxiété qu'aucun des deux autres groupes. Mais ce sont les résultats scolaires qui sont le plus déprimés. Plus l'absorption de caféine est élevée, moins les résultats sont bons. (Psychologie, 8, rue de Choiseul, 75001 Paris.)

BOITE A OUTILS

Le mariage du XXI^e siècle

Dans la tradition d'Arthur C. Clarke, d'Isaac Asimov et de Carl Sagan, un livre de Joseph Pelton sur le mariage de l'ordinateur, des communications mondiales et de l'homme, Global Talk. L'auteur appartient à l'Organisation internationale des télécommunications. Il examine l'impact des nouvelles technologies sur tous les aspects de la vie quotidienne, sur la vie économique, politique et sociale.

Il étudie plus particulièrement les communications, les satellites et les technologies spatiales, et dessine la société du XXI^e siècle qui aura intégré la télévision à trois dimensions, le contrôle des robots par le cerveau humain et la télépathie. C'est à la fois un travail de spécialiste et d'enquêteur, clair, enlevé, précis. (Harvester Press Limited, 16, Ship Street, Brighton, Sussex, England.)

Nourriture, nutrition

Porter un regard neuf sur l'éducation en matière de nutrition et de nutrition était l'objet d'un séminaire organisé à Dar-Es-Salaam en 1979 par l'Union internationale des sciences de la nutrition (UISN). Le résumé du rapport de la réunion est publié dans le dossier de septembre-octobre de la Fondation internationale des alternatives (IFDA). Ce texte n'a rien perdu de son actualité. Jusqu'à ce jour, les éducateurs en nutrition se sont principalement occupés de quelques aspects pratiques. Il est nécessaire, comme cela était souligné à Dar-Es-Salaam, qu'ils élargissent leurs horizons et prennent conscience de leur rôle potentiel dans la formulation de politiques qui conduiront à une amélioration réelle de la situation nutritionnelle, dans des contextes socio-culturels différents.

On peut obtenir le texte complet du séminaire (en anglais) à : Institute for nutrition research, University of Oslo, P.O. Box 1046, Oslo 3, Nor-

way, (IFDA, secrétariat : 2, place du marché, CH-1260 Nyon, Switzerland. Tél. 41 (22) 61-82-82.)

Cheminer dans le tiers-monde

Un guide bibliographique et documentaire publié en avril 1981, Économie et Sociologie du tiers-monde, doit permettre aux chercheurs de cheminer dans la multitude d'ouvrages et de publications consacrées au tiers-monde. Il a été élaboré sous la direction de Pierre Jacquemont, avec Elsa Asselin, Karim Dekhi et Marc Michel Raffinot. Après une introduction nous livre la table des matières de 32 auteurs.

Enfin, il recense 2 000 ouvrages sélectionnés et classés en 27 rubriques thématiques et 18 rubriques régionales. En annexe, on trouve des listes de sources bibliographiques, de revues, d'ouvrages spécialisés, un inventaire des principales sources statistiques et un lexique trilingue (français, anglais, espagnol) de 500 termes spécialisés. Editions (Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents, 75006 Paris. Tél. : 354-79-10).

BLOC-NOTES

Bureautique et environnement

L'Association internationale pour l'émancipation du cadre de travail et son environnement organise le jeudi 12 novembre 1981 un colloque sur « Bureautique, cadre en conditions de travail ». Quatre tables rondes simultanées se dérouleront sur les thèmes suivants : Quels services pour quelles entreprises ? Bureautique, prise et utilisation ; Bureautique et poste de travail ; Pour un nouveau cadre de travail. Placé sous le patronage du ministre du travail et du ministre des P.T.T., le colloque aura lieu au Palais des congrès, porte Maillot, à Paris.

A.C.T.E. 91 bis, avenue de la Résistance, 93340 La Rainette, Tél. : 302-44-11.

هكذا من الأصل

ETRANGER



L'Etat Suphanavong, ou bien si elle s'est construite autour des quelques grandes pagodes qui se dressent dans les mêmes quartiers : le Vat-Peng, dont le décor extérieur, qui vient d'être restauré, est remarquable ; le Vat-Siakhet, dont les trois étages abritent quelques trésors d'art et de littérature religieuse ; et, juste à côté, le Vat-Pan-Kao construit en seizième siècle, détruit, reconstruit, qui abritait le bouddha d'Emeraude, dont les Siamois s'emparent à la fin du dix-huitième siècle, et qui, protégé par une série de bouddhas alignés dans la galerie extérieure, reste ce qu'il était depuis déjà longtemps : un musée national de l'art sacré.

Le bridge et le billard

C'est en 1953, pour se rapprocher des Siamois avec lesquels il venait de conclure un traité d'alliance, que le roi Sathathit décida de transférer sa capitale de Louang-Prebeng à Vientiane. Et Vientiane devint le théâtre des relations parfois orageuses qu'en-

tretenaient le Siam et le Laos, avant qu'Auguste Pavie ne se fût cédé par le premier, en 1893, le contrôle sur l'essentiel du pays. C'est à Vientiane que se fixa le résident supérieur français, quelques années plus tard, intégrant le Laos, mais sans jamais chercher à le mettre en valeur, à l'Union indochinoise que les Français dirigèrent depuis Hanoï. Par la suite, après la seconde guerre mondiale, alors que les ames continuèrent de ravager le pays, Vientiane tenta à trois reprises de mettre sur pied un régime nationaliste, mais en vain. Aujourd'hui, dans l'ancienne résidence du premier ministre qu'il occupe toujours à Vientiane, sur les bords du Mékong, le prince Souvanna Phoum, qui en fut l'instigateur, partage son temps, de son propre aveu, entre sa fonction officielle de conseiller du premier ministre, le bridge et le billard. La République démocratique populaire lao, créée du Vietnam depuis 1977, ne renia pas son passé.

La rapidité avec laquelle on peut faire à pied le tour du centre-ville est trompeuse : pour loger les deux cent mille habitants que l'on dénombre officiellement, Vientiane s'est étendue vers l'intérieur, au-delà du barrage au de triomphe qui se dresse au bout de l'avenue Lao-Kang, vers le Tha-Luang, le vieux monument bouddhique. Certains de ces quartiers ont d'ailleurs des allures de grands villages. Les rues en terre qui s'y enfoncent ont tant d'ornements et de détails que l'on a l'impression de se déplacer dans une ville d'autrefois. Les potagers et les animaux domestiques se sont multipliés. Canaris, oies et autres volailles de basse-cour sont ici chez eux.

Assez nombreux sont ceux qui n'ont pas supporté la vie devenue difficile dans la capitale, ni résisté à la tentation du départ, et qui ont tenté leur chance de l'autre côté du Mékong. Environ seize mille d'entre eux n'ont pu aller plus loin et se trouvent actuellement dans le camp de Nong-Khai, en Thaïlande, parfois depuis plusieurs années. Mais sans doute plus pour longtemps. Bangkok a bien décidé l'été dernier de fermer ce camp à la fin de cette année ; sous les auspices du haut commissariat des Na-

tions amies pour les réfugiés, un petit courant de rapatriement s'organise, certes très modeste, mais qui va grandissant.

Un capitaliste et des bonzes

Qui vit à Vientiane aujourd'hui ? Les « producteurs », de biens artisanaux ou industriels sont sans doute les moins nombreux, mais sans être négligeables ; car, si l'industrie ne représente que 10 à 12 % du revenu national, l'essentiel des fabriques se concentre à Vientiane ou dans ses environs, notamment sur la route de Tha-Deu, où accoste le bac qui vient de Nong-Khai. Il y a donc une part d'ouvriers dans la population de la capitale, et même quelques patrons : M. Bouachang Inthavong par exemple, propriétaire et directeur d'une société installée à une cinquantaine de kilomètres au nord de Vientiane, il est, selon l'expression consacrée, l'un des derniers « capitalistes » nationaux du Laos et partage son temps entre Vientiane et la ville qui jouxte son usine.

Autre catégorie, mais qui n'a rien à voir avec celle des producteurs, celle des bonzes, regroupés en communautés dans les pagodes de la ville et qui participent activement aux grandes campagnes d'alphabetisation. Sans doute le bouddhisme lao a-t-il perdu depuis longtemps l'essentiel de son dynamisme, mais au petit matin, entre 6 h 30 et 7 heures, on peut croiser les moines en file indienne dans leur tournée d'aumône rituelle. Une tournée qui d'ailleurs, comme en Thaïlande, ne doit plus rien au hasard, les bonzes sachant manifestement très bien où trouver les dévôts qui leur ont préparé de la nourriture.

Il y a aussi des commerçants bien sûr, sans qu'il y ait à voir dans la ville, Cortes, à voir le nombre de réseaux de fer très en permanence dans les rues du centre - mais ils le sont depuis plusieurs années, et la ville s'y est habituée. - Il est clair que de nombreux points commerciaux, étrangers ou nationaux, ont quitté les lieux. Mais il en reste d'autres, notamment sur les marchés. L'ancien marché central, l'avenue Lao-Kang, sort aujourd'hui pour les biens de consommation courante, vers souvent de Thaïlande. Les marchandises de fruits et légumes sont devenues abondantes. Peut-être d'ailleurs à cause des autocars du centre-ville qui se sont multipliés, et de la gare centrale, sur le terre-plein qui sépare le marché de la poste. Les rotations sont en effet devenues très fréquentes depuis qu'un nouveau système de rémunération a été mis en vigueur, fin 1979 : « intéressés » à leur travail, les chauffeurs ont appuyé sur l'accélérateur.

Le principal marché de produits alimentaires est maintenant, depuis plusieurs années, celui de l'avenue Lao-Kang, l'ancien marché du soir. Une foule affairée y circule dans des allées vite recouvertes de boue à la saison des pluies, entre les étals de pain, de fruits de toute sorte, de légumes, de viande, de poisson, et les femmes vont acheter quotidiennement à quelques dizaines de kilomètres au nord, sur le lac de retenue du barrage de la Nam-Ngun. A l'extérieur du marché se tiennent des sortes de « puces », où, par définition, tout peut être vendu : un réfrigérateur par exemple, et plus généralement des produits moins encombrants.

Ci-devant

Le noyau principal de la population de Vientiane se compose de fonctionnaires, qui se répartissent surtout dans les nombreux bureaux du ministère de l'Administration centrale. C'est là que l'on s'efforce de sortir le pays d'un siècle de léthargie économique ; de trouver les élites qui pourraient permettre de mettre en valeur le riche potentiel énergétique et en matières premières du pays ; de s'ouvrir à la planification centralisée - ce qui n'est pas simple dans une économie encore largement de subsistance ; de mettre sur pied finalement une véritable économie nationale. Mais, dans les bâtiments ministériels, les conditions de

REFLETS DU MONDE

LE SOIR

Une entreprise démesurée

Une firme d'architectes de Chicago travaillerait, selon le quotidien belge le Soir, sur les plans d'un super gratte-ciel dont la hauteur atteindrait quelque 700 mètres. L'investissement serait de 1,25 milliard de dollars (7 milliards de francs) pour cet édifice de 168 étages, dont la hauteur

dépasserait de 244 mètres celle du bâtiment actuellement le plus haut du monde, le tour « Sears », à Chicago. Une option aurait déjà été prise pour le terrain sur lequel se dresse le gratte-ciel, au nord de la ville.

Mais à quel service donc une entreprise aussi démesurée ?

ASSOCIATED PRESS

Les plus économes de la terre...

Loi devant les Belges, les Allemands du l'Ouest et les Japonais, les Suisses sont toujours les habitants les plus économes de la planète, a révélé l'Institut international des banques d'épargne.

dans l'abscisse, la minuscule Suisse est une puissance majeure par rapport aux États-Unis, au Japon ou à l'Allemagne de l'Ouest.

D'après l'I.I.B.E., l'épargne continue à bien se porter et même à augmenter en dépit des effets négatifs de l'inflation. Le montant total de l'épargne aux États-Unis atteignait à la fin de 1980 1 255 533 000 000 dollars (environ ce qui représente 7 200 milliards de FF) contre 1 021 589 000 000 dollars au Japon et un total de dépôts de 488 237 000 000 dollars en Allemagne de l'Ouest et 219 119 000 000 dollars pour les Suisses, qui sont infiniment moins nombreux.

EUROPEO

Anthropologie du football

Salon l'hédonisme de Milan Europeo, l'homme est naturellement footballeur. Telle est du moins la thèse soutenue par un anthropologue britannique devenu célèbre après la publication de son livre, Le monde du foot. « Il explique comment fut venu l'idée : un jour je me trouvais au stade de Vézère pour assister à une partie de football et, pendant le mi-temps, un drapeau (européen) a voulu connaître mon sentiment sur la tactique du

l'équipe. Il ne s'est même pas aperçu qu'il parlait à un Anglais. Or, je lui répondis par gestes et fus parfaitement compris. » De cette anecdote, Morris tire la conclusion de « l'universalité implicite du phénomène football ». L'Europeo synthétise les conclusions de l'anthropologie : « Le football est une arme, le ballon est une arme, le but la proie, et l'équipe, est une bande de chasseurs. »

ИНТЕРНАЦИОНАЛЬНАЯ ПЕЧАТА

Ceci explique cela

La Gazette littéraire, organe de l'Union des écrivains soviétiques, lance cette semaine un cri d'alarme. « Plus personne en U.R.S.S. ne veut écrire de livres pour enfants. On ne trouve plus en U.R.S.S. d'auteurs compétents pour la littérature enfantine. Des mesures ont été prises par les autorités pour inciter écrivains et psychologues à colla-

borer, mais sans résultat. Ce phénomène risque de faire perdre la piste à la lecture des nouvelles générations », s'inquiète la Gazette littéraire, qui conclut sur une note ironique et amère : « Les enfants ne veulent plus naître chez nous à cause de la chute de la natalité, c'est qu'ils ont peur de s'enrayer, faute de belles histoires. »

travail sont tout sauf luxueux, ne serait-ce qu'en matière d'équipement de bureau. Les emménagements, aussi, sont lents avec le reste du pays. Et, de l'avis officiel, les cadres compétents manquent.

Pour composer en partie cette pénurie, il y a des experts étrangers. Mais ceux-ci sont surtout des techniciens. Alors, les dirigeants de Vientiane ont adopté une attitude originale : rappeler nombre de hauts cadres de l'ancien régime qui se trouvaient ces dernières années en « rééducation » à Vieng-Say, dans le nord du pays, et réemployer dans leurs anciennes compétences ceux qui acceptaient de jouer le jeu. De nombreux « anciens » peuplent ainsi les bureaux du ministère de l'Agriculture, le plus important ministère du pays. M. Soukphaseth Sithimolale, que nous y avons rencontré, était avant 1975 conseiller d'ambassade et fut notamment en poste à Washington et à Londres ; il vient de retrouver sa maison de Vientiane après quatre années d'absence et a désormais la charge, au ministère, de la coopération internationale en matière forestière.

Leur lourde tâche s'empêche pas les fonctionnaires d'avoir quelques activités complémentaires, mais sans résultat. Ce phénomène risque de faire perdre la piste à la lecture des nouvelles générations », s'inquiète la Gazette littéraire, qui conclut sur une note ironique et amère : « Les enfants ne veulent plus naître chez nous à cause de la chute de la natalité, c'est qu'ils ont peur de s'enrayer, faute de belles histoires. »

naires, à vrai dire fort utiles. Rétributés en moyenne 300 kips (entre 150 et 200 F), 600 au niveau du ministre, recevant d'autre part du riz à taux préférentiel, les agents de l'Etat, comme tout le monde, doivent se débrouiller pour subvenir eux-mêmes à une partie de leurs besoins ; il est trop onéreux d'aller tous les jours au marché ; nombreux sont donc ceux qui cultivent leurs légumes ou ont leur petit élevage. Et, le samedi, ils se précipitent le matin pour procéder au nettoyage des ministères et de leurs locaux.

Ainsi Vientiane continue-t-elle de vivre à son rythme paisible et, au attendant de parvenir à conduire un véritable décollage économique, s'efforce de diriger la nation. Elle prépare aussi les fêtes de fin d'année. Il y a d'abord fin novembre les fêtes de l'« Aï » (le jour du bouddha), ces réjouissances très populaires durent une semaine, en même temps qu'une foire internationale se tient sur la vaste esplanade du monument. Quelques jours plus tard, le 2 décembre, c'est la république qui est célébrée, et la fête, cette fois, peut durer toute la nuit.

Vientiane une capitale pauvre

Paisible, un peu morne, la capitale du Laos d'aujourd'hui, vue par un expert qui y fait de fréquents séjours.

HUGUES TERTRAIS

« ON sac est plein d'argent » : cette unique réaction d'un enfant de Vientiane nous voyant contempler le Mékong depuis le quasi Nangum - avec un sac contenant en fait quelques appareils - en dit plus long que toutes les statistiques. Comme cette remarque lancée par une vendeuse de légumes au marché, que nous venions de photographier : « Si tu m'envoies la photo, je te donne ma fille ». Vientiane est donc la capitale de l'un des pays les plus pauvres du monde.

En descendant de l'avion à l'aéroport de Wattai, deservis trois fois par semaine depuis Bangkok et autant depuis Hanoï, il ne faut pas s'attendre à trouver l'une de ces villes monstrueuses dont parfois le tiers-monde a le secret : au Laos, les trois millions sept cent cinquante mille habitants sont dispersés sur un territoire grand comme la moitié de la France, et demeurent à 80 %

payans. L'urbanisation apparaît comme un phénomène quasi marginal.

La ville s'allonge sur 7 à 8 kilomètres dans un coude du Mékong, face à la Thaïlande, qui contrôle l'autre rive. Pas de grands immeubles agressifs dans le centre, ni de quartier de la gare - il n'y a pas de chemin de fer au Laos. Mais de larges avenues ombragées, sur lesquelles s'écoule une paisible circulation, et ce côté décrit que les constructions de Vientiane semblent avoir toujours eu. Les herbes ont eu raison de certains trottoirs, ailleurs des plaques de boue en tiennent lieu : de telles trombes d'eau d'abattent sans prévenir à la saison des pluies, de jour comme de nuit, que cet aspect de la ville n'est finalement pas très surprenant. Le soir venu, les noctambules, que les caprices de la météorologie n'ont jamais découragés, se retrouvent dans les restaurants et cinémas du quartier de Hay-Sok.

Il est difficile de dire si la cité s'organise autour des grands ministères et de l'ancienne résidence royale, qui abrite aujourd'hui les services du chef de

QUÉBEC

Villes à vendre

De la côte nord du Québec aux confins du Labrador, la crise frappe de plein fouet l'industrie du fer. Elle met en péril l'existence du port minéralier de Sept-Îles et a contraint une compagnie minière américaine, unique employeur à Schefferville, à se séparer de la moitié de son personnel.

GILLES MARTINEAU

Le temps s'est arrêté une fois pour toutes à Schefferville, posée entre lacs et forêts à 1 500 kilomètres au nord de Montréal. Un trappeur indien avait rapporté, dès 1937, un échantillon de minéral de fer. Alors la mine, avec ses pelles, ses pioches, ses bulldozers géants, prit possession de la région — peuple d'Indiens montagnais et naskapis (1) — qui s'étend de Sept-Îles, l'embouchure du Saint-Laurent, jusqu'à Schefferville, aux confins du Labrador.

Les réserves étaient évaluées à 300 millions de tonnes au lac Knob et à 2 milliards de tonnes au lac Carol, justifiant une entreprise, confiée à une compagnie américaine (2), qui devait coûter 1 milliard de dollars, mobiliser sept mille ouvriers de 1950 à 1954 et faire d'une région inexploitée la plus prospère du Canada. Le fer excoré alors la même fascination que l'or un siècle plus tôt; les ressources sont immenses, les salaires largement supérieurs à ceux qui sont offerts ailleurs.

Étonnante épousée pour ces pionniers qui ont construit la voie de chemin de fer logée de 573 kilomètres — la Québec North Shore and Labrador Railway, — «bêtement», fond des montagnes, égalé les cimes, jeté des ponts sur les ravins et les gouffres (3), édifié les centrales hydro-électriques de Mahabé et de Marguerite, pour faire de Sept-Îles un port payable de recevoir, toute l'année, des minéraliers géants, et de Schefferville l'un des plus gros producteurs de fer du Canada.

Vient la récession. La crise de l'automobile aux États-Unis frappe de plein fouet Schefferville et sa région; la production tombe de 12 millions à 4 millions de tonnes. La compagnie ferme trois gisements et licencie six cents des mille deux cent cinquante ouvriers. Aujourd'hui, on ne travaille plus que de juin à septembre, ce qui amènera l'Iron Ore Company à modifier la répartition de son personnel et à proposer des contrats annuels.

« Brasser le pommier »

À Sept-Îles, la même compagnie, qui a investi 450 millions de dollars dans les activités portuaires et l'industrie de transformation, ferme les portes de l'usine de bouletage (4) et du concentrateur. Conséquence directe : trois cent cinquante ouvriers sont réduits au chômage; mais, plus grave, près de deux mille emplois touchant principalement le commerce seront supprimés.

La ville prend alors une allure fantôme; ses rues sont désertes, ses magasins du boulevard laune, les Galeries montagnaises et le centre commercial sont vides, quand ils n'ont pas définitivement fermé. Partout fleurissent les pinarthes « appartement à louer » ou « maison à vendre ». La situation est si préoccupante que les compagnies d'assurances déclarent la région « zone de trop haut risque » et se refusent désormais à garantir.

Du coup, l'émotion s'est emparée de la population, et un comité d'action regroupant des membres des syndicats et de la chambre de commerce parle de « l'évacuation symbolique de la ville » d'une journée pour « attirer l'at-

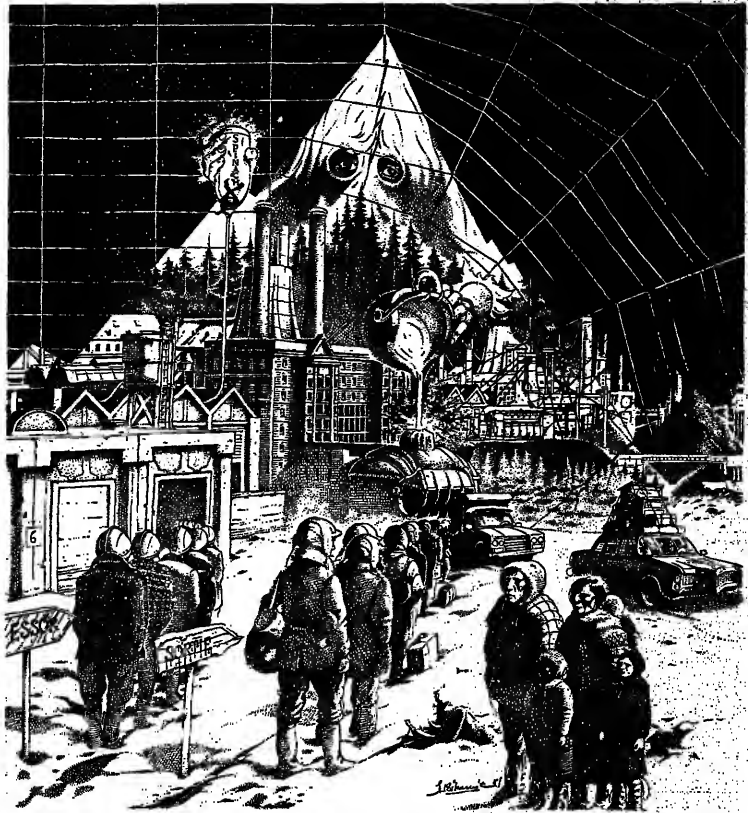
sympathie de l'opinion publique » et forcer « le gouvernement à agir ». Toutes choses dont 0409, vint M. André Gauthier, commissaire industriel, qui préconise des initiatives destinées à « mettre une épave dans le pied des potentiels ». En termes directs, dit-il, il ne faut faire du tapage et créer de la vague. En québécois, ça veut dire « brasser le pommier ». Pourquoi ? Parce que à la lumière des événements, j'ai la conviction que personne ne fera jamais rien pour nous. Sur tout pas nos politiciens, dans leur tour d'ivoire de Québec ou d'Ottawa.

L'année dernière encore, Sept-Îles comptait une trentaine de milliers d'habitants. On estime aujourd'hui que, depuis le début de 1981, le tiers de la population, faute d'emplois, a été contraint de quitter la ville. Or est le temps où les experts s'extasiaient devant sa fulgurante ascension ? Mille cinq cents habitants en 1949, vingt-trois mille en 1970, combien en 1990 ?

À Schefferville, la situation n'est pas aussi dramatique, car la compagnie minière supporte à elle seule le poids de la ville et a tiré les conséquences des licenciements. En ramenant à 4 millions de tonnes la production de fer, elle considère qu'il s'agit d'un polier à partir duquel elle peut repartir du bon pied », dit M. Claude Vieux, directeur des relations publiques.

« La situation actuelle ne peut pas être définitive », pense cependant M. Claude Vieux, qui fonde son optimisme sur la capacité de l'homme à résoudre ses propres difficultés. « D'autres gisements, dit-il, sont encore inexploités; l'entreprise attend des jours meilleurs et... le feu vert de ses actionnaires ».

À Schefferville, on n'est pas aussi optimiste, tout en constatant, comme cette employée de l'hôtel Royal dont le mari travaille pour un temps encore chez



SEBASTIEN BERNARD

que la ville est « victime de la crise économique générale » sans qu'elle en soit directement responsable.

« La situation actuelle ne peut pas être définitive », pense cependant M. Claude Vieux, qui fonde son optimisme sur la capacité de l'homme à résoudre ses propres difficultés. « D'autres gisements, dit-il, sont encore inexploités; l'entreprise attend des jours meilleurs et... le feu vert de ses actionnaires ».

À Schefferville, on n'est pas aussi optimiste, tout en constatant, comme cette employée de l'hôtel Royal dont le mari travaille pour un temps encore chez

L.O.C., que « la compagnie a fait son devoir » et qu'« on ne peut rien lui reprocher ».

En lançant la moitié de son personnel, L.O.C. n'a pas tout fait. Pendant ce temps, les Blancs, qui sont des chasseurs, jouent aux cartes, accusent les « sauvages » d'être des jaloux qui profitent des allocations de « bien-être » et des largesses du gouvernement du Québec. Les Indiens rétorquent que les « mandés Blancs » les ont dépossédés de leur terre sur laquelle ils sont nés, et que leur souci est de « vivre en paix ».

La compagnie a tenté d'y remédier en construisant un complexe culturel et sportif dont elle vient de reprendre la gestion à la suite des difficultés économiques. Paradoxalement, la proximité de milliers de lacs et de la forêt, fréquents surtout, semble-t-il, par les chasseurs de caribous et les pêcheurs, n'offre guère d'occasions d'épanouissement.

Trop, c'est trop : une nature immense et désolée. Le Boeing-137 de Québec, qui assure une liaison quotidienne avec Montréal, via Sept-Îles et Québec, ne suffit pas à compenser l'isolement; pas plus que le train minéralier, véritable convoi de western, qui deux fois par semaine, le mercredi et le samedi, « descend » vers Sept-Îles pour « remonter » le mardi et le vendredi. Distance de 573 kilomètres qu'il effectue en un minimum de douze heures.

Les Indiens et les Blancs

« C'est isolément s'ajoute le mur d'incompréhension qui s'est dressé, au fil des années et des difficultés, entre la communauté blanche et la communauté indienne. La ville, qui comptait en 1980 près de cinq mille habitants, n'en totaliserait plus que trois mille, dont huit cents Indiens rassemblés dans le village de Matimekush (pêcheur en montagnais). C'est peu dire qu'entre les deux « clans » s'est développé un climat de méfiance. Le voyageur qui prend, pour la première fois, le train à Sept-Îles ne s'y trompe pas. Les Blancs montent dans les wagons de queue, les Indiens dans les wagons de tête. On se parle, c'est vrai, mais sans chaleur. Brève-

ment. Certes, officiellement, la ségrégation n'existe pas, mais, dans la réalité, on ne se côtoie même pas.

Chacun dans son wagon, les Blancs, qui sont des chasseurs, jouent aux cartes, accusent les « sauvages » d'être des jaloux qui profitent des allocations de « bien-être » et des largesses du gouvernement du Québec. Les Indiens rétorquent que les « mandés Blancs » les ont dépossédés de leur terre sur laquelle ils sont nés, et que leur souci est de « vivre en paix ».

Pendant ce temps, les Blancs, qui sont des chasseurs, jouent aux cartes, accusent les « sauvages » d'être des jaloux qui profitent des allocations de « bien-être » et des largesses du gouvernement du Québec. Les Indiens rétorquent que les « mandés Blancs » les ont dépossédés de leur terre sur laquelle ils sont nés, et que leur souci est de « vivre en paix ».

Si les Montagnais admettent sérieusement qu'ils bénéficient du « bien-être », c'est pour mieux affirmer qu'ils ne demandent rien, que leur plaisir est d'« aller au bois vivre sous la tente et chasser ». Le plus souvent, pourtant, le chômage ne les préoccupe pas. 80 % des leurs ne travaillent pas, et la compagnie minière concède que, dans les gisements de Schefferville, « elle n'emploie que de vingt à trente Indiens, autant en raison de leur manque de qualification que de son refus d'employer ».

La revendication des Indiens porte davantage sur leurs conditions de vie dans la réserve de Matimekush, d'une propriété douteuse et d'une conception « barbare » alignée en arc de cercle — concentrationnaire. Ils préféreraient, disent-ils, réintégrer les bungalows plus humains que leurs grands-parents ont refusé d'abandonner. Mais ce qu'ils reprochent le plus aux Blancs, c'est de nier leur identité culturelle, de les ridiculiser en assimilant leurs ancêtres à une « peuplade de sauvages ». Aucune indemnisation ne pourra jamais compenser ce qu'ils considèrent « comme une blessure ».

Problème qui dépasse largement le cadre de la région et que contribuent entretenir les bruits les plus insensés. N'assure-t-on

pas que « la ville pourrait être rachetée par les Indiens » ? Dans cette atmosphère à la fois tendue et feutrée, dans un climat économique incertain, Schefferville essaie de trouver d'autres débouchés. La compagnie minière cherche des marchés qui lui permettraient de se dégager de l'emprise des États-Unis, indispensable et encombrant voisin, et tourne ses regards vers l'Europe et le Japon.

Le maître de la ville, M. Charles Bégin, employé chez L.O.C., remet à l'ordre du jour des idées émises il y a quelques années et préconise une stratégie de développement susceptible de servir la région de l'Innapu. Il propose la prolongation de la ligne de chemin de fer jusqu'à Fort-Chimo, à 350 kilomètres au nord de Schefferville, dans la baie d'Ungava, ce qui « permettrait le développement des mines de fer, de cuivre, de zinc et de nickel, l'alimentation au sud des forêts de Gaspé (civique) et de Val-de-la-Pérle (fisc), et favoriserait la création d'une ville nouvelle, l'utilisation des ressources de gaz naturel avec la construction d'un pipeline longuet l'actuelle ligne de chemin de fer, et l'adjonction, au projet hydro-électrique de la rivière Consanguine, d'une route reliant Schefferville ». Des travaux qui, évalue-t-il, selon M. Bégin, ont un investissement de plusieurs milliards de dollars.

Mais qui est prêt aujourd'hui à payer ce prix pour sauver une région qui a été à peine le temps de naître ?

La revendication des Indiens porte davantage sur leurs conditions de vie dans la réserve de Matimekush, d'une propriété douteuse et d'une conception « barbare » alignée en arc de cercle — concentrationnaire. Ils préféreraient, disent-ils, réintégrer les bungalows plus humains que leurs grands-parents ont refusé d'abandonner. Mais ce qu'ils reprochent le plus aux Blancs, c'est de nier leur identité culturelle, de les ridiculiser en assimilant leurs ancêtres à une « peuplade de sauvages ». Aucune indemnisation ne pourra jamais compenser ce qu'ils considèrent « comme une blessure ».

Problème qui dépasse largement le cadre de la région et que contribuent entretenir les bruits les plus insensés. N'assure-t-on pas que « la ville pourrait être rachetée par les Indiens » ? Dans cette atmosphère à la fois tendue et feutrée, dans un climat économique incertain, Schefferville essaie de trouver d'autres débouchés. La compagnie minière cherche des marchés qui lui permettraient de se dégager de l'emprise des États-Unis, indispensable et encombrant voisin, et tourne ses regards vers l'Europe et le Japon.

Aux quatre coins de France

Vins

Directement de leurs propriétés

AUBERT F., ST-ÉMILION

33330 CHATEAU LA COUSPAUDE

vous proposent deux assortiments de leurs productions :

12 Chateau La Couspaude 1978, M.D.C., A.C. St-Émilion, grand cru classé.

12 Domaine du Rouleau 1978, M.D.C., A.C. Montagne St-Émilion.

12 Chateau Saint-Amand 1978, M.D.C., A.C. Bordeaux rouge.

FRANCO T.T.C. : 546 F les 36 bouteilles. Remarque : 2 % chaque joint à la commande. Pour devis, compléter, nous consulter.

GRANDS VINS DE BORDEAUX

LUSSAC - SAINT-ÉMILION

BORDEAUX SUPÉRIEUR

33370 LES ARTIGUES-DE-LUSSAC, vous proposent ses vins en bouteilles étiquetées avec le médaille traditionnelle.

TARIF SUR DEMANDE.

BEAUJOLAIS VILLAGES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

TRUFFES

MOULIN A VENT

Grand cru de Bordeaux

Directement de la propriété

Tarif sur demande à : PAUL JANIN

72700 DOMAINE THORIN

CHATEAU DUDON BORDEAUX :

BOUGE 1978-1979 : 195 F

BLANC SEC : 120 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

12 bouteilles : 1 200 F

Produits régionaux

MIEL DE LAYANDES

Entièrement en miel pur

5 pots 200 g, net, 35 F, 100

5 pots 500 g, net, 129 F, 100

6, imp. des Jardi, 3200 MONTMELAN

FINIEU et COGNAC

« Grand Fils Champagnon »

Depuis 1816, la Famille OUBRY

recrute sur son domaine

Qualité sans pour concurrencer. Échantillon contre 7 francs.

S.A.R.L. OUBRY

de Chénouillet, 61100 Ségennes.

Foies gras

FOIES GRAS ET CORNUS DU GERS

vente par correspondance

GERS : 6700 LECTOURE.

Tél. : (05) 64-74-22.

CHRC

Octobre

La chronologie des événements de l'année 1981

ÉTRANGER

LIBAN : Une voiture...
R.F.A. : ...
IRLANDE : ...
Soudan : ...
France : ...
Norvège : ...

La course aux armements

1. M. Ronald Reagan...
2. Le président américain...
3. Le président soviétique...
4. Le président français...
5. Le président allemand...
6. Le président japonais...
7. Le président britannique...
8. Le président italien...
9. Le président espagnol...
10. Le président grec...
11. Le président turc...
12. Le président grec...
13. Le président turc...
14. Le président grec...
15. Le président turc...
16. Le président grec...
17. Le président turc...
18. Le président grec...
19. Le président turc...
20. Le président grec...

مكتبة الامم المتحدة

xi



Il y a cinquante ans, pour susciter des vocations coloniales et montrer à la France son empire, l'exotisme devient exposition.

DÉPUIS qu'en 1851 Londres organisa la première exposition internationale, ces gigantesques foires universelles plaidèrent n'en pas manquer : une soixantaine en un siècle. Si notre mémoire nationale se souvient de Paris 1889 avec sa Tour et de Paris 1937 avec son palais de Chaillot, elle se souvient moins de Sydney 1879 ou de Milan 1906 : moins aussi, et c'est plus surprenant, de Paris 1931. Pourtant, l'Exposition coloniale internationale eut un succès et une importance qui n'ont rien de secondaires. En 1931, au plus tard, virent s'affronter en sculpture imposante, au couple glorieux et pudique du pavillon soviétique les trois maîtres nazis et menaçants du pavillon nazi.

chez Plon, et le monumental *Atlas colonial français* édité par l'illustration et préfacé par le maître d'œuvre de l'exposition, le maréchal Lyautey, nommé commissaire général.

Le vieux soldat, qui trouve là une espèce de résumé grandiose de sa carrière et une occasion de retour à la vie active, que le gouvernement avait interrompue en l'écartant du Maroc en pleine guerre du Rif, traduit la pensée

des politiques et leur souci quant à la problématique coloniale face à l'opinion. D'entr'ici : *« Dans notre enseignement public, les colonistes tiennent trop peu de place... En particulier la période de l'esclavage (1713 jusqu'à nos jours est vraiment trop négligée. Il s'agit de réconcilier le Français et son empire. Aussi, l'enseignement comme son prélude l'Atlas... vise un triptyque : l'histoire, la géographie, les langues ; la faire entrer en résonance à leur essor économique auquel est si intimement liée la prospérité de la France elle-même... »* Chacun doit savoir à quel point l'enseignement est un lieu où se joue une forme du devoir civique et patriotique : *« L'œuvre, qui s'affaire pas des profits (...), exige du dévouement, de l'abnégation... »* *« notre faible natalité aussi que l'effacement de la France dans le monde, les plus féroces du monde sont un obstacle à l'expatriation »,* mais il est indispensable d'éveiller des vocations pour la carrière colo-

Enfin, le préfacier insiste sur le danger d'être dépendant des économies étrangères, dont nous protégerons les colonies, qui « sont un réservoir où nous pourrions toujours puiser tout ce dont nous avons besoin ». Et il conclut par une définition de la colonisation, « la plus haute expression de la civilisation », en soulignant le devoir des peuples évolués envers ceux qui ignorent « le progrès, l'hygiène, la culture » et que nous devons aider « à s'élever sur l'échelle humaine ».

Le commissaire général de l'exposition mène l'affaire comme une conquête. Parallèlement à l'organisation, il conduit une intense propagande qui incite les capitaux aux investissements outre-mer et la jeunesse à y transporter un enthousiasme que le chômage métropolitain n'entretient guère. Plus de cinq cent mille affiches annoncent

(Suite de la page XVI.)

« Que lisez-vous ? », demanda le voyageur, comme s'il avait voulu le détourner de pensées qu'il avait fait naître. Elle lisait un roman moderne où ne se passait rien, mais dont le style se remarquait beaucoup. Ils parlèrent de livres. Quand le train s'arrêta à Angers, quel qu'un vint ouvrir la porte. Ils tournèrent la tête ensemble et intrus s'en alla, ce qui les gêna tous deux. Ils se mirent à contempler le paysage qui se révélait à différents points de vue.

Maintenant, la jeune femme regardait plus la campagne que l'eau affleurant en longues stalactites spongieuses, mais le regard de l'homme dans la glace et au-delà, cette image qui avançait maintenant enfin une place trop grande à l'intérieur d'elle-même pour venir s'appliquer comme un masque sur les traits de l'inconnu. Elle s'étonna de souffrir toujours autant. Quand elle avait fait part à Martheu de ce qu'elle avait décidé, elle avait conclu avec une certaine légè-

Un jour, ce sera quelque chose de joli.

Car, en plus, elle avait à cette époque des préoccupations d'ordre esthétique: le beau, le laid, etc. Ce qui était beau allait avec elle, ce qui était laid, non. C'est ainsi qu'elle avait choisi. Mais rien n'était devenu supportable. Il arrivait encore que le matin elle se réveille, pense qu'aujourd'hui elle va être heureuse, et que tout à coup tout à l'heure. Et il arrivait plus souvent encore que, le soir, elle se dise demain, où, elle le fera. C'était avec ces petites tricheries qu'elle avait tenu et ré- tenu jour après jour. Tout à coup, elle se réveille, et elle se dit: l'image se mettra à grossir et à envahir. L'homme lui tendit un mouchoir aussi simplement qu'on donne l'éponge. Quand elle lui le rendit il parut hésiter, puis, se levant, vint s'asseoir à côté d'elle. La jeune femme avait croisé les mains avec la jeune mariée, et elle avait promis de remettre à retrouver leurs manières, mais il ne se laissa pas im-

« Vous devriez pleurer »,
conseilla-t-il.

Elle le regarda et, aussitôt, une force brutale la plaia en deux. Elle pleura d'abord à petits coups s'efforçant encore à la discrétion, puis les sanglots devinrent de plus en plus violents, de plus en plus nus. Il passa un bras autour des épaules de la femme, la redressa. L'installa contre sa manche. Parfois, il encourageait d'un « là » ou d'un « bien », qui, répétée d'une voix lente, dénouait des sanglots plus profonds venus de plus loin encore. Il y avait à la source de cet déferlement un tel malin, naitelle accumulation de douleurs, qu'il en fut effrayé et émerveillé. S'il n'avait pas été là, elle serait peut-être morte. Un jour, elle se serait éteinte à

« La dame ne va pas bien ? »
L'inquiéta l'homme à la casquette

— Mais si —, dit le voyageur avec un geste qui signifiait : je m'occupe de tout.

Elle pleurait maintenant plus calmement, presque avec aisance, prononçant parfois des

mois qui étaient absorbés en même temps que les larmes par le rictus de la veste. Chaque

fois, l'homme répondait : « oui » et les mots s'espacèrent. Quand le train arriva au Mans, elle se tut. Une vieille dame chercha à entrer dans le compartiment. L'homme lui lança un regard si courroucé qu'elle s'enfuit, cognant sa valise dans le couloir. Il profita de l'arrêt pour reprendre son mouchoir. Quand il se leva la jeune femme

— *Vous allez dormir,*

Elle se dit qu'elle devait réfléchir, mais ne trouva pas à quoi et ferma les yeux. Ce n'est qu'après Chartres qu'elle se redressa brutalement.

« J'ai dû m'endormir, dit-elle

mécontente, car, bien sûr, à cet instant elle lui en voulait ; inquiète, elle lissait le tailleur, cherchait son sac.

— Vous avez le temps de vous préparer », fit-il remarquer en ramassant l'imperméable.

Se tournant vers la vitre, elle se coiffa du bout des doigts. Soufflant ensuite énergique-

l'événement. On édite 5 millions de cartes postales, autant de dépliantes et bien plus de timbres-vignettes. Aux actualités, dans la « *ciné-du-résumé-soir* », on suit, semaine après semaine, les progrès des chateaux du lac Daumoulin. On s'ébahit au spectacle de l'éléphant qui dégage du wagon la caisse où s'enfume une girafe. La radio, l'Albe de son escor, s'empare du sujet inépuisable. Et le 6 mai, les publicitaires du commissaire ayant bien fait leur travail à l'étranger, s'ouvre, aussi l'Exposition, comme celle que « *se matérialise pour nous après un moment et le lever d'un jour français qui se poursuit depuis un siècle*... », améliore le sort des hommes et élève leur niveau moral », comme le dit l'académicien Georges Lecomte.

Pendant six jours, les festivités se multiplient, le succès espéré se fait triomphe. Certains jours, trois cent mille visiteurs se bousculent à Vincennes. On vient applaudir Lolo Fuller et ses ballets au goûts exotiques, les danseuses folkloriques du Maroc ou d'Annam, les danseuses de Tablî, du Cambodge d'A.O.F. ou d'A.E.F., les tam-tams de Grèce et de Madagascar. On se précipite – plus ou moins de films sur la vie des plus ou moins « sauvages ». On écoute les frères Jérôme et Jean Tharaud parler de l'Afrique du Nord, Henri Barresse de l'Indochine, Claude Farrère de l'Afrique noire. Et sans négliger les pavillons des autres nations, on se élouï par la « réédition » d'une partie du temple de la culture française. L'étranger se retrouve à cette grande fête où, embellie par les innombrables détails militaires et les fastes des tentes, la nécessité d'être un pays colonial s'impose aux visiteurs – près de dix millions – qui ont vu à cette date 318 millions ! Paul Valéry n'a pas tort d'écrire : « une impression considérable dans le pays » et de l'attirer que l'Exposition « a mis la nation en présence de son œuvre. Elle lui a fait connaître sa puissance et sa responsabilité ».

Lyautey peut être satisfait. Dans les esprits, en novembre 1931, le fait colonial est bien plus présent et mieux perçu qu'en mai. La France est prête pour dix ans d'émotions coloniales, du légionnaire s'efforçant bon le sable chaud à Gahin mourant pour la Bandera, en passant par le culte de Lyautey-le-Marocain et un enseignement qui ne fait plus « trop peu de place » aux héros des conquêtes... Sur le terrain, restent le cadre-environnement de la porte Dorée, le Musée des colonies et le zoo de Vincennes. ■

ment sur le bas d'une manche,
elle tamponna ses yeux avec
cette étoffe tiffine.

« Quand j'étais petite, nous
faisions comme ça », expliqua-
elle. Il songea qu'entre cette
enfance et maintenant elle
n'avait pas assez pleuré.

« On ne voit plus rien », assura-t-il quand elle eut renouvelé deux ou trois fois l'opération et, côte à côte, ils regardèrent défiler la terre brune et les routes grises qui maintenant allaient toutes vers Paris. Quand le train arriva à Montmarasse, il se leva le premier et ouvrit l'imperméable. Avant de quitter le compartiment, il chercha quelque chose à lui dire. Ses mots qui lui vinrent à l'esprit furent : « Dieu vous garde. » Il trouva cela un peu banal.

« Dieu vous garde, dit-il »

— Vous aussi », répondit-elle souriant. Il lui trouva un petit ton moqueur, ce dont il fut

- CATHERINE DECOURS est enseignante à Nantes. Elle doit publier son premier roman en janvier chez Olibon, *le Ritx à cinq heures*. Elle a obtenu, avec cette nouvelle, un prix de l'Académie de Bretagne.

ACHETONS COMPTANT
à nos bureaux
ou par correspondance
VIEUX BIJOUX, DE 150 DR
OR DENTAIRE

OR	14 carats	33 F
	18 carats	46 F
	24 carats	66 F

(par cette le gr. cours du 27.10.81)
LE BILLOU D'OR (service MON)
1 r. Saulnier Paris 90 - 1er étage

هكذا من الأصل

Manifeste pour réconcilier le pouvoir et l'avant-garde

(Suite de la première page.)

Les États généraux de la culture partent du principe que le nouveau pouvoir socialiste, pour être réellement socialiste et réellement nouveau, devra mettre un terme à la dictature bureaucratique dans le domaine culturel comme dans les autres. Ce n'est évidemment pas en remplaçant des despotes de « droite » par des despotes de « gauche » que s'opérera la moindre amélioration, il suffira de regarder actuellement la télévision pour s'en assurer. Les critiques que Claude Estier a adressées aux directeurs de chaîne et aux chefs de service qui confondent encore « information ministérielle » et « journalisme télévisé » sont très pertinentes. On assiste toujours aux téléspéculations des discours édifiants, et, sous Mitterrand, il y a encore moins d'émissions littéraires, musicales, artistiques ou théâtrales de haut niveau que sous Giscard. De qui se moquent-ils ? Faudrait-il faire la grève de la redondance pour obtenir de la télévision française un journalisme politique et culturel de qualité ? A l'université, à l'école, dans les musées aussi, le changement est resté un vœu pieux. Ne parlons pas de l'usine, c'est à ceux qui y travaillent de le faire sans intermédiaires.

A Bercy

Par contre, la décentralisation, lorsqu'elle sera effective et à condition qu'elle ne transmette pas simplement aux notables de province tout le pouvoir décisionnel, aura certainement des effets bénéfiques, y compris dans le domaine dont nous parlons. Cependant, si nouvelle politique il y a, Jack Lang l'a clairement formulée : « La place sera faite au faisonnement des expériences et à la multiplication des initiatives autogérées... Nous sommes là pour permettre aux forces les plus vivantes de déployer leur pleine énergie... Si ce projet-là, en effet, commence à se réaliser dès maintenant, la question du socialisme et de la liberté se posera concrètement avec l'enthousiasme et la créativité que cela implique. Si, au contraire, l'oligarchie bureaucratique, uniformisatrice et centraliste n'est pas levée, ce discours restera lettre morte.

On l'a dit et redit : la liberté ne se revendique pas, elle s'invente. Voilà la finalité des États généraux. Ce rassemblement interprofessionnel ne cherche pas à gérer ce qui existe : les universités, les musées, les maisons de la culture et les centres culturels sont des machines irréversiblement gérées par la bureaucratie, — mais à inventer ce qui n'existe pas encore, à redéfinir

la fonction même de la culture, donc à inventer des instruments institutionnels nouveaux.

Revenons un instant sur un projet concret issu des États généraux, dont le ministre de la culture a parlé avec le maire de Paris : le village de Bercy, Hanbourg, Bruxelles, Amsterdam, New-York et Londres ont tous, depuis longtemps, des laboratoires semblables qui sont subventionnés par les municipalités, les différents ministères, et autofinancés par leurs recettes. De grandes œuvres novatrices y ont été conçues et produites. Prenons un exemple qui les résume tous, celui d'une annexe gare de triage londonienne, le Round House, où, il y a quinze ans, Arnold Wester, le Living Theatre, des dizaines d'autres troupes et orchestres, ont pu travailler, et où a eu lieu la fameuse manifestation Dialectics of Liberation. En 1981, à Paris, il n'existerait rien de ce genre si l'on excepte le Centre américain, qui, comme son nom l'indique, est un territoire étranger. On dirait que, loin de vouloir attirer à Paris le plus grand nombre possible de créateurs, on les a, jusqu'ici, poussés à s'exiler.

Nous proposons donc de créer à Bercy, autour du jardin réaménagé et à ériger par les associations de quartier et les groupes écologistes un nouveau Baubaus international. En clair, un ensemble transculturel composé de divers lieux de travail et de spectacles, ateliers pluridisciplinaires et salles de réunions qui réuniraient les entreprises abandonnées après les avoir rénovées et adéquatement équipées. Le « recyclage » de Bercy en laboratoire de théâtre, de musique, de poésie, de peinture, de philosophie, de danse, de cinéma, de vidéo... coûterait bien moins cher que la construction du monstrueux manoir de Beaubourg, qui est certes une réussite du point de vue de l'industrie du tourisme, mais une catastrophe nationale du point de vue de la création artistique. La transformation, à Bordeaux, des anciens entrepôts Lainé en magnifique espace pictural est un exemple à suivre. A Paris et en d'autres grandes villes, il manque un lieu où inventer la culture à venir, un lieu qui échappe à la suradministration, un lieu où la liberté et la transversalité ne soient pas l'exception mais la règle.

Répondant il y a peu de temps à une enquête restée inédite d'un hebdomadaire sur la politique culturelle qu'il souhaitait voir appliquer par des socialistes, Jean-Pierre Marché écrivait à juste titre la grande figure d'André Breton, l'homme-phare. Dans la *Cité des champs*, Breton écrivait : « Il faut changer le jeu et non les pièces du jeu ».

Le moment est venu de passer aux actes.

« Je m'en réjouis »

Evocant avec Félix Guattari et Jean-Pierre Faye les États généraux de la culture au micro de Radio-Toronto, le 29 septembre dernier, M. Jack Lang, avait notamment déclaré :

« Chaque fois que des groupes et des personnes s'efforcent de prendre une initiative de réflexion et d'agitation, c'est un mieux, c'est un pas en avant. Notre travail, à nous, est de ce fait largement facilité. Car il n'est pas possible que de nos seuls cerveaux sortent l'alphabète et l'homme de la culture de demain. Si notre volonté politique — qui est évidente — n'est pas accompagnée d'une volonté parallèle chez les intellectuels, les écrivains, les artistes, dans toutes les couches de la population, tout ce que nous ferons ce sera de l'administration. C'est-à-dire des lois, des décrets. On distribuera des fonds. Et puis, la réponse, ce sera le mort.

« En revanche, comme vous et vos amis en avez déclenché le processus, avec les États généraux de la culture, il y aura désormais chaque région et à Paris des personnes décidées à prendre en main leur destin intellectuel. Je trouve cela formidable. Notre finalité n'est pas de fonctionner au service de nous-mêmes, de nous mettre au service d'une administration. Nous sommes là pour permettre aux forces les plus vivantes de déployer leur pleine énergie. Si, un peu partout, il y a des gens qui prennent en main leur destin, il suffit de donner un coup de pouce, d'apporter un peu d'aide. C'est merveilleux, et non seulement je ne m'en plains pas mais je m'en réjouis. »

« J'ajoute que vous et vos amis, en tant que citoyens, vous devez aussi poser cette question des nouveaux territoires libérés à la Ville de Paris.

Je vous invite à frapper à la porte de la mairie et à dire : « Voilà ce que nous proposons de nouveau et d'important, et de beau, pour la Cité du Temple, pour le village de Bercy, pour le marché Saint-Germain. » J'ai déjà évoqué la question avec Jacques Chirac. A propos de Bercy, je lui ai fait remarquer que la « Vall' d'Hiv' » occuperait une fois de plus cet immense terrain. Pourquoi n'imaginait-on pas, à côté, un village d'artistes où des jeunes et des moins jeunes pourraient présenter leurs œuvres ? Il y a là, j'en suis convaincu, la possibilité de faire quelque chose de magnifique. Je lui ai dit que nous étions prêts à soutenir un concours financier à Bercy, et à d'autres lieux de Paris. Le maire de Paris m'a donné son accord pour une étude en commun de ce « Village à ciel ouvert... »

PUBLICITÉ

L'esprit des lois

CLAUDE FISCHLER

COMMENT le passé peut-il se transformer en anisette ? Ce que les chimistes ne peuvent accomplir, la publicité le réussit sans peine hier encore : le breuvage embellissant les verres qu'elle nous présentait avait le nom d'un passé, la couleur du passé, mais ce n'était pas du passé. La radio nous répétait que « l'anisette Ricard » est « le meilleur ami de l'eau » ; que avec « l'anisette Paris 51 », on est « heureux comme un 51 dans l'eau ». Les magazines rapelaient, eux, que « Pernod 45 anisette » est « très jeune, très frais, très Pernod ».

La vérité est prosaïque : cette transmutation doit moins à la magie qu'à une délicate alchimie juridique. La loi française classe les boissons en cinq catégories : tout d'abord lorsque l'on sait que l'anisette figure dans la quatrième, alors que le pastis est dans la cinquième, ni elle est interdite. La Cour de cassation a jugé la « publicité-alibi » illicite.

Outre la publicité de l'alcool, celle des médicaments, du tabac, des carburants, des opérations de crédit, des produits cosmétiques, des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle est encadrée et limitée plus ou moins rigoureusement par la loi.

En matière de télévision, les restrictions sont nombreuses et complexes. Tous les produits d'ont pas accès au petit écran. Les heureux élus doivent se soumettre aux règles de la loi française de publicité (R.F.P.) dont la commission de visionnage exerce sur les scénarios un contrôle *a priori*.

Les annonceurs et les agences déploient des prodiges d'ingénierie pour exploiter au mieux les brèches et fissures qui subsistent dans le barrage législatif. Depuis que leurs louvoisements ont été sanctionnés, les spiritueux ont changé leur fusil d'épaulé. Ricard donne son nom à un circuit automobile ou au bateau de Tabary, s'étalant ainsi sur les écrans de télévision, à la une des journaux, mais c'est le nom d'une personne (Paul Ricard) et non celui d'une marque...

Le chameau fumeur

En matière de tabac, la loi Veil interdit de représenter autre chose que ce qui figure sur le paquet. Chacun peut voir en feuilletant les magazines que cette contrainte semble assez soigneusement appliquée. Camel a été chassé pour son chameau fumeur et rigolard. La Seita a dû plaider pour défendre sa campagne pour les cigarettes News. Camel encore — suprême habileté — réussit à associer son nom à l'aventure et à l'exotisme : les voyages « Camel-expéditions » (Touring-Vacances) proposent « la traversée du désert du Rajasthan en chameau » et Land Rover... Philip Morris a choisi le mécanisme en créant une fondation pour le cinéma. L'agence Alice, pour P&M, fait preuve d'une invention peu critique : cigarettes et paquets, mis en bandes dessinées, jouent à saute-mouton et se livrent à des apparitions.

Les pétroliers ont apparemment fini par s'accommoder de la loi qui interdit toute publicité tendant à augmenter la consommation de carburants. Dans un premier temps, ils avaient tenté de nous convaincre que, en achetant leur essence, nous faisions en réalité des économies d'énergie... Par la suite, ils ont eu au point des campagnes « d'intérêt public » (Antar, Shell et ses « nouveaux conducteurs »), ou fait porter leurs efforts sur ces véritables supermarchés de la route que sont devenues les stations-service.

Mais, en publicité comme ailleurs, on ne peut s'interroger sur l'efficacité d'une réglementation sans s'assurer que ses motifs sont

clairs et qu'elle s'applique également à tous.

Réglementer la publicité du tabac ou de l'alcool semble très aisément justifiable en termes d'hygiène et de santé, c'est-à-dire d'intérêt public. Les difficultés commencent lorsque l'on s'aperçoit que, à ces laudables motifs, se mêlent d'autres préoccupations, d'un ordre tout différent. Revenons à la classification des alcools : on s'aperçoit que les critères qui y président sont d'une subtilité telle qu'un anthropologue structuraliste s'y retrouverait pas ses petits. Les produits de la classe V (whisky, pastis, etc.) ne peuvent faire l'objet de publicité. Mais comment s'explique, alors, que la classe IV, qui peut en faire, comprenne des alcools tout aussi forts (entre 16 et 55 degrés) ? Et que la classe III, ni figurent des spiritueux titrant environ 18 degrés, soit à nouveau strictement réglementée ? N'écoutez pas les mauvaises langues qui font sournoisement remarquer que, dans la classe IV, figurent surtout des produits bien français (cognac, armagnac, calvados, par exemple), alors que les produits d'importation (whisky, aperitifs italiens) sont réduits au silence...

Devant la Cour européenne, où la perfide Alban a traîné la France, on présente que cette législation était protectionniste et contraignait au traité de Rome, nos représentants ont développé une subtile argumentation : les produits réglementés ressortissent, ont-ils fait valoir, à une catégorie culturelle spécifiquement française, celle des spiritueux. Or les spiritueux sont plus mixtes à la fois publique que les digestifs, car, par définition, ils sont consommés à jeun. La Cour n'a pas suivi cette pénétrante analyse médico-éthico-culturelle. De sorte que — cruel retour des choses — la France est punie par où elle avait péché : les campagnes pour les whiskies britanniques (Johnny Walker, J and B) s'établissent depuis quelques semaines dans tous les magazines, alors que les alcools français de la classe V restent soumis à la loi.

C'est également pour des raisons largement économiques que la télévision, de l'aveu même de la R.F.P., est ouverte à la publicité pour le jour au moment, précisément, où l'industrie française menaçait de s'écrouler devant la concurrence européenne. Une contradiction délicate en alors apparaît : comment concilier cette publicité avec la volonté affirmée et huaile de protéger l'enfant contre les abus de la publicité ? La R.F.P. éprouve, elle le reconnaît, quelque difficulté à édicter des principes simples et clairs en la matière. Les enfants sont réduits au rôle de mannequins : ils ne peuvent prononcer le nom d'une marque, porter un vêtement orlé

d'une marque, chanter en chœur, à moins que leur voix ne soit mêlée à celles d'adultes...

Lobbies

Parmi les secteurs qui ne peuvent accéder à la publicité télévisée, figurent ceux qui ne peuvent faire l'objet d'un contrôle suffisant de la R.F.P. : l'immobilier, les cours par correspondance, les produits amalgamés, la location de main-d'œuvre... Mais, pourquoi la margarine et les ordinateurs ? (A cause des stocks de beurre européens et d'I.B.M.). Et pourquoi le tourisme ? Quand ce n'est pas le protectionnisme qui se profile derrière ces restrictions, ce sont des intérêts sectoriels ou des lobbies. Ainsi la presse écrite, en particulier les quotidiens régionaux, qui s'étaient opposés avec succès à l'introduction de la publicité à la télévision jusqu'en 1968 (et qui semblent avoir enregistré un nouveau succès dans l'affaire des radios libres), pressent d'un poids sans doute déterminant dans l'exclusion de la distribution (les grandes surfaces sont parmi les plus gros annonceurs) et dans celle de l'édition et des spectacles.

Lorsque la réglementation (ou ceux qui l'appliquent) se mêle de sujets touchant au « bon goût » ou à « bonnes mœurs », on aboutit à des situations contradictoires, qui appellent les tribunaux judiciaires ou des commissions de visionnage, demande depuis peu aux publicitaires de ne plus montrer de cuvettes de W.C. aux heures des repas, même pour promouvoir des détartrants spéciaux.

Il existe, sans doute, d'autres solutions lorsque la réglementation n'autodiscipline pas la corporation. En mai 68, le dénouement de publicité avait été hissé au rang des Beaux-Arts. Au Québec aujourd'hui, la « contre-publicité » est couramment utilisée, surtout en matière de santé. En France, la puissance publique préfère apparemment d'autres solutions : c'est probablement pourquoi elle réglemente la publicité du tabac tout en continuant d'assurer sa vente...

ACTUELLES

La faim

« La famine commence d'étendre ses ravages et l'on peut craindre la disparition du genre humain presque entier. Les conditions atmosphériques se font si déplorables qu'on ne trouve de temps propice pour aucune semaille. [...] Quand on voit mangés les bêtes sauvages et les oiseaux, les hommes se nient, sous l'empire d'une faim dévorante, à ramasser pour les manger toute sorte de charognes et de choses horribles. Certains eurent recours, pour échapper à la mort, aux racines des forêts et aux herbes des fleuves. [...] On ne voyait que faces pâles et émaciées ; beaucoup présentaient une peau distendue par des ballonnements ; la voix humaine elle-même devenait grêle, semblable à de petits cris d'oiseaux mourants. [...] Si certains entendaient dire qu'ils se trouvaient mieux de se transporter en d'autres contrées, nombreux étaient ceux qui préféraient en chemin d'assomoir. [...] Souvent même, quand ces malheureux, depuis longtemps consumés par la faim, trouvaient le moyen de la satisfaire, ils enflaient aussitôt, et mouraient. »

Cela se passait, non pas au loin, en Afrique ou en Asie — mais dans la région de Mâcon, l'an 1033, selon la *Chronique*, en latin du moine clunisien Raoul Glaber. (Traduction d'après J. Le Goff.)

JEAN GUICHARD-MEILL

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

en provenance directe, Adèle Bouvier vous propose

Pour vos cadeaux.

Pour vos diners.

Pour cadeaux d'entreprise personnalisés.



Château de Barbe Blanche

LUSSAC-SAINT-ÉMILION

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (56) 84-00-54

هكذا من الأصل

POESIE

Claude Royet-Journoud

Claude Royet-Journoud est né en 1941 à Lyon. Producteur sur France-Culture de « Poésie interrompue », il a fondé la revue *Silène* à Paris, qu'il a animée avec Anne-Marie Albiach et Michel Contreau. Il a publié la *Notion d'obstacle* (Gallimard), le *Travail du nom* (Maspero), *Lettre de Siny* (Fata Morgana) et a édité *Travail de poésie dans la revue de l'université de Bruxelles*.

L'amour dans les ruines

Tout reprendre à partir d'ici. De cette chaleur hésitante. De l'ombre mal repoussée. Gagnants. A contre-courant du paysage. Dans la roche qui domine.

Le retrait est tel que rien n'arrive. Quitter le linceul. Franchir. Les bruits ressurgissent. Obstinés ou fidèles. Masse d'énigmes que notre dos couvre. Un froid retrace ce parcours oublié de la mémoire. Des bêtes poursuivent une proie imaginaire. Dénée du corps dans les orbes. A même le sol que l'identité déplace.

Nique vers soleil. La chaleur retarde la marche par tous les angles. Rien à voir. Un prolongement absurde à travers le temps. Freiner le regard. Je les vois avancer. Se défaire sous mes yeux. Une conversation à tout autant de mérite. Le passage des voix. D'un corps à l'autre. D'une table à l'autre. Ce qui emplit la pièce, résonne, revient, rebondit. Prend de l'ampleur ou s'estompe dans la chaleur des verres.

Trois couleurs : une femme. Sous la table. Le froid dans la main comme un réveil.

Ils viennent revoir ce qu'ils n'ont jamais cessé de voir. Ils s'approchent de l'enfance. Rien ne se fait. N' avance. Lenteur et silence de la surface où il se meut. (Désigner du doigt l'emplacement de la nuit.) Des voix ? Des pas ? Elles remontent. Et se sera l'absence. L'attente. L'étonnement devant l'étendue. (Noircir pour le nombre et la fatigue.)

J'ai beau ne pas savoir, le nettoyage passe par l'aveuglement et l'aveuglement par l'insistance. La main perce pour enchaîner la lettre qui donnera au corps la légèreté appropriée à ce voyage.

Un bruit paisible, régulier, monotone. Un bruit qui racroche et centre. Qui fixe la perte. Qui relie. Un bruit qui fait que l'on ne vacille pas totalement. Que l'on se retient...

Une jete noire. Géographie grammaticale et nocturne. Agrippé à l'air sans le savoir. Alimenter la perte.

On ne sait comment l'émotion arrive, se déverse. Je le vois, contre ses fruits, débout, déchirant de l'œil et des lèvres des lignes à la calligraphie houleuse. Et l'impression de voir battre son cœur.

Car la répétition est aussi ce visage qui brusquement s'ouvre.

Et je te revois dans les draperies de la scène ressaisissant ton livre dans le vif de la parole. T'apprenant, comme pour un office, à rendre la matérialité du son à ce théâtre.

La soif est une fable. Une histoire que plus personne ne raconte.

Il porte à ses lèvres la vérité d'un corps au point fixe. Entre sommeil et fable.

Au milieu de l'image l'espace nourrit. Lèvres dont le mouvement atténue la sentence. Nul portrait n'accède au feu. Un sol sans identité.

Rien avant la mer. Une table est face au monde. Comme un ultime point d'appui. Un ultime retranchement. Ou encore, un malaise grammatical.

Des chiffres tournent à l'intérieur de la main. C'était il y a longtemps, nous longions paisiblement la côte quand l'horizon devint dangereux. Fendant la terre. Trouant le réel... C'est dans une ligne que se résout cette énigme. C'est dans une ligne que tombe la mer et que disparaît le vertige. La perte de l'équilibre était dans l'horizon. C'était il y a longtemps. Ainsi devraient commencer tous les récits.

Ce n'est pas un livre pour vous. (...)

GÉNÉALOGIE

Congrès à Istres

PIERRE CALLERY

RATTACHÉS à l'agglomération du sud-ouest de l'étang de Berre, 26 698 habitants furent recensés le 20 janvier 1980 à Istres. La génération précédente ne comptait, en 1954, que 8 009 âmes, dont seulement 4 903 dans le bourg principal.

Pourtant, une visite du centre, et spécialement de la vieille église, montre à l'évidence que la ville est très ancienne. La correspondance entre son développement récent et celui de la généalogie n'explique probablement pas le choix d'Istres comme lieu de réunion du VII^e Congrès national de généalogie tenu les 16, 17 et 18 octobre derniers, mais elle se pose en symbole car, pas plus que celle d'Istres, la progression de la généalogie ne semble devoir s'arrêter.

Vu l'excentricité du lieu, la quasi-impossibilité actuelle pour les salariés de rechercher leur généalogie (1), et, a fortiori, de venir, tout comme pour les scolaires qui ne jouissent pas de vacances à cette date, la participation fut importante : environ deux cents personnes de la proche région, cent cinquante venues de l'ensemble de la France, et quelques-unes de l'étranger.

Le directeur général des Archives de France, M. Jean Favier, représentait le ministère de la culture, M. Jack Lang. Le fait mérite d'être signalé : jamais auparavant la généalogie ne fut considérée en France autrement que comme une distraction futile (et même parfois nuisible). Dans ses allocutions, Jean Favier a mit jamais en doute l'importance culturelle de cette activité. Il envisagea, mais sans y trouver sa-

turellement de solution, le problème de l'ouverture des dépôts d'archives pendant les week-ends, afin que les salariés puissent s'y rendre (2).

Il rappelle à nouveau pourquoi les directeurs des dépôts recueillent, à juste titre, à l'envoi de photocopies (l'éclairage des appareils est si violent qu'il détruit inévitablement le document exposé), mais précise que la photographie, elle, ne présente aucun inconvénient. Tout lecteur, ajoute-t-il, a le droit de prendre lui-même en photographie tout document non réservé et, si le service possède l'appareillage nécessaire, de lui en demander l'exécution (facturée alors à un prix raisonnable). Plusieurs dizaines de dépôts doivent d'ailleurs être équipés prochainement d'une salle de microfilmage.

Palladii

Quant à l'attitude à adopter en face des notaires qui n'ont pas encore versé leurs minutes anciennes au dépôt des archives départementales (3), sa position est essentiellement pragmatique. Si le notaire tient tellement à ses dossiers et minutes, il doit logiquement les bien conserver. En tout état de cause, il n'est pas bon de brader malicieusement la loi. Il vaut mieux user du maximum de diplomatie, éventuellement attendre, plutôt que de provoquer des catastrophes (en un lieu que nous ne nommerons pas, un notaire furieux envoya toutes ses minutes anciennes à la décharge publique...).

Certes, on ne peut qu'approuver, sur tous ces points, les positions du directeur général des Archives de France, tontefois

certaines de ses attitudes pourraient inquiéter le généalogiste. Grand maître en histoire, au sens traditionnel, il n'est pas généalogiste. Si l'amateur, pense-t-il, ne peut momentanément se déplacer pour réaliser sa recherche, il serait raisonnable d'en entreprendre une autre... Le conseil est bon, excellent même, pour l'étudiant qui veut préparer une thèse solide. Personne, en revanche, ne le suivra qui recherche ses aïeux avec passion ! Souls, ses ascendants l'intéressent et le mèneront finalement au bout du monde. L'échange de recherches entre amateurs de pays éloignés eût été un palliatif provisoire plus acceptable. De même, la généalogie n'est pas à la mode. La mode se démode, et la généalogie dure depuis toujours et partout !

L'informaticien, très à l'honneur à ce congrès, donna l'occasion d'une remarque et d'un soupir de plusieurs congressistes-informaticiens ou non. Les minutes des notaires parisiens furent l'objet pour 1751 (et aussi pour 1741) d'une étude par l'informaticien très remarquable. Toutefois, il fallut deux ans environ pour réaliser une année. Ne serait-il pas souhaitable, pour un futur travail, de se contenter du nom et prénom des contractants, de la date et de l'étude ? Cela permettrait un énorme gain de temps et de posséder ainsi, très rapidement, un fichier qui ne prendrait pas de plus en plus de retard, mais pourrait facilement être tenu à jour.

Les tables du contrôle des actes du dix-huitième siècle n'étaient pas dressées avec plus de précision, celles de mariage ne comportaient même pas toujours le nom de l'épouse et, pourtant, telles qu'elles sont, elles rendent les plus grands services...

A ce désir, M. Jean Favier répondit que les « historiens » pousseraient les hauts cris... qu'il leur fallait des données plus étendues, que la table proposée les obligerait à regarder chaque acte. Mais les généalogistes ne doivent-ils pas étudier tel ou tel acte au milieu de beaucoup d'autres qu'il leur faut quand même regarder ?

Toujours est-il que M. Philippe Rossignol, qui présente l'expérience informatique du recensement de la partie française de l'île de Saint-Christophe (Antilles) pour l'année 1671, considère qu'un fichier simplement nominatif des minutes notariales parisiennes pourrait être réalisé très rapidement et rendrait de grands services.

S'ajoute le fait nouveau du ralliement de la généalogie historique à la généalogie : l'École des hautes études a décidé de dépasser le cadre territorial (monographie paroissiale) pour réaliser des études légères sur l'ensemble du territoire. Jacques Dupuy, son directeur, a lancé une enquête d'un style neuf : reconnaître la descendance patrimoniale d'un échantillon de trois mille couples formés au début du dix-seizième siècle et répartis sur toute la France.

Enfin, à chaque congrès national, de nombreux ateliers fonctionnent : outre ceux de généalogie et de démographie, citons ceux des sources à l'étranger, la « table ronde » entre archivistes et généalogistes, les expériences de la vie des associations (création d'un réseau de chercheurs, par A. Garneau ; documentation permanente, par Y. Maistre ; projets nationaux, par Gérard de Villeneuve ; et dossier communal, par M. Bertrand), la généalogie à l'école, l'héraldique, la famille (abbé Paul Gueyraud), médecine et génétique, et - bien sûr - un atelier d'initiation à la généalogie.

CONTE FROID

L'acquisition

Il avait un sens des affaires si bien aiguë qu'il était arrivé à s'acheter à bas prix une personnalité. JACQUES STERNBERG.

(1) *Le Monde* Dimanche du 27 septembre 1981, page XIV, « Ouvertures ». (2) *Le Monde* du 6 novembre 1977, page 17. « De la conservation des archives ».

JACQUES LÉONARD

LA MEDECINE ENTRE LES POUVOIRS ET LES SAVOIRS

AUBIER 12, QUAI DE CONFI 75005 PARIS

Une histoire intellectuelle et politique de la médecine française au XIX^e siècle

Une autre façon de raconter

par John Berger et Jean Mohr

304 p., 90 F*



« Très vite, on s'aperçoit qu'on a affaire à quelque chose de formidable »
Herré Guibert, *Le Monde*

Un livre de photographies, un livre sur la photographie

* Prix dans notre librairie

François Maspero
1 place Paul Painlevé 75005 Paris

marcel legaut

Devenir soi et rechercher le sens de sa propre vie.

Un livre chaud de vie profonde et riche, témoignage d'une expérience spirituelle hors du commun.

AUBIER 12, QUAI DE CONFI 75005 PARIS

béatrice privat

« L'âme romanesque d'une très jeune femme, le regard et les mots d'un écrivain né... »
CHRISTINE DE RIVOYRE



portrait d'une enfant interdite

« Derrière le doux, le lent et la beauté des phrases de Béatrice Privat perçent les hurlements silencieux d'un amour perpétuellement perdu. »
Jean-Claude Rungt / Les Nouvelles Littéraires

roman / d'noël

Jean Bernard

de l'Académie française



Le sang des hommes

Le combat de la médecine moderne contre les principales maladies du sang. Un livre saisissant, accessible à tous.

BUCHET/CHASTEL
18, rue de Condé, 75006 Paris

i... plus que 6 POÈTES! pour

offrir et diffuser le premier volume de l'Anthologie de Poésie Contemporaine. Son contenu de qualité n'est pas sans valeur. Son succès est assuré. Son prix est très bas. 10000 F. 7, volume 10000 F. 00000 F.



L. Bantus. 31

TUDOR BANTUS

Nouvelle Le voyage à Paris

PAR CATHERINE DECOURS

Elle n'pénétrait dans le compartiment l'homme marqua un moment d'hésitation, mais la jeune femme ne semblait pas de celles qui cherchent à lier conversation, à retenir l'attention ou à demander que l'on s'occupe d'elles d'une façon quelconque. Elle lisait. De plus elle était brune, et l'homme partageait sans doute le préjugé qui veut que l'on s'attende à des complications plutôt de la part d'une blonde. Il s'installa en face de la voyageuse. Sans lever les yeux de son livre, celle-ci eut bonne impression d'un homme capable de prendre place sans froissements de journaux, envol de gabardine et manipulations de glace. Plus tard, la légère secousse du train quittant la gare lui fit lever la tête. Derrière le Securit, les derniers quartiers de Nantes se retrairent ; en face d'elle, l'homme l'observait.

Elle était toujours étonnée de retentir, même fugitivement, l'attention de quelqu'un. Ce matin déjà, au-delà des perforations du Plexiglas, le vendeur de billets l'avait gratifiée d'un alerte « bon voyage ». Elle avait mis cette attention sur le compte de son nouveau tailleur. Ce qui est ouï, ou plutôt la façon que l'on a d'arborer ce qui est neuf, attire généralement le regard. Il s'agissait d'un ensemble bleu qu'elle portait avec un

chemisier blanc et une lavallière. « Tu as l'air d'une pensionnaire », avait dit son mari. Elle n'avait pas su si cette réflexion lui avait fait plaisir ou si elle ne pouvait l'écrire. Pendant quelques minutes elle se remit à lire. Avec le temps elle avait acquis une ex-celente appréciation du chemin parcouru ; aussi, à Mauves, releva-t-elle les yeux pour voir la prairie où elle était allée pique-niquer avec son mari et les enfants. C'était un jour de Pentecôte, des moutons brouillaient le pré et Corentin avait eu peur. La famille n'était plus revenue de ce côté, car, maintenant qu'ils étaient plus grands, les enfants préféraient aller jusqu'à la mer par les dimanches de beau temps. Elle avait pourtant gardé la prairie dans son cœur, avec pas mal d'autres choses, et la saluait chaque fois. A cause de l'hiver, le champ se noyait de boue, la haie se faisait maigre et piquante, tandis qu'au sommet le pommier était brandi très noir.

En revenant dans le compartiment, le regard de la femme croisa de nouveau celui de son voisin, un regard un peu las. Elle pensa l'homme trop fatigué pour lire, bien qu'il ne fût pas âgé ; claquante sans enivron. Celui-ci profitait de l'attention de sa voisine pour signaler avec obligeance :

« Vous avez quelque chose sous l'œil. »

Comme prise en faute, elle porta la main vers son pommier.

« De l'autre côté », corrigea-t-il.

Elle essuya l'autre joue étant effectivement une trace de fard dont elle vérifia la présence sur son doigt.

« Merci », dit-elle sérieusement, car il lui aurait été désagréable de se promener avec un trait bien sur le visage. Elle se reprocha de s'être préparée trop vite ce matin ; cela avait été pure nervosité de sa part, puisqu'elle avait eu tout le temps nécessaire. Ces voyages vers Paris prenaient une importance nécessaire. Elle les faisait pour suivre des cours et jugait futile d'accorder trop de place à ses études. Elle se demanda si, lorsque elle travaillerait, elle arriverait à distinguer l'essentielle de ce qui ne l'était pas. Pour certaines choses elle était très pointilleuse, elle travaillait, elle arrivait à distinguer l'essentielle de ce qui ne l'était pas. Pour certaines choses elle était très pointilleuse, elle travaillait, elle arrivait à distinguer l'essentielle de ce qui ne l'était pas.

« Je dois lui rappeler quelque chose », pensa-t-elle. Elle songea à une fille du monsieur (mais elle était un peu vieille pour le rôle), à un ancien amour (elle était trop jeune) et, comme elle n'avait ni plus ni moins d'imagination que d'importance, elle opta pour une jeune sœur morte. Cela lui parut suffisamment triste pour qu'elle

cherchât à lui faire comprendre qu'elle ne lui en voulait pas de son insistance :

« Je vous rappelle quelque chose, expliqua-t-elle. — Pas du tout, dit-il, surpris, et, pour ôter ce que sa réponse pouvait avoir d'un peu sec, ajouta aussitôt : « Au contraire. Enfin, je suis certain de n'avoir jamais vu quelqu'un qui vous ressemble. »

L'HOMME s'aperçut alors qu'il venait de faire un compliment et se tourna vers la fenêtre, ce qui permit à la femme de l'observer à son aise. A ce moment, il lui apparut d'évidence qu'elle était trompée et que c'était lui qui lui rappelait quelque chose. En elle il y eut la déchirure de papier arraché et le vide qu'elle connaissait bien. Elle respira avec application, regarda de nouveau. Le las du visage. L'homme avait le bas du visage, le menton, ou alors la façon de tenir la tête... Sur le coup elle éprouva une vague d'hostilité envers l'inconnu, car il lui déplaissait que quiconque pût avoir la moindre ressemblance avec Matthieu. Il y avait là une sottise de la nature, une faute contre l'harmonie qui la heurtait violemment. Mais, à bien y regarder, ce n'était pas les

traits de Matthieu, juste-quelque chose qui suffisait à les évoquer. Elle sourit : la vie lui faisait d'un cadeau superflu. Depuis qu'elle n'avait pas revu Matthieu, il l'habitait, et de lui elle vivait comme on vit du soleil nu d'une source ; le malheureux en face n'avait rien, mais rien à voir avec cela. Elle s'excusa :

« C'est vous qui me rappelez quelque chose, corrigea-t-elle. — Cela doit être quelqu'un de plus jeune, remarqua-t-il avec indulgence. »

« Mais non, il avait votre âge, protesta-t-elle immédiatement, car elle avait été heureuse que Matthieu soit plus âgé qu'elle et ce le trahissait ni l'âge ni sur autre chose. — Cette personne est morte ? demanda-t-il, navré. — Non ! »

Elle avait parlé fort, répétant plusieurs fois le « non » qui jurerait le sort. Ce que l'homme venait de dire évinça bien la seule chose dont elle put avoir peur maintenant. Matthieu était son aîné et, normalement, un jour elle apprendrait sa mort. Elle essayait depuis longtemps d'apprivoiser cette idée, mais c'était là un exercice douloureux et inutile. Elle avait accepté beaucoup de choses, ou du moins vécu comme si elle les acceptait, mais cela elle ne le pouvait pas. Un soir, dans un dîner, elle avait appris que Mat-

thieu était malade. « Ce qu'il a ? Mais ma chère, je l'ignore. Je ne savais pas que vous le connaissiez. » Elle avait cru devenir folle. Avec des ruses, de la patience, elle s'était renseignée. Matthieu avait guéri. Le jour où elle l'avait appris, elle avait embrassé les murs. Et puis cela avait failli lui servir d'excuse pour courir vers lui. Il avait fallu tout traverser de nouveau. Pour rien. Un jour, Matthieu ne serait plus sur la même terre qu'elle, ce jour-là seulement ce serait fini.

Elle ouvrit la veste, décroisa les jambes. L'homme l'observait avec bonté, avec compassion lui sembla-t-il. Elle découvrit que maintenant cet inconnu en savait davantage sur elle que n'importe qui au monde, car, à propos de Matthieu, elle ne s'était jamais confiée à âme qui vive. Sa mère aurait eu peur, elle savait ce qu'un père aurait dit, et elle n'était ni assez sotte ni assez égoïste pour faire porter cela à son mari. Quand, autrefois, sur les bancs du collège, on lui avait fait déposer ligue après ligue la Princesse de Clèves, elle avait trouvé que cette femme était une garce. Bien sûr, pour savoir, il y avait Matthieu lui-même, mais elle avait peu d'illusions sur la faculté qu'ont les hommes à imaginer ce qu'ils croient.

(Lire la suite page XIII.)

مكتبة الامم المتحدة